

+

9386 e.8.

HISTOIRE SECRETE

DE LA

COUR DE BERLIN.

HISTORICAL ARCHIVE

1871

COURT OF APPEALS



HISTOIRE. SECRETE
DE LA
COUR DE BERLIN,

OU

CORRESPONDANCE

D'UN VOYAGEUR FRANÇOIS, DEPUIS LE
MOIS DE JUILLET 1786 JUSQU'AU
19 JANVIER 1787.

OUVRAGE POSTHUME.

AVEC

UNE LETTRE REMISE AU ROI DE PRUSSE
REGNANT, LE JOUR DE SON AVENE-
MENT AU TRÔNE:

PAR

LE COMTE DE MIRABEAU.

TOME SECOND.

A LONDRES,
CHEZ S. BLADON, PATERNOSTER-ROW.

M. DCC. LXXXIX.

HISTOIRE DE LA

COUR DE JUSTICE

DE LA JUSTICE

DE LA JUSTICE

DE LA JUSTICE

DE LA JUSTICE

DE LA JUSTICE

DE LA JUSTICE

DE LA JUSTICE

DE LA JUSTICE



DE LA JUSTICE

TOME SECOND

A LONDRES

CHEZ S. BELLON, TAILLEUR DE LIT

N. 100. 1000

HISTOIRE SECRÉTTE

DE LA

COUR DE BERLIN.

LETTRE XLIII.

4 Novembre 1786.

M. de Launay est suspendu de toutes fonctions par une nouvelle lettre infiniment dure, & passablement incohérente. J'ai cependant peine à croire qu'on veuille fouiller le commencement du regne par une inutile cruauté. La victime est immolée à la nation, du moment où l'homme n'est plus en place ; le reste ne feroit que l'explosion d'une haine gratuite, puisque ce malheureux ne peut plus faire ombrage à personne. M. de Verder est à la tête de la régie. Nous verrons ce que

TOME II.

B

pro-

produira un nouveau régime, ou plutôt s'ils fauront l'établir. En attendant, le renvoi de quarante François est décrété *in petto*, & je ne vois pas que ces especes de vèpres siciliennes conquièrent même l'opinion publique. Ici le théâtre n'est pas assez vaste pour que le parterre ne discerne pas ce qui se passe dans les coulisses. Il n'y a guere d'autre illusion possible, que de faire réellement du bien. Au reste j'essaie de sauver Launay, en faisant dire par le prince Henri, qui du moins a conservé le droit de tout dire, que jusqu'ici le Roi a vraiment été dans cette affaire l'homme de sa nation ; que s'il alloit plus loin, il seroit l'homme des ennemis de Launay ; qu'on murmure dans le public qu'il a épousé leur haine, &c. Il est certain que les JE du compte rendu lui ont donné de l'humeur & même de l'emportement.

Le Roi est arrivé hier & reparti ce matin : il paroît que c'est une épisode du Roman Vofs, lequel mûrit. On est en suspens sur les trois partis suivans. Deux
cens

cens mille écus pour sa dot (le Roi ne le veut point, ou ne veut compter que mille écus par mois ; de sorte que le paiement ne seroit parfait que dans seize ans & huit mois ; ce qui le rendroit un peu problématique) ; un mariage de la main gauche (le Roi y consent, mais la demoiselle trouve que cela est très-équivoque) ; ou la marier à un homme qui partira le jour même pour la mission de Suède (on n'est pas sûr de trouver un homme assez vil pour cela, dans une classe qui le mette sur la ligne des ministres). La demoiselle avoue que, sans être amoureuse, elle est sensible à une persécution de trois ans ; mais que fera-t-elle ? Que fera son oncle ? Sa famille ? Quelle sera sa place dans l'opinion, à la ville, à la cour ? Voilà l'objet de la négociation que conduit Bishopswerder ; je ne le crois pas assez jeune pour devenir le substitut du Roi, de sorte que sa spéculation ne me paroît pas sûre. Quant au Roi, il y a bien un peu de curiosité, un peu d'obstination, un peu

de gloriole ; mais encore plus du besoin d'une société où il puisse être aussi commercer, aussi déboutonné, aussi les pieds sur les chenets que possible. Ce qui entrave la négociation, c'est que les Rietz doivent vider le pays, et que le Roi tient fort à son fils. Au reste, il faut ajouter à tout ceci cependant que mademoiselle de Vofs raconte tous les propos du public, et même des courtisans les plus secrets, sur son compte, ce qui peut donner des soupçons sur la probabilité des conjectures.

Il retourne à Potsdam, jusqu'au 8, dit-on ; il n'y est pas tellement occupé d'affaires ou de plaisirs secrets qu'il n'ait quelques sociétés. M. d'Arnim y est, espèce d'homme du monde manqué, à qui l'aménité facile de ses mœurs et sa grande fortune ont fait beaucoup d'amis, et dont l'esprit tout à la fois assez droit et peu brillant, mais indécis et vacillant, n'offusque ni n'effraye le Roi. En tout pays absolu, c'est un grand moyen de fortune que d'être médiocre ; s'il est vrai qu'en

qu'en général avec les princes il ne faut rien de tranchant, et que l'hésitation en délibérant leur plaît toujours, je crois que cela est principalement pour Frédéric-Guillaume II.

Au reste, les états d'affignation sont faits, à ce qu'on assure, et c'est le travail du seul Welner ; aussi tous les ministres, Schulembourg excepté, peut-être à cause de ses liaisons avec le comte Finchestein, que l'inauguration de mademoiselle de Vofs doit rendre puissant, sont-ils inquiets et consternés. Il en est, et ceci est positif, qui n'ont pas encore rendu le plus léger compte au Roi. Appréciez par là l'état de situation d'un pays où tout dépend de cette seule tête. Ne vous étonnez pas de ce que l'on vous parle de peu d'affaires, car il ne s'en fait point ; celle de de Launay est la seule que l'on suive avec l'activité de la haine. Tout le reste dort.

Quelqu'un qui arrive de Russie m'assure que déjà depuis long-temps l'Impératrice ne va plus au Sénat, et qu'elle s'enivre

habituellement tous les matins avec du vin de Champagne et de Hongrie (et ce fait est contraire à toutes les traditions parvenues jusqu'à moi); que Potemkin exalte son ambition jusqu'aux plus grands projets, et que l'on dit tout haut qu'il fera Empereur ou qu'il aura la tête coupée à l'avènement du grand Duc. Cet homme rusé, tranchant, et d'une fermeté rare, n'a pas un ami, et cependant le nombre de ses créatures et de ses créanciers, qui perdroyent tout avec lui, est tellement grand dans toutes les classes de la nation, que son parti est extrêmement formidable. Il amasse un trésor immense dans un pays où tout est vénal. Habitué à ne jamais payer ses dettes, et disposant de tout en Russie, il ne lui est pas difficile d'accumuler des sommes immenses. Il a un appartement dont lui seul garde la clef, garni de rayons du haut en bas, et divisé en un grand nombre de cases remplies de billets de banque de la Russie, du Danemarck, et sur-tout de la Hollande et de l'Angleterre. Un de ses gens d'affaires
lui

lui proposoit un jour l'achat de la bibliothèque d'un grand seigneur qui venoit de mourir. Potemkim le mena dans son appartement à billets, et pour toute réponse lui demanda s'il croyoit que cette bibliothèque valût celle qu'il lui proposoit. Avec de tels moyens pécuniaires il n'a pas même besoin d'un autre crédit pour faire à Saint Petersbourg tout ce qu'il osera vouloir. Au reste, je dois dire ici que le docteur Roggerfon, lequel est parti aujourd'hui pour retourner à Saint Petersbourg, assure que personne en Europe ne mène une vie plus réglée et plus sobre que Catherine II. Observons cependant qu'il est absent depuis huit mois.

J'airamassé quelques détails assez curieux sur l'usurpation de la régale des postes de la Courlande, dont je vous ai parlé dans mes dépêches précédentes. C'est un objet assez important pour ce petit Etat. Indépendamment de l'inquisition qui en résulte, et de l'infraction du droit des gens, cette branche de revenu n'est pas de moins de cent soixante mille livres de

France annuellement. Mais voici une circonstance singulière qui caractérise la politique Russe. Pour ne pas commettre un acte de violence trop marqué, et se dispenser de faire marcher des troupes, ce qui attire toujours l'attention des voisins, la cour de Russie a fait proposer, ou plutôt demander une conférence amiable des députés de Courlande avec les commissaires nommés à cet effet, et appelés à siéger à Riga, forteresse Russe, frontière de la Courlande, sous la présidence du gouverneur de cette ville. Quatre députés de Courlande s'y sont rendus au terme fixé, et le gouverneur leur a signifié qu'il avoit ordre de sa Souveraine de les faire arrêter, s'ils ne signoient pas l'acte qu'il leur montrait tout dressé, par lequel la régence des postes de Courlande se trouvoit conférée à la Russie. Les députés qui, dans un refus, n'avoient de perspective que la Sibérie, ont signé purement et simplement ; après quoi plusieurs conventions qui aliènent des menus droits, ou même des portions de pays limitrophes, ont

ont été présentés & fonctionnés de même. Une des plus astucieuses, comme des plus importantes, est celle qui concerne la réclamation des sujets Russes qui peuvent se trouver en Courlande, & dans laquelle le cabinet de Saint Petersburg enveloppe les descendans de ceux-là même qui seroient naturalisés depuis des siècles. Il est évident que cette concession prête à des abus illimités & des chicanes sans nombre qui feront plus de mal à la Courlande que le plus onéreux impôt; car rien n'empêche les préposés Russes de feindre quand ils voudront l'existence d'un ou de plusieurs ou de tels & tels sujets Russes dans telle ou telle partie de la Courlande qu'il leur plaira, & de supposer gratuitement le refus de les restituer, pour mettre le pays à contribution d'autant de centaines de ducats (somme fixée par la convention pour chaque tête Moscovite qu'on refusera de rendre) que le fisc Russe ou du délégué en auront besoin, ou que le pays en pourra fournir. Encore une fois, ce qui s'exécute plus clairement pour la Courlande,

lande, se pratique un peu plus fourdement, mais se pratique dans tous les pays qui avoisinent la Ruffie. Revenons à Berlin.

L'écuyer Trumpel, dont je vous ai parlé dans ma précédente, est renvoyé. Ce coup de force a beaucoup étonné. Il est certain que le Roi fait tout ce qui est en lui pour n'être pas dominé. C'est jusqu'ici la volonté la plus distincte que l'on puisse discerner dans ce prince.

Il soupa jeudi soir à la table de confidence, où l'on est servi par des tours & sans valets. Le souper fut plus que gai. Il étoit composé de dix personnes. On fut voir après toutes les dames d'honneur les unes après les autres.

Le prince Henri, qui a donné cette semaine de grands dîners au militaire & au civil (chose qu'il ne faisoit jamais), soupe lundi chez la Reine regnante avec toute sa cour ; cela ne prouve rien du tout que la volonté de n'être qu'en mesure de politesse. J'oubliois de dire qu'il donne demain à dîner à tous les bas-officiers du régiment de Braun ; c'est une affectation
ridicule

ridicule & gratuite, qui ne le raccommo-dera pas avec l'armée, dont il est vraiment méprisé.

Le baron de Bagge, qui n'a voulu voir personne ici, & pas même faire les visites de décence, disant qu'après la manière dont il avoit été avec le prince de Prusse, c'étoit au Roi à lui faire dire de venir, a reçu hier invitation de se rendre à Potsdam. C'est tout au moins la preuve que la musique tient à cœur.

Cet infame C * * a écrit à Chauvier, qu'il savoit, à n'en pouvoir douter, que c'étoit à lui qu'il avoit l'obligation de n'avoir pu voir le Roi ; qu'il alloit dans un pays où il étoit du moins facile de nuire, & qu'il mettroit tout en œuvre pour le perdre, indépendamment de tous les moyens que lui Chauvier en avoit déjà fournis. Chauvier a pris le bon parti ; il a porté la lettre au Roi.

Les courses nocturnes continuent. J'ignore toujours quel est l'objet des grands mouvemens vers l'Autriche & réciproquement.

L E T T R E XLIV.

Du 7 Novembre 1786.

LE Roi s'est entremis lui-même, pour raccommoder Bishopswerder & Goltz le tartare. Aussi la paix est-elle faite quant à présent, & d'autant plus pleinement que la guerre ouverte & avouée est au plus haut point d'activité entre le premier favori & le comte de Goertz. On a eu beaucoup de peine à empêcher les voies de fait. Que faut-il augurer d'un Roi, que l'on se dispute ainsi ? Probablement on donnera un régiment au comte de Goertz pour l'éloigner ; mais la difficulté est la liquidation de ses dettes ; car il paroît que la chose sur laquelle le Roi cede le moins en dernière analyse, c'est l'argent. Le traitement des aides de camp est fixé enfin. Bishopswerder a deux mille écus ; Goltz le tartare & Bowlet chacun dix-sept cens. Le premier écuyer de Lindenau,

aussi deux mille écus ; huit places de fourrages, que l'on peut évaluer, année moyenne, à six cens écus ; chauffage & lumiere. Voilà comment les fables du Brandebourg, aidés de la Silésie, cependant, peuvent entretenir une armée de deux cens mille hommes.

Le thermomètre pour les affaires est toujours le même. Les lettres ne sont point expédiées : il y a une chambre pleine de paquets non ouverts ; le ministre d'état, Zedlis, n'a pas pu encore obtenir une réponse à ses rapports depuis plus de trois semaines : tout s'arriere, tout se recule ; cependant le genre de vie de Potsdam paroît avoir été passablement réglé, quoique madame Rietz y ait été. Le plus tard que le Roi se soit levé a été à six heures. Le prince de Dessau ne l'a jamais vu que sur les midi et demi, et peut-être pas une demie heure par jour, indépendamment du dîner. C'est au souper que les femmes paroissent, et que l'on se déride.

Welner n'a point quitté Potsdam, et

deux hommes travaillent continuellement dans sa chambre. Jusqu'ici, on peut le regarder comme le Roi de l'intérieur. Il paroît constant qu'il n'est ni sans habileté, ni sans connoissances, et le désordre éternel des comptes, joint à la méfiance des financiers en activité, doit avoir poussé le Roi à s'abandonner à Welner, recommandé par son obscurité.

Je dis *le désordre éternel*, parce qu'en effet Frédéric-Guillaume I, à qui l'on doit presque tous les établissemens intérieurs, auxquels son fils n'a presque rien changé, n'avoit pas un état général exact, et c'étoit par système. Comme lui seul connoissoit l'ensemble de ses affaires, et comme il ne vouloit pas qu'aucun de ses ministres particuliers pût le deviner, il faisoit des états incomplets, surchargés, infideles. Frédéric II qui n'a jamais rien entendu aux finances, mais qui savoit bien que l'argent est la base de toute puissance, se bornoit à vouloir faire de grosses épargnes, et il étoit si sûr que ses excédens étoient énormes, qu'il se contenta des comptes partiels; du moins cette version me

paroît-elle plus probable, que l'imputation d'avoir brûlé les états-généraux de recette et de dépense, par malice, et seulement pour embarrasser son successeur. Celui-ci veut se mettre en règle, et il a raison ; mais ce sont les étables d'Augias à nettoyer, et je ne vois pas où est l'Hercule, au moins, parmi ceux dont il prétend se servir.

Le comte Finchestein a écrit au Roi une lettre très-forte, pour lui déclarer que les vivacités de M. de Hertzberg se multiplioient au point qu'elles lui devenoient insupportables ; que son grand âge d'ailleurs et sa dernière maladie lui faisoient désirer sincèrement sa retraite. Le Roi lui a fait une réponse douce, très-obligeante et pour ainsi dire apologétique, où il lui demande avec instance de rester, et lui promet que les sujets de plainte cesseront. Il s'engage peut-être à plus qu'il ne peut. Les hommes les plus incompatibles servoient ensemble sous Frédéric II, et c'est un des traits caractéristiques de son regne ; mais ce ne seroit pas peu présumer que de vou-

loir le recommencer. Il faut qu'on ne s'y attende pas ; car malgré toute la fertilité du pays, on prend des licences qu'on ne se fut pas permis sous le feu Roi de qui l'on parloit très-librement, mais avec qui l'on ne se familiarisoit pas. Maintenant il n'y a pas jusqu'à l'académie qui veut empiéter. Elle a proposé trois nouveaux académiciens Allemands ; un Boden, astronome ; un Meierotto, recteur du college ; un Ancillon, ministre du saint évangile (merveilleux choix). Le Roi a marqué avec assez d'amertume sa surprise de cette proposition insolite, sans qu'on sache seulement s'il veut augmenter le nombre des académiciens ; et cette indiscretion occasionnera probablement un règlement. Au reste, le Roi a mis un gros OUI sur la proposition d'un je ne fais quel druide appelé Erman, auteur d'une foule de mauvais sermons, et d'une histoire du refuge, qui a déjà quatre volumes que l'on pourroit mettre en trente pages, et qui a été proposé par le seul

curateur

curateur (M. de Hertzberg), sans avoir passé au scrutin.

Le Boden de Paris paroît tout à fait oublié et même pis. On a représenté au Roi qu'il y avoit trois lettres de cet homme sans réponse. Je n'ai rien à lui dire ; *c'est un f...u coquin, qui est venu sans ordre. . . .* Telle a été la décision royale. Il revient demain pour peu de jours. Il a tellement l'habitude de courir d'un lieu à l'autre pour des instans, qu'il paroît que c'est un besoin pour lui. M. de H * * * lui a écrit depuis trois jours, pour savoir quand il pourroit prendre congé ; il n'a point de réponse.

Le grand dîner du prince Henri au régiment de Braun a eu lieu hier, comme je l'avois annoncé. Le prince avoit à sa table tous les officiers et quarante bas-officiers qui avoient encore servi sous lui à la bataille de Prague. Il a donné une médaille de quinze ducats à chaque officier, un ducat à chaque bas-officier, et un écu à chaque soldat. Il est difficile d'être plus gauchement ostentateur. S'il avoit eu besoin

de s'achever auprès du Roi, c'en étoit le vrai moyen; mais son sort étoit déjà complètement fait, et il faut qu'on le sache bien; car Roggerfon qui avoit beaucoup vu le prince Henri dans ses deux voyages de Russie, n'est point venu chez lui. Le Roi l'a vu, mais peu de momens, dit-on.

Je ne me rappelle pas en ce moment le nom de la personne qui vient de Vienne, et qui au dîner du Roi s'est fort égayée sur le compte de l'Empereur, ce qui a laissé le Roi froid, et même foudieux, jusqu'à donner des marques d'improbation tacites, mais assez fortes.

On prépare de nouveaux cordons. Il semble que la monnoie morale soit celle qui coûte le moins au Roi, et jamais le mot de Frédéric II à Pritwitz qui se plaignoit de ce que Braun avoit le cordon avant lui : *mon cordon est comme la grace efficace; il se donne et ne se mérite pas* : jamais ce mot n'a été plus vrai.

Le comte d'Arnim a été nommé grand veneur et ministre d'état, avec voix et séance au grand directoire. Je vous ai

parlé de lui avec détail dans une de mes dépêches précédentes. Ce choix est de pure faveur, d'autant plus marquée que la place de grand veneur, arrachée à Schullembourg, avoit toujours été sollicitée par le colonel Stein, espèce de favori ; mais faveur fondée, à ce que je crois, sur un simple goût de société ; car Arnim est irréprochable dans sa morale et dans ses mœurs, et ce n'est qu'un incapable de plus dans le ministère.

Pourriture avant maturité. J'ai grand peur que telle ne soit la devise de la puissance Prussienne. Mais leurs millions sont bons. Il seroit donc utile, s'il est vraiment question de la banque, comme tous les bulletins, les gazettes et lettres particulières le disent de forte que tout le monde en parle, excepté moi, de me charger des propositions pour y en placer ; car cela est plus important ce me semble que l'emprunt de cent vingt-cinq millions, que la banque saura bien apparemment prendre pour son propre compte. Au reste, Struensée qui sans doute seroit bien aise de

cette occasion de se rendre nécessaire au Roi, m'a demandé nettement ce qu'il devoit penser du défarroi de la caisse d'escompte, de la lettre du contrôleur-général à ses administrateurs, du projet d'une banque, de sa prochaine réalisation, des principes sur lesquels elle fera établie, et sur-tout du genre d'administrateurs qui fera à la tête (l'idée seule lui paroît lumineuse; mais il est convaincu que tout dépend des chefs). A tout cela, je n'ai pu, comme vous sentez, que répondre; et il importe que je le fasse bientôt; car outre qu'une négociation de ce genre, ne peut réussir ici que par lui, parce que tous les autres, sans en excepter un, n'y entendent rien du tout, il a droit de m'interroger, puisque je l'ai agacé le premier.

L E T T R E XLV.

Du 20 Novembre 1786.

JE ne faurois malheureusement me déguiser que chaque jour confirme ici, par quelques traits plus pitoyables les uns que les autres, l'opinion que j'hésite depuis aussi long-temps que je puis à prendre de l'homme et de la chose.

Le Roi vient de donner le cordon de l'aigle noir à M. d'Anhalt; voici quel est cet homme. D'Anhalt nâquit d'une cuisinière et d'une foule de pères. Il commença par être palfrenier; puis il vendit du café de contrebande aux officiers. J'ignore comment il le devint lui-même; mais je fais que sa fonction principale fut d'espionner. On l'attacha aux pas du prince de Prusse (le Roi d'aujourd'hui); et comme il mêloit des conseils empoisonnés à des relations odieuses, on lui destina, dit-on (et cet *on* là est

à la vérité le plus cruel ennemi du feu Roi), l'exécution d'une atrocité que l'on n'eut ni l'adresse de colorer, ni le courage de consommer. D'Anhalt se trouva des talens militaires plus que n'en comporte sa folie naturelle. Sa vocation en ce genre est bien marquée, ce me semble, par ce trait caractéristique, qu'il n'a jamais de sang-froid qu'à la tête d'une troupe. Il est parvenu, soit ainsi, soit autrement, au grade de lieutenant-général. Comme il étoit sans esprit (le peu qu'il en avoit a été aliéné depuis par une chute terrible, pour laquelle il a été trépané) il se soutint en faveur. Il étoit abhorré à Königsberg, où il commande, et c'étoit bien à un certain point un titre pour lui à Potsdam, où le royaume éprouva quarante-six ans de disgrâce. Quelques jours avant la mort du Roi, le général d'Anhalt fut mandé à Sans-Souci : le Roi lui dit : vous venez de marier une de vos filles ?—Oui, Sire, et je m'en ressens.—Combien lui avez-vous donné ?—Dix mille écus.—

Cela

Cela est beaucoup pour vous qui n'avez rien. Le lendemain le Roi les lui envoie. D'Anhalt retourne en Prusse. Son bienfaiteur meurt ; il découpe la tête de son portrait, et y substitue celle du successeur. Le nouveau Roi va recevoir à Königsberg les hommages, et donne à d'Anhalt une superbe boîte ; mais, à dire vrai, le prépare à quitter le commandement de la Prusse. Deux mois après, c'est-à-dire aujourd'hui, d'Anhalt qui, dans un encan, il y a quelques jours voyant adjuger un portrait du feu Roi pour un prix très-modique, dit froidement : *Bon ! je vous donne l'autre par dessus le marché*, se retire avec une pension de cinq mille écus, le cordon, et la promesse d'être employé à la guerre. On tâche d'excuser cette prostitution de bienfaits, apparemment extorqués par la faiblesse, en alléguant la crainte que cet homme ne passe au service de l'Empereur, comme il en a menacé par ces mots assez nobles : *si vous me refusez cette grace, il faudra bien que j'aie prou-*

ver ailleurs que je ne l'ai pas démeritée. La raison ne me paroît pas bonne, les terres qu'il a acquises près de Magdebourg étant un gage suffisant de sa personne.

Quoiqu'il en puisse être, et tout singulier que soit un tel choix, qui a fait une vive sensation, il faut convenir qu'Anhalt est un grand militaire, un militaire à conserver ; qu'il lui falloit un dédommagement du gouvernement de la Prusse ; qu'en sa qualité de fou, souvent furieux, on ne pouvoit lui laisser. Mais on n'a aucune de ces raisons à donner pour M. de Manstein, simple capitaine, militaire ordinaire et même ignoré, mais dévot visionnaire, qu'on vient d'appeller sans prétexte, et qu'on destine, dit-on, à devenir gouverneur des jeunes princes, avec le titre de lieutenant-colonel. Cela est effrayant pour ceux qui ont la vue longue ; toute l'armée est indignée. Au reste, cela n'est probablement pas vrai, mais le soupçon décele l'opinion.

Une singularité qui n'a pas moins choqué, c'est que M. de Heinitz, ministre
d'état

d'état du département des mines, ait été mis à la tête de la commission contre M. de Wartenberg, espèce d'homme déplaisant, chargé depuis long-temps de l'habillement des troupes, et friponneau subalterne, mais probablement pas plus, et peut-être moins que ceux qui l'ont précédé. Cette manière d'inquisition, qui paroît être la méthode adoptée, et à laquelle on ne s'accoutumera pas, ne fût-ce que parce qu'il est difficile de persuader que le feu Roi fût négligent et mauvais économe; cette manière d'inquisition semble indiquer des soupçons contre les chefs de corps, puisqu'on en dérobe la direction aux militaires, dont elle étoit la besogne naturelle. Les plaintes sont vives, mais plus méprisantes encore, et cela sans doute est un mauvais symptôme, sur-tout au bout de deux mois de regne.

D'un autre côté, l'inertie et la stagnation, qui en est la suite nécessaire, continuent à se faire sentir. Pour ne s'être point fait suivre par les lettres, comme
 faisoit

faisoit Frédéric II, le Roi s'est laissé prodigieusement arriérer; il en a trouvé des milliers à son retour de Silésie, dont l'expédition fait un contraste bien frappant avec l'incroyable activité du feu Roi, qui cependant ne travailloit pas plus, ou plutôt qui travailloit moins qu'un autre à son métier de Roi. Une heure et demie par jour, voilà dans les circonstances ordinaires le temps qu'il y consacroit; mais il ne remettoit jamais au lendemain le fardeau de la veille. Il savoit, ce prince qui connoissoit si bien les hommes, qu'il vaut mieux mal répondre que de ne point répondre. Une foule de mémoires à projets sont sur la table du Roi actuel (la plupart ayant pour objet des changemens militaires), sans qu'on y ait jetté les yeux, et qu'ils aient produit autre chose que la connoissance de la véhémence aversion du Roi pour les mémoires. Il les regarde comme attentatoires à son autorité, et tout conseil comme un aveu de l'opinion qu'on a de son incapacité. Au nombre
des

des inutiles écrits qui lui ont été envoyés, il se trouve, dit-on, un mémoire du baron de Knyphausen sur la politique extérieure (quelques indices me font croire qu'il est favorable à notre système, et celui-ci a plus particulièrement déplu); aussi son sort a-t-il été sans hésitation d'être mis de côté comme du radotage: au reste, le baron m'a nié qu'il fût l'auteur de ce mémoire.

C'est apparemment au sentiment qui fait tant abhorrer les conseils, qu'il faut attribuer cette singularité, que Welner n'ait eu qu'un traitement de trois mille écus, tiré des pensions accordées autrefois aux chefs des départemens du commerce, et dont il a eu la plus petite, ce qui l'affimile à de moins influens et de moins travailleurs que lui. Comme tout ce qui se prépare et le peu qui se fait émane de lui, son travail doit être très-grand. Le seul éclairci de l'état de situation pécuniaire lui a donné, dit-on, beaucoup de peine. On connoît maintenant l'excédent de la recette sur la dépense au moins civile ;

civile ; elle est plus forte qu'on ne croyoit de près d'un quart, c'est-à-dire beaucoup. On imagine qu'on emploiera la plus grande partie de cet excédent à améliorer le sort des officiers subalternes, Les soldats ne valent sans doute que l'honneur de mourir de faim. Mais j'ai peine à croire qu'on ose heurter le corps des capitaines.

Si le Roi donne peu à ceux dont il paroît faire le plus de cas, il y a quelques indices pourtant, ou qu'il leur donne en secret, ou qu'il a des raisons secrètes de donner à d'autres. Le chambellan Doernberg, homme insignifiant, ce me semble, qui a quitté avec ingratitude le service de la princesse Amélie, laquelle avoit payé ses dettes, pour entrer à celui de la Reine, a été augmenté considérablement d'appointemens en cinq jours de temps à deux reprises différentes. Il a aujourd'hui deux mille écus comme chambellan, chose inouïe jusqu'ici ! Que veut dire cela ? Le parti adopté pour mademoiselle de Voss feroit-il de la marier ? Auroit-on
jetté

jetté les yeux sur ce fortuné mortel qui ressemble à un sapajou ? Penseroit-on à lui faire insensiblement sa fortune ? Un capitaine de gendarmes me disoit hier : *depuis que la royale munificence s'exerce sur Doernberg, je compte moi sur cinquante mille écus de gratification annuelle.* Il y a dans cette affaire vision, maquerellage, mariage. Mais pourquoi dans cette dernière supposition un choix si ridicule ? Quel homme de la cour refuseroit mademoiselle de Vofs avec beaucoup d'argent ? Je leur faisois trop d'honneur l'autre jour en doutant qu'il s'en trouvât dans cette cour Vandale. Ce n'est pas aux lieux où l'on est si accoutumé à marcher courbé, que l'on fait se redresser contre de telles tentations : et puis, que ne peut l'argent dans une nation si pauvre ? J'ai vu tout-à-l'heure Brederic, naguères laquais du prince Henri, devenu une espèce de favori, vu son art dans les négociations gitoniques, arborer la croix et le ruban de chanoine de Magdebourg (le prince Henri est prévôt de ce chapitre).

Sept

Sept mille écus prêtés par le prince ont acquis cette prébende, et son palfrenier tant aimé en porte l'enseigne dans un pays où l'on passe pour si délicat sur l'article de sa naissance !

A propos de son patron, il y a plus de huit jours que je n'ai entendu parler de ce prince musical, dont les hauts et les bas font le thermomètre le plus variable que j'aie connu. Le comte de la Marche lui a fait demander la permission de voir la fête qu'il a donnée à la partie du régiment de Braun qui combattit avec lui à Prague. Le prince l'a permis, et après avoir beaucoup caressé cet enfant, il lui a dit : *mon ami, il m'est bien difficile de vous parler ici ; mais demandez à votre père la permission de venir chez moi, et j'en serai fort aise.* Voilà les ressorts de sa fine politique ; il en faudroit beaucoup pour réparer l'école de ses grands dîners. Un de ses commensaux affidés et enthousiastes me disoit ce jour là ces propres mots : *N'est-il pas bien singulier que le prince soit si peu considéré de l'armée après tout*

tout ce qu'il a fait pour elle ? Et c'est l'armée qu'il croyoit incriminer ! Ce mot m'a paru notable.

L'anecdote de l'académie est plus piquante que je ne l'ai racontée dans ma dernière dépêche. Le nommé Schutz (académicien) a écrit au Roi une lettre très-violente sur M. de Hertzberg et la manière arbitraire dont il gouvernoit l'académie. Le Roi a renvoyé la lettre à M. de Hertzberg, signe très-marqué d'improbation dans ce pays. Ce jour là même Büfching (le géographe) refusoit une place d'académicien, à moins qu'on n'y voulût joindre une pension de mille écus. Pour toute réponse aux plaintes de Schutz, M. de Hertzberg a nommé Erman sans consulter personne, et le Roi a mis oui sans difficulté à cette nomination. Nouvelle lettre de Schutz plus véhémente encore, et dont j'ignore les suites.

L'affaire de Launay n'est pas aussi civilisée qu'elle en a l'air. On dit tout haut qu'on n'attend plus pour le laisser

retirer que la fourniture du café pour la Silésie, dont il s'est très-témérairement chargé, et qu'il a sous-cédée à des marchands menacés de perdre, et enhardis par sa catastrophe à désavouer ou enfreindre leurs engagements dans un moment où tous les canaux obstrués par les glaces laissent bien peu de ressources pour réparer un si grand vuide. Mais la vérité est que la commission est suspendue, parce qu'on envoie chercher sous main des éclaircissements dans les différentes parties du royaume ; inquisition vraiment cruelle et tyrannique ! qui prouve qu'on veut des torts à Launay plus encore qu'on ne désire l'amélioration de la chose publique.

Un nommé Dubosc, autrefois gros négociant de Leipfick, où, si je ne me trompe, il a failli, et très-connu par ses visions et son adhérence aux mysticités, a été appelé et est en activité pour donner, à ce qu'on croit, un plan d'opérations de commerce à substituer aux privilèges exclusifs. Il paroît que l'on médite une
sortie

fortie contre les *Splittgerber*, et que l'on cherche les moyens de leur ôter le monopole du sucre ; opération très-juste et très-salutaire ! mais compliquée et délicate.

Une nouvelle plus importante encore, mais que je ne garantis pas, quoique venue de bon lieu, c'est que le baron de Knyphausen a eu un entretien secret avec le Roi. Cela ne m'étonneroit pas à un certain point. Je fais à n'en pouvoir douter que le Roi, furieux de ce qu'on l'a poussé au choix du comte de Goertz pour la Hollande, actuellement que la maison d'Orange même se plaint de ce ministre, a voulu, après un torrent d'emportemens et d'injures, rappeler et Goertz et Thulemeier, mais qu'il a été arrêté tout court, par l'impossibilité de trouver un homme dans un pays où il n'y en a pas, sur-tout dans cette partie tant négligée par le feu Roi. Le nouveau en viendra peut-être à savoir que les fots ne sont bons à rien.

P. S. Rien de nouveau depuis cette longue lettre écrite ; des faits particuliers me confirment que la princesse Frédérique, fille du Roi, prend beaucoup de crédit, et qu'elle n'éprouve pas de refus : cela sans doute tient à mademoiselle de Vofs.

LET-

LE T T R E XLVI.

*A Monsieur le Duc de L * * *.*

Berlin, 22 Novembre 1786.

JE m'étois flatté, M. le Duc, que M. de H * * * m'apportoit un paquet de vous ; il m'a dit, qu'en effet votre intention avoit été de le lui confier, et je suis très-reconnoissant du projet, bien que je n'en aie point profité, ce que je n'attribue qu'à des circonstances imprévues que je maudis en vous bénissant.

J'espère que l'abbé de P * * * * vous aura tenu au courant de ce pays, sur lequel je n'ai pas laissé que de faire passer, à sur et à mesure, quelques anecdotes assez caractéristiques du moment. Je sens mieux que personne combien ma moisson est médiocre ; mais on ne doit pas oublier que je n'ai ni les moyens pécuniaires, ni les moyens ministériels. Il est impossible que

rien échappe ici à l'homme de la France, s'il est adroit, actif, libéral, et qu'il sache bien composer ses diners et ses soupers journaliers: car ce sont ceux-là qui importent, et non les repas de représentation. Il est d'ailleurs le bureau d'adresse naturelle des mécontents, des bavards et des cupides, outre que les relations avec les sous-ordres lui sont naturelles et permises; j'ai au contraire, moi, besoin de beaucoup d'industrie, pour parler naturellement et décemment d'affaires et de nouvelles; c'est rarement aux faiseurs que je puis m'adresser, ma seule hure les effraie trop; le Roi ne me regarde pas que leur visage ne s'allonge et ne pâlisse Quoi-qu'il en soit, j'ai fait de mon mieux, et tout ce que je puis, ce me semble, avec des moyens très-mutilés, très-défavorisés, sur-tout très-éparpillés, et je ne fais pas si l'homme à qui le Roi donne ici soixante mille livres et une grande place, en apprend beaucoup davantage que je ne fais; mais ce que je fais bien, c'est qu'à son poste j'aurois percé plusieurs nuages, dont je ne vois au mien que

que les apparences fourcilleuses, et que je ne ferois pas dévaloir ici ma nation, comme on en accuse ses manières froides, son ton aigre-doux, et son inertie qui ressemble beaucoup à de l'ignorance.

M. de H * * * vous confirmera, je crois en masse, tout ce que j'ai mandé en détail. Il vous dira que notre procès est perdu ici, jusqu'à ce que le tribunal change ; que le moyen de rétablir nos affaires n'est pas de se presser, puisque ce feroit prolonger les résistances chez des hommes au flegme naturel, desquels on peut s'en rapporter pour les empêcher d'être long-temps passionnés ; que lui-même s'est trop hâté de venir dans un pays assez inquiet & jaloux, au commencement de ce règne où chacun vise à quelque chose, pour croire qu'un officier général, inspecteur au service de France, peut vouloir du service Prussien ; qu'il faut laisser le cahos tranquille, comme j'ai nommé la situation du moment, prendre son aplomb par la force des choses (si ce n'est le perdre tout-à-fait),

fut-ce par celle d'inertie, avant d'essayer de le démêler; que personne n'est à la place qu'il gardera; que la grande question : *le Roi aura-t-il ou n'aura-t-il pas le courage de prendre un ministre principal ?* est loin d'être résolue, même dans le calcul des probabilités; que dans cette détermination gît cependant le sort de ce pays, et même la connoissance ultérieure du Roi, dont l'incapacité ne fait rien du tout, s'il est un remède à son indécision; que les symptomes sont fâcheux, sinistres même, mais qu'il faut se garder de prononcer avec trop de précipitation, parce que les informations ne sont rien moins que complètes.

Ce qui me paroît hors de doute, c'est que le Prince Henri est perdu sans retour, & je crains (pour lui) que le sort n'ait ici, comme en beaucoup d'occasions, mieux arrangé les choses que notre prévoyance. Quoi qu'il en soit, son astuce, ses jactances, son insuite, l'intempérance de sa langue & la vileté de ses entours
secon-

secondés du discrédit le plus universel, ont ajouté à l'antipathie personnelle & à la crainte générale, habituelle & forte de paroître gouverné. Le sort du duc de Bronswick est tout autrement incertain, & je ne crois pas qu'il soit décidé avant la bagarre ; mais il y a cela de particulier pour lui et pour lui seul, que s'il faisoit une fois, il ne désespérera pas ; car un meilleur courtisan, un homme plus avisé, plus souple, et en même temps plus ferme et plus opiniâtre n'existe pas.

Vous sentez bien, M. le Duc, que si je crois les événemens partiels, trop peu nombreux jusqu'ici, pour être réduits en système, et fonder un préjugé sur l'homme et sur la chose, je suis bien plus éloigné encore de penser que l'on puisse deviner, avec quelque apparence de probabilité satisfaisante pour un esprit sage, quels seront les grands rapports extérieurs et l'influence politique de la Prusse, sous le règne actuel. J'ai résumé mes idées, à cet égard, dans un mémoire qui ne laisse

pas d'être un assez grand ouvrage, et qui, sauf les données qu'offre le pays, et que vous trouverez là réunies et rapprochées plus qu'ailleurs, à ce que je crois, n'est qu'un tissu de règles de fausse position. On y trouvera beaucoup des choses qui peuvent arriver, et peut-être pas une de celles qui arrivera. Heureux si dans les combinaisons de cette arithmétique hasardeuse j'ai réussi, du moins, à faire connoître les choses telles qu'elles sont, et telles qu'elles pourroient être. Ce mémoire, accompagné de trois ou quatre autres sur des parties de l'Allemagne, que d'heureux hazards m'ont fait connoître à fond, doit avoir pour cadre le plan de la reconstruction de l'édifice Germanique, qu'il faut reprendre sous œuvre si l'on ne veut pas qu'il croule; mais j'avoue que c'est ici où l'indécision sur les hommes, la complication des choses, l'obscurité des futurs contingens, m'arrêtent à chaque pas, et où je n'ai qu'une boussole, votre grand et noble but, la coalition
de

de la France et de l'Angleterre pour le bonheur du monde, et non pour les délices des orateurs et des gazetiers.

.

M. de H * * * m'a dit, M. le Duc, que vous comptiez venir ici au printemps. Assurément ce seroit le seul moyen de me faire supporter d'y rester jusques-là ; mais j'espère qu'on ne vous laissera pas si long-temps dans une inactivité si indigne de vous ; et quant à moi, M. le Duc, après avoir payé un tribut de six mois, auxquels j'ai la conscience d'avoir employé une assiduité et une activité rares, en compensation du peu de talens que m'a donné la nature, je crois avoir le droit de secouer une existence équivoque, douteuse, embarrassante sous tous les rapports, dans laquelle il faut une dextérité et une fermeté peu communes pour
 confè-

conserver quelque considération, et qui me fait consommer mon temps et mes forces à un genre de travail qui n'a rien de piquant pour moi, ou à un ennui d'étiquette et de vie sociale pire que ce travail. Je l'ai écrit en toutes lettres à l'abbé de P * * *.

LETTRE

L E T T R E XLVII.

Du 14 Novembre 1786.

IL m'arrive l'histoire la plus extravagante et la plus embarrassante possible. Madame de F * *, la fameuse Tribade, tombe ici des eaux de Schwalback sous un nom emprunté, avec un train immense, et pas une lettre de recommandation, si ce n'est pour des banquiers. Or savez-vous ce que cette femme profondément audacieuse et même habile s'est mis dans la tête? de conquérir le Roi. Mais comme pour mes péchés je la connois de longue main et à fond, c'est à moi que la damnable syrene s'est adressée pour lui donner la carte du pays et recevoir en dépôt cette haute confiance que j'eusse fort volontiers déléguée au diable. Cependant comme elle est un démon de séduction, comme elle ne demande point d'argent, du moins
quant

quant à présent ; comme, sous beaucoup de rapports, son physique et même son moral conviennent au Roi ; comme si ce n'est pas une chance à chercher, ce n'en est pas une non plus à repousser ; comme enfin l'équipée est faite, et qu'il vaut mieux la diriger que de s'exposer à un ridicule éclat, je vais aviser aux moyens de lui donner un prétexte supportable, de rester quinze jours dans ce pays, en retirant mon enjeu, ou plutôt en me gardant bien d'en hasarder.

Si M. d'Est * * n'étoit pas tout d'une pièce, cela seroit bientôt arrangé. Elle iroit à Saint-Petersbourg par Warsovie, attendroit ici l'époque des traîneaux, qui avec les froids excessifs ne sauroient tarder, feroit chez lui quelques jolis soupers, inspireroit de la curiosité, &c. &c. Mais il ne faut pas compter sur cette marche ; elle est trop déliée pour lui.

Si le Prince Henri n'étoit pas l'indiscrétion même, rien ne seroit plus aisé que de la mettre par lui à la cour ; elle lui auroit

auroit apporté des lettres ; mais une heure après l'aide-de-camp Tauensien le fauroit ; cinq minutes ensuite Mademoiselle de Knibbeck sa tante en seroit instruite ; or je la soupçonne grandement d'être l'entremetteuse de Mademoiselle de Vofs. Nous n'avons donc que nos propres forces. Quoi qu'il en soit, je ne me compromettrai pas ; mais sa démarche seule me compromet. C'est une fatalité : comment aurois-je pu y échapper ?

J'ai beaucoup réfléchi sur cette bizarre aventure. La suite consiste à ne pas abandonner son but, et non à s'opiniâtrer aux moyens. Or, le peu que nous en avons est vraiment impraticable.

Si elle conserve son état, nul moyen de voir le Roi ; elle aura contr'elle les entours mystiques, le parti de Vofs, et en général les anti-François.

Si elle dissimule son état, elle aura contr'elle les Rietz, les subalternes.

Ou je la verrai beaucoup, et dès-lors elle

elle sera suspecte, ou je ne la verrai pas; et elle sera mal conduite.

Si cela sent tant soit peu l'aventure, je me ferai un tort gratuit.

Rien ne peut aller vite avec un prince Allemand. Si le séjour est long, c'est le séjour lui-même qui divulguera l'aventure.

Il est impossible que dans huit jours on ne sache pas le véritable nom. Alors sa réputation gâtera la besogne, dans un pays où l'amabilité n'excuse pas les vices, et où le sexe ne fait pas pardonner à l'étourderie.

En un mot, les seules folies inexcusables sont celles qui donnent du ridicule sans compensation, et celui-ci est du nombre. D'Est * * feroit ses petits contes, Boden ses petites noirceurs, Tauensien ses petites intrigues. Avant de se montrer il faut laisser passer la tourbe qui viendra s'essayer. Je l'envoie donc à Warsovie, en lui procurant des lettres; elle en reviendra ici avec d'autres lettres, si vous n'avisez pas aux moy-

ens de l'en empêcher, pour peu que votre intention ne soit pas qu'elle étale ; car je puis bien suspendre, mais comment pourrois-je défendre ? Voilà ce que j'ai aperçu de moins périlleux dans cette bizarre saturnale, à laquelle je donne avec raison plus d'importance que vous n'en ferez tenté, attendu que Madame de F * * n'est à Paris presque qu'une courtisane comme tant d'autres, au lieu qu'ici la niece d'un ministre, veuve d'un P * * * - G * * * &c. ne passera jamais pour n'avoir pas été envoyée par le gouvernement, ou du moins pour n'être pas venue sous sa tolérance. Il ne faut donc pas qu'elle fasse quelque grande sottise.

Le Roi vient de terminer un procès qui duroit depuis vingt-trois ans. Le Duc de Mecklenbourg Schwerin avoit autrefois emprunté cent mille écus de Frédéric II, pour sûreté desquelles il donna des bailliages. Aussitôt Frédéric y mit en quartier un régiment de hussards. Le régiment recruta comme on croit. Le
pays

pays de Mecklenbourg fut révolté de cet acte de despotisme, et offrit le remboursement que le feu Roi trouva le moyen d'éluder pendant vingt-trois années. Son successeur vient de retirer les troupes. Il perd à la vérité la facilité d'engager quelques Mecklenbourgeois, mais aussi n'enverra-t-il pas annuellement trente mille écus hors son pays. C'est de plus un nouveau membre pour la confédération Germanique, et cela vaut ce que cela valoit.

On a célébré dimanche 12, dans la principale auberge de Berlin, le mariage de la Comtesse Matuska avec un officier Prussien, appelé M. de Stutheren. La Comtesse est une sœur de Mademoiselle Hencke (Madame Rietz); elle croyoit avoir épousé un gentilhomme Polonois qui s'est retiré depuis quelques mois. Une fois détrompée elle a fait choix d'un jeune officier. Le Roi a donné de l'argent, & même assez. On présume que c'est chez cette sœur que se retirera Mademoiselle Hencke, qu'on dit n'être pas mariée avec
Rietz,

Rietz, et gêner les projets que l'on forme pour vivre paisiblement avec la dame d'honneur.

Un souper très-remarquable et très-secret, où l'on a pris la Silhouette de l'ombre de César, transpire un peu. Le nombre des visionnaires augmente ; aussi dit-on que les actions de Bishopswerder baissent ; je n'en crois pas un mot.

Nulle opération nouvelle. D'ailleurs les dépositions pleuvent de toutes parts contre le pauvre de Launay, et vraisemblablement sa fortune rachetera sa liberté.

Rien de nouveau ou du moins de bien constaté quant à la Hollande, si ce n'est que le Comte de Goertz a trouvé moyen d'y déplaire aux États, à la maison d'Orange, et aux principaux chefs du parti, qu'on nomme le parti François. Je fais bien ce qu'un philosophe en concluroit ; mais un politique y verra du moins qu'il est des commissions dont il ne faut jamais se charger.

LE T T R E XLVIII.

18 Novembre 1786.

IL paroît tous les jours davantage que le Roi n'oublie pas ceux qui lui ont montré de l'attachement avant son avènement au trône; et cette marche qui se développe successivement, le constate du moins un honnête homme. Le Comte Alexandre Wartenleben, officier aux gardes, et dont je vous ai déjà parlé plusieurs fois, avoit été élevé avec lui. De là cette liaison qui n'admet aucuns secrets. Le feu Roi fait venir Wartenleben et lui dit : “ Je suis charmé de vous
“ voir intimement lié avec mon neveu.
“ Continuez, mais il faut aussi servir
“ l'état. Je dois être instruit des démarches de mon successeur; vous
“ me raconterez *mein liebes Kind* vos
“ parties

“ parties de plaisir. Je ne les empêche-
 “ rai pas ; mais je vous dirai si elles ont
 “ quelque chose de dangereux, et vous
 “ en avertirez vous-même le Prince de
 “ Prusse. Reposez-vous sur moi *mein*
 “ *schatz* de votre avancement.” — War-
 tenleben, qui connoissoit le vieux renard,
 répond : “ Qu’il est l’ami de cœur du
 “ prince, et qu’il ne seroit jamais son
 “ espion.” Alors le Roi prend son air
 furieux : “ *Herr lieutenants*, puisque vous
 “ ne voulez pas me servir, je vous ap-
 “ prendrai du moins à obéir.” Le len-
 demain il l’envoie à Spandaw où il est
 demeuré trois mois ; puis il le place dans
 un Régiment en garnison au fond de la
 Prusse. Le nouveau Roi qui l’a rappelé
 aussi-tôt son avènement, après un mo-
 ment d’humeur que lui a donné son re-
 fus d’aller en Suède, et qu’ont entretenu
 peut-être les autres favoris, vient de lui
 accorder une prébende qui vaut douze
 mille écus, et le destine, selon toutes les
 apparences, à commander les gardes.

Second exemple du même genre. Lorsqu'on fit le procès au ministre Goern, chef du département du commerce, il se trouva dans sa caisse une lettre de change du Prince de Prusse de trente mille écus. Il falloit les représenter dans les vingt-quatre heures. M. d'Arnim va trouver le Prince Royal et les lui offre. Celui-ci fut trop heureux de les accepter. Delà est venue l'espèce de faveur dont jouira vraisemblablement le nouveau ministre: du moins je n'en vois que cette cause, outre celle tirée de son caractère facile et de son esprit médiocre et indécis, mais juste et clair, comme je l'ai dit dans mes dépêches précédentes.

Autre action humaine et généreuse. La Princesse Elifabeth de Brunswick, première femme du Roi, a reçu en augmentation de traitement les revenus du bailliage de Ziganitz, qui se montent à douze mille écus, avec pleine liberté de se retirer où elle voudroit. Bien sûre de n'être pas reçue dans sa famille, elle restera à Stettin; mais cette nouvelle l'a transf-

transportée de joie ; elle a fait annoncer aussi-tôt que la générale Schwerin sa gouvernante n'avoit plus d'ordres à donner ; et pour la première fois depuis dix-huit ans, elle a monté à cheval (avec Mademoiselle de Plates), afin de jouir aussi-tôt de la liberté qui lui étoit rendue.

Un trait qu'il faut ajouter aux preuves de la morale personnelle du Roi, c'est d'avoir remis au Prince Henri sa correspondance avec Frédéric. Elle contient cinq cens quatre-vingt-sept lettres sur les affaires de l'état, depuis 1759 jusqu'en 1786. On avoit mal-à-propos répandu qu'il partageoit secrètement l'opinion de son frère sur leur neveu. Ces lettres ont prouvé que du moins il ne vouloit pas le laisser voir. Il lui a même rendu des services, et par exemple, lorsque le Comte de Wartenleben, dont je parlois tout à l'heure, fut enfermé, il lui envoya le brevet d'une pension de cent louis dont il jouit encore.

L'homme de confiance du feu Roi, le fameux hussard de la chambre Schoening,

vient d'être nommé adjoint au caissier de la caisse militaire, avec trois mille écus d'appointemens. Assurément il n'y a point à cela de rancune. Ce Schoening, au reste, n'est pas un homme sans intelligence, et il est dépositaire d'une foule de choses qui ne doivent pas être rendues publiques aujourd'hui ni peut-être jamais.

Opposons à toutes ces bonnes actions du Roi, l'espèce d'inertie où il reste au sujet de ses dettes personnelles. Il ne s'empresse pas de les payer au dehors, et n'a pas encore apuré un compte considérable au dedans.

Il est décidé que le Roi congédiera tout ce qui tient à la régie et au système financier François, chose très-louable en elle-même ! car, à supposer la nécessité de prolonger pendant quelques années le régime fiscal, encore les régisseurs François doivent-ils avoir depuis vingt-cinq ans formé des sujets Allemands, ou ils n'en formeront jamais ; et n'est-ce pas sur des Allemands que le Roi de Prusse doit régner ?

régner ? Mais le passage d'un ordre de choses à l'autre n'en fera pas moins très-délicat, et je ne vois pas que rien soit prêt pour en diminuer la secousse. On a annoncé aux administrateurs du tabac qu'à commencer du 1^{er} Juin 1787 leur administration cesseroit. Tout le monde pourra désormais cultiver (objet très-important, car la feuille de tabac qui naît dans ces sables inféconds est une des meilleures de l'Allemagne, et elle faisoit autrefois l'objet d'un grand commerce), fabriquer et vendre du tabac. Dès le 1^{er} de Juillet on donnera des concessions *gratis* à qui en voudra. (même liberté promise pour le café). Depuis 1783 jusqu'en 1786 l'administration du tabac avoit rendu environ seize cens mille livres au dessus de la somme sur laquelle le Roi comptoit ; de sorte que c'étoit un revenu d'un peu plus d'un million d'écus, et quelquefois quatorze cens mille (près de quatre à six millions de notre monnoie), et cependant l'administration n'avoit pas le droit d'acheter la feuille ; elle étoit

obligée de la prendre dans les magasins de la société maritime qui la lui vendoit à cent pour cent de bénéfice. Cette administration vexoit infiniment les sujets pour avoir les excédens avec lesquels il falloit aborder le Roi, lorsqu'on lui rendoit compte, et sans lesquels il ne trouvoit ni sagesse dans le travail, ni talent dans les employés. Le nouveau Roi laisse les appointemens aux commis de cette partie, jusqu'à ce qu'ils soient placés, & cela est humain ; car cette révolution ne dérange pas moins de douze cens familles : mais où retrouvera-t-il ces huit millions de revenu ? On parle et certainement on délibère de les remplacer par une capitation répartie en douze classes de citoyens, payans depuis vingt-quatre écus pour les gros négocians, douze écus pour les habitans les plus riches, deux écus pour les citadins obscurs, jusqu'à douze gros pour les payfans. Quelle manière de commencer un règne, que de taxer les personnes avant les propriétés ! C'est à la perception de cet impôt odieux qui met à prix le droit

droit d'être (il ne s'agit cependant que d'une capitation par famille, ce qui le rend moins défavorable), que feroient employés les commis hors d'activité : mais les prosélytes et même les apôtres de ce projet ne comptent que sur un produit annuel de deux millions d'écus (le prix du tabac et du café réunis) qui couvrirait à peine le déficit, et celui qui sait calculer en finance se garde bien de supputer arithmétiquement le produit de l'impôt selon la mesure de l'imposition. Il me semble qu'il falloit connoître mieux d'avance les remplacements, et je m'étonne un peu de ce qu'il débute par les opérations que je lui ai indiquées comme à préparer, et qu'il laisse en arrière celles par lesquelles je pensois qu'il devoit débiter.

M. de Heinitz, ministre du département des mines, et président de la commission, chargé d'examiner la gestion du Général de Wartenberg, avisé sans doute par la clameur universelle, a représenté

au

au Roi qu'il faudroit placer dans cette commission quelques militaires. En conséquence le Roi a nommé le Général Moellendorf.

Pour donner une idée des malversations attribuées au juif Wartenberg, très-fur-passé, dit-on, par ses prédécesseurs, on cite le trait que voici : Il avoit fait faire des habits pour un régiment d'infanterie, sans que le drap eût passé dans l'eau. Les habits étoient si étroits qu'à peine le soldat pouvoit les yêtir. Le premier jour que le régiment les porte une grosse pluie survient. Le quartier-maître dit que si les soldats se déshabillent, jamais ils ne pourront remettre leurs habits. On ordonne qu'ils passeront la nuit habillés, et secheront leurs habits sur leurs corps.

Exemple d'une autre espèce, et caractéristique de Frédéric II. Un caissier de M. de Wartenberg vole quatre-vingt mille écus. Le Général le mande au Roi, & attend ses ordres. Frédéric répond, qu'il ne peut ni ne doit se mêler de cette affaire, parce qu'il est très-décidé à ne pas perdre

perdre cette somme. Wartenberg comprend ce jargon ; il fait assembler tous les fournisseurs, et les invite à se la repartir, sous peine de perdre à jamais la fourniture. Ils jurent, crient, se lamentent, & finissent par se cotiser. Wartenberg écrit au Roi que la somme est dans sa caisse. Frédéric lui répond une lettre très-sévère, et qu'il finit en l'avertissant, que *c'est pour la dernière fois qu'il lui fera grace.*

Les relations intérieures sont toujours à peu près les mêmes. Le bruit général est que le Roi va épouser M^{lle} de Voss de la main gauche, manière Allemande d'ennoblir le concubinage, inventée par les courtisans déliés, et les prêtres complaisans, pour sauver, disent-ils, les dehors. Cette demoiselle est toujours un mélange de pruderie et de cynisme, d'affectation et d'ingénuité. Elle ne trouve d'esprit qu'aux Anglois, dont elle parle passablement la langue.

On soupçonne M. de Manstein d'être l'auteur de quelques-uns des changemens projetés dans l'armée, et qui ont pour
but

but d'améliorer l'état du foldat et de l'officier fubalterne aux dépens du capitaine. Je répète que cette dernière cohorte eft bien formidable, et que tout changement de ce genre demande une grande prévoyance et une fermeté inflexible. Le Prince Henri, qui garde en public un profond filence fur toutes les opérations, prendra très-vivement le parti de l'armée, fi elle a à fe plaindre, et fe flatte de regagner ainfi ce qu'il a perdu par trop de hauteur. Mais l'ariftocratie de l'armée le connoît trop bien pour y prendre confiance. Elle fait qu'auprès de lui les Gitons ont été et qu'ils feront toujours les arbitres de tout ; qu'alors même que les circonftances lui ont impofé la néceffité d'approcher de lui des hommes de mérite, ç'a été un fardeau que fes frères épaules ont fecoué le plus vîte qu'elles ont pu ; qu'enfin c'eft un homme fini pour la guerre, et à jamais odieux au cabinet.

Il paroît que c'eft un Comte de Brühl qu'on a choifi pour gouverneur du Prince
 Royal,

Royal, et rien ne constate mieux le crédit de Bischofswerder que cette éternelle préférence pour les Saxons. Le Comte de Brühl, fils du fastueux Satrape de ce nom, frère du grand maître de l'artillerie Saxonne, aimable, instruit, enclin de bonne ou de mauvaise foi aux rêveries des visionnaires, peu militaire, mais voulant profiter de la circonstance pour entrer dans cette carrière à pas de géant, demande d'être fait lieutenant-général dès son début, chose inouïe dans l'armée Prussienne, et qui fera infiniment de mécontents.

On vient d'interdire à la banque le commerce des lettres de change, et cela est très-sage en théorie, mais accompagné de grands inconvéniens dans la pratique locale. La banque où le Roi faisant l'intérêt à deux et demi pour cent des dix-sept millions d'écus environ qui s'y trouvent en capitaux, et de l'argent qu'on y apporte, dans un pays où les capitalistes n'ont nul emploi de leurs fonds, la banque n'a de moyens de payer ces deux et demi pour cent, sans être onéreuse au
 Roi,

Roi, que par le commerce des lettres de change ; et désormais elle le pourra d'autant moins, que la société maritime, fondée comme je vous le disois sur cette base insensée, qu'elle doit donner au moins dix pour cent de bénéfice à ses actionnaires, du moment où on lui coupera quelques-uns de ses privilèges exclusifs les plus rapportans ; celui du bois, par exemple, ne pourra plus procurer à la banque, qui reçoit d'elle le cinq pour cent de tout l'argent que la société maritime y prend, les sources de profit qu'elle lui a ouvertes jusqu'ici.

1^{er} P. S. Le ministre Schulembourg a donné sa démission. Elle n'est pas encore acceptée.

Le Roi a soupé hier chez sa fille avec Mademoiselle de Vierey (intime amie de Mademoiselle de Vofs, placée de sa main depuis l'avènement au trône), et la bien-aimée. Cela, ce me semble, avoisine beaucoup la conclusion du roman.

Il est plus sûr que jamais que le Roi ne travaille point, et qu'il est avide de plai-

firs jusqu'à la fureur. Les secrets de l'intérieur à cet égard ne se gardent point du tout, et rien ne prouve mieux à mon avis que le maître est foible et peu imposant autant que mal entouré.

2^e P. S. Le Roi est si effrayé de la clameur universelle élevée au sujet de la capitation, qu'il la retire. Des gens de son intérieur me parloient aujourd'hui des moyens de remplacement. Mais qu'attendre d'un prince avare et foible que deux jours de clameurs font reculer, et à qui l'on ne peut que dire : imposez les terres nobles, & sacrifiez quelques millions à aller chercher les intérêts que paient les nations emprunteuses.

L E T T R E XLIX.

Du 21 Novembre 1786.

IL devient plus soupçonnable chaque jour qu'il se trame quelque chose entre l'Empereur et la Prusse, ou que tout au moins il y a des propositions, soit de la part du premier, soit réciproques, sur lesquelles on délibère. Je n'ai ni l'argent ni les moyens nécessaires pour découvrir les détails. Un ministre peut tout en ce genre, et tout impunément. Mais quand j'aurois moi le grand ressort de la corruption, que ne risquerois-je pas à tenter de le mettre en œuvre ? Je ne suis avoué ni directement ni indirectement. Un coup d'autorité peut disposer de moi et de mes papiers en un instant, & je serois perdu ici & là pour avoir eu un zèle inconsidéré. Aiguillonnez donc votre ministre, ou hâtez-vous d'op-

d'opposer à cette coalition puissante à laquelle rien ne résistera, du moins jusqu'au Rhin, le système d'union avec l'Angleterre, dont vous venez d'ébaucher les bases, & qui sera le sauveur du monde. Pensez à la Pologne, je vous en conjure. Ce qu'ils ont fait là (s'ils n'ont pas acquis davantage, c'est en vérité qu'ils ne l'ont pas voulu), ils le feront encore, & cela même sans l'intervention de la Russie, de ce géant qui dort, et dont le réveil peut changer la face du globe.

A la vérité, c'est la froideur des deux cours Impériales qui confirme le plus les soupçons d'un nouveau système. Tout ce que je puis soupçonner de ses bases, c'est que le prétexte en est l'élection d'un Roi des Romains, & le but, une alliance intime qui détruiroit la confédération Germanique. Comme cette confédération est l'ouvrage du Roi, Prince de Prusse, ou du moins comme il veut le croire & la regarde comme un coup de maître, il est douteux que l'Empereur ré-

uſſiſſe ; mais ſi la nouvelle d'hier ſe confirme, c'eſt un grand acheminement à un ſuccès. On mande que l'Electrice Palatine eſt ſans eſpérance. Si elle meurt, l'Electeur ſe remarie le lendemain, & ſans doute un nouvel ordre de choſes peut & doit s'ouvrir. Il me ſemble qu'il eſt difficile d'y réſléchir trop ſérieuſement. Pour moi, tant qu'on n'entendra pas mes inſtructions, mes moyens, je ne puis qu'observer de mon mieux l'intérieur du pays & de la cour.

La raiſon pour laquelle le Comte de Schulembourg, miniſtre d'état, a demandé ſa retraite, vient en partie de ce qu'on l'a chargé d'exécuter le projet de la capitation qu'il n'a ni conçu ni approuvé, & qu'il regarde avec raiſon comme une commiſſion fort défavorable, ſi ce n'eſt très-odieuſe. Ce miniſtre, homme d'eſprit, & qui ſeroit redevenu maître des affaires, ſi au premier dégoût il eut ſu donner ſa démiſſion, eſt infiniment déſagréable aux agens intérieurs. Sa longue faveur, ſa fortune rapide & ſa perſpicacité ſurveil-

lante

lante ont révolté ou inquiété tous ses émules & ses rivaux. Il n'est pas d'ailleurs un de ces instrumens dociles qu'on peut assouplir à tous les systèmes. L'incapacité de la plupart des autres ministres lui donne un prétexte de s'opiniâtrer dans les siens. Les ridicules des entours du Roi, pour ne pas dire leurs extravagantes faiblesses, l'enhardissent à rendre avec usure un mépris dont la réputation de ses talens émousse pour lui les traits : car que n'éponge pas cette réputation, surtout dans les pays où les hommes sont si rares ? Mais si, comme on le dit (je n'ai pas encore été à même de le vérifier), il y a coalition entre Struensée & Welner, Schu- lembourg est perdu, car on n'aura plus besoin de lui. Au reste, comme il avoit donné sa maladie pour prétexte, le Roi dans une lettre fort aimable n'a accepté que par *interim* & sous la condition que la signature du ministre fonctionneroit tout ce qu'on feroit pour lui.

En attendant, le système aulique, celui des visions & de la faveur des vision-

naires se soutient, ou plutôt ne fait que croître & embellir. Le Duc de Weimar est arrivé ici hier au soir ; il loge au château dans les appartemens du Duc de Brunswick. Ce prince, grand apôtre de la secte à la mode, & dont je vous ai parlé dans mes dépêches de Brunswick & de Magdebourg, n'avoit passé longtemps que pour un *arbiter elegantiarum*, promoteur zélé des lettres & des arts, économiste par système, & mauvais économe par passion. Il y a déjà quelques mois que je le soupçonnois de verve guerrière ; le voici qui l'avoue. Il vient pour entrer au service Prussien. Jamais de tels généraux ne recommenceront une guerre de sept ans.

Tout va d'ailleurs sur le même pied. Le Roi a demandé à souper au Prince Henri ; il y soupe aujourd'hui. Le Prince, qui continue ses gaucheries, tout en étouffant de rage concentrée, a fait dire aux ministres étrangers que sa maison seroit ouverte tous les Lundis, & que s'ils vouloient y venir pour le jeu, il les verroit
avec

avec plaisir. Il veut changer l'usage qui a jusqu'ici interdit à tout ce qui tient au corps diplomatique, de manger avec les princes de la maison, & insensiblement les inviter à souper. Son crédit est toujours au plus bas; cependant je crois toujours que s'il persévéreroit à se taire, que s'il s'abstenoit de montrer des prétentions, de l'impatience, de l'avidité du pouvoir, il embarrasseroit le parti qui veut l'éloigner, & finiroit par en triompher. On commence à murmurer généralement contre les agens obscurs du cabinet, & la noblesse oubliée pour les Saxons aimera mieux voir un prince dans les affaires, que des commis qui ne peuvent s'élever à une haute fortune avouée que par de grandes révolutions. Or l'aristocratie qui ne tient pas à cette gente subalterne ne les redoute guere.

Le Duc de Courlande arrive sous peu de jours; comme il faut lui rembourser des sommes considérables, il est à présumer qu'à cette époque on paiera la totalité des dettes du Prince de Prusse qu'il n'est pas de la décence d'avoir laissé sub-

sister plusieurs mois sous son regne. Ce fait combiné avec les soupers d'entremetteuses qui se multiplient chez la Princesse Frédérique, & sont évidemment l'unique motif de la maison qui lui a été accordée, entachent sérieusement le caractère moral du Roi.

Madame de F * * qui n'a pas voulu partir pour Warsovie, sans tenter l'aventure, a eu hier une audience du Roi très-gaie, très-anecdotique, où il s'est plaint de son *ennuyeux métier*, l'a fort engagée à venir s'établir ici ; lui a reproché de lui avoir volé le portrait de Suck ; lui a porté des plaintes des impolitesse & des étourderies du Prince de P * * qui a trouvé laide & maussade jusqu'à sa fille (la Princesse Frédérique). Cela a duré une heure, & probablement si cette femme fut venue avec plus de précautions & pour plus de temps, elle auroit eu ici quelque succès. Mais c'est un être si cupide, si pervers, si dangereux qu'il est peut-être bon qu'elle aille porter ailleurs ses talens ; chez nous, par exemple, où elle est connue, où elle n'augmen-

n'augmentera point la corruption, & n'aura jamais d'influence importante ; au lieu qu'admise au conseil privé des Rois, elle mettroit en feu l'Europe, pour gagner de l'argent, & même pour se divertir. J'ai profité du moment où elle s'est écartée de la marche que je lui conseillois, pour lui réitérer mon avis que ses démarches pourroient avoir pour elle des conséquences plus sérieuses que celles de l'amour-propre blessé, & lui déclarer que je retirois mon enjeu : 1° parce qu'il ne me convient pas de me compromettre dans une partie que je ne conduis pas ; & 2° parce que l'ambition des dames n'a, ni ne peut avoir les mêmes motifs, les mêmes principes, la même marche, le même but que celle d'un homme qui se respecte. Au reste, si, par impossible, elle réussissoit, je la tiens par trop de côtés pour ne pas influencer sur elle.

P. S. Milord Dalrymple, homme d'honneur & de sens, ennuyeux quelquefois, parce qu'il est toujours ennuyé, mais

doué de plus d'esprit que ne sauroient le croire ceux qui ne l'ont pas soigneusement observé, & même d'une morale sûre, généreuse, libérale ; Dalrymple qu'il faut tâcher de se faire donner, si l'on adopte jamais sincèrement un plan de coalition pacifique, Dalrymple est rappelé, dit-on, & Ewart reste chargé d'affaires sans ministre au dessus de lui. Je crois bien que le cabinet de Saint-James trouve commode d'avoir ici un espion ami intime d'un ministre & beau-fils d'un autre ; mais quelles fortes de vues peuvent excuser dans le cabinet de Berlin la tolérance d'une telle inconvenance ? Au reste, ceci n'est qu'un bruit public qui m'est suspect.

On prend goût aux commissions. On vient d'en nommer une pour l'examen du monopole des sucres. Les Hambourgeois offrent de le livrer à quatre gros, il en coûte huit & même neuf.

Idem, pour la fabrique des draps.

Idem, pour le bois qui va être réduit à la moitié de son prix actuel (indépendamment

damment de la suppression de la compagnie chargée de le fournir); mais comment & par où? Ce n'est pas que ce changement ne soit assurément un des plus urgens & des plus profitables pour le pays. Mais le retrait de tous ces monopoles (le sucre excepté, qui appartient à un particulier), suppose la destruction de la société maritime, de cette compagnie bizarre, qui a promis à ses actionnaires un gain de dix pour cent, indépendamment de toutes circonstances; mais qu'une main très-adroite peut seule démolir sans risquer de faire du mal avec les décombres. Aussi dans la lettre au ministre de Schulembourg, le Roi se défend-il de ce projet, & ordonne-t-il qu'il soit contredit dans les papiers publics. Quelle fluctuation de plans, d'ordres, de volontés! Quelle disette de force & de moyens!

L E T-

LETTRE L.

24 Novembre 1786.

M. de Hertzberg a fait une nouvelle tentative pour rentrer dans les affaires de Hollande, dont le Roi lui avoit interdit la connoissance, & il a présenté un mémoire à ce sujet. Il prétend avoir prouvé dans cet écrit, que des têtes couronnées étoient déjà plusieurs fois intervenues comme médiatrices entre les Etats & le Stathouder, & que la réponse insidieuse de la France mettoit en fait ce qui est en question. Le Prince Henri croit que ce mémoire a fait quelque sensation ; j'ai des raisons de ne pas penser de même ; cependant je lui ai dit que s'il pouvoit me le procurer, ce mémoire seroit bientôt détruit : je doute, au reste, qu'il ait même ce pouvoir. Notons à ce propos

que nous sommes raccommodés : deux soupers dont j'ai consécutivement refusé d'être, lui ayant donné à penser, il m'a fait des avances de tout genre, auxquelles il étoit décent que je me prêtas.

Il est bien constant que le voyage du Duc de Weimar n'a d'autre but que son admission au service Prussien, qui doit cimenter l'élévation & la gloire de la confédération Germanique. La vérité est que ce Prince protège vivement le système de ceux qui trouvent dans la profondeur de leurs connoissances mystiques de quoi conduire les affaires d'état. La faveur pour ces systèmes va toujours en s'échauffant, ou plutôt en se démasquant, car elle ne s'est jamais refroidie. Le frère du Margrave de Baden, fort imbu des opinions à la mode, a un fils naturel auquel il veut donner un état : c'est cette grande affaire qu'il est venu traiter en personne, & il a été reçu à miracles.

Les affaires ne le font pas si bien : il regne une telle confusion dans l'intérieur
de

de la maison du Roi, qu'on ne donne que des à compte aux divers officiers. Au reste, il est décidé que l'on paiera toutes les dettes du Prince de Prusse ; que le Prince Royal aura une maison & une table de dix couverts ; que la Princesse Frédérique aura une maison comme celle de la Reine ; & l'époque où ces arrangements se réaliseront est fixée après la formation des états de dépense.

L'armée est mécontente, 1^o parce qu'on ne voit le Roi à la parade qu'une fois en huit jours ; 2^o parce qu'on multiplie les grades de majors & de lieutenant-colonels jusqu'à satiété (par exemple, tous les capitaines qui ont fait la guerre ont franchi ce pas : c'est le second chapitre des titres & des ennoblissemens par masse), grace qui ne s'accordoit autrefois, pas même à la sollicitation des plus grands princes ; 3^o parce qu'on annonce beaucoup, & qu'on ne fait rien ; qu'on punit peu ; qu'on exige peu ; qu'en un mot l'armée n'absorbe pas, comme autrefois, l'attention du souverain. Il paroît que
Man-

Manstein ne diminue point le crédit de l'aide-de-camp Goltz, devenu comte, & qui, du moins pour la partie militaire, influe évidemment plus que ses rivaux. Il a plus de talent, sans avoir tout celui qui seroit nécessaire à cette place, qui, dans le vrai, équivaut à celle de ministre de la guerre.

Un sujet d'étonnement pour le petit nombre d'observateurs attentifs à tout ce qui peut leur faire deviner le caractère moral du nouveau Roi, c'est sa froideur pour celui de ses aides-de-camp nommé Bowlet, dont je vous ai parlé plusieurs fois. C'est un réfugié François, esprit médiocre, honnête homme, peu ambitieux, ingénieur très-ordinaire; mais distingué ici où il n'y en a point. Depuis vingt ans il est attaché à ce prince, et n'a jamais été admis dans les plaisirs secrets, presque nécessaires alors pour supporter la solitude de Potsdam & la haine du feu Roi; il n'augmente ni ne diminue en faveur, & son influence est presque nulle. C'est une énigme que cette espèce de répugnance

gnance pour un homme dans son genre, & qui ne peut ni l'offusquer ni le dégouter.

Quant au civil, il est presque sûr que l'on retirera le projet de la capitation. Cet expédient précipité n'auroit pas pourvu aux besoins de remplacemens. Mais vous sentez combien toutes ces variations diminuent la confiance dans les administrateurs subalternes & cachés qui opèrent à la place des ministres, & comme tout marche à la nécessité d'un ministre principal. Il paroît qu'il n'y a d'arrêté que l'envie de changer, mais qu'on n'a ni système, car je ne saurois appeller ainsi le désir vague de soulager le peuple, ni plans déterminés d'après connoissance méditée des détails.

On n'avoit, par exemple, prévu aucune des difficultés qu'entraînoit la suppression de l'établissement & de l'administration du tabac qui fournissoit un asyle à douze cens invalides bas-officiers & même lieutenans. Il faut que ces gens-là vivent, & ils retombent à la charge du Roi. Ce n'est

n'est pas tout, les actions du tabac coûtoient originairement mille écus : elles rapportèrent cent dix écus. Dès-lors elles montèrent à quatorze cens écus. Le contrat du feu Roi emportoit jusqu'à l'année 1793. Si le Roi rembourse les actions à raison de mille écus, c'est une injustice, puisqu'on les a achetées quatorze cens sur la foi d'un contrat qui ne devoit finir que dans sept ans. Si le Roi tient compte de l'intérêt à raison de huit pour cent jusqu'en 1793, c'est une mauvaise opération pour lui. Dès que le remplacement amiable n'étoit pas prêt, n'auroit-il pas été plus simple de ne faire de changement qu'à l'époque où s'éteignoient les actions ? La valeur représentative du capital consiste en ustenciles, magasins, maisons, voitures, &c. &c. et l'on ne se défera de tout cela qu'avec perte : nouvelle charge pour le Roi. Cette partie étoit grévée de pensions pour des personnes qui les avoit méritées, ou, si l'on veut, obtenues pour cette même affaire qui payoit ces pen-

pensions : il faut aujourd'hui les assigner sur une autre caisse, &c. &c.

A Dieu ne plaise que je prétende que des embarras de ce genre doivent arrêter ; on ne feroit jamais de réformes ; mais ils doivent être prévus, & ils ne l'ont pas été ; de sorte que le public ne voit dans cette suppression qu'un mal réel pour un bien qu'on ne demandoit pas. Cette rage de déjouer la contrebande ou de la détruire coûtera, si l'on n'y prend garde, bien plus cher au peuple que la contrebande ne peut nuire à l'Etat. La guerre à la contrebande ne doit jamais être que le fruit d'un système uniforme & général ; & c'est une vue courte que de vouloir corriger par partie des abus qui tiennent aux vices généraux de l'administration. Les raffineries de sucre, les fabriques d'armes, de soie, de gaze, de petites étoffes, les manufactures de drap, tout en un mot ce qui tient à l'industrie est dirigé par des réglemens meurtriers du commerce : faut-il que tout cela disparoisse d'un seul acte de volonté ? Cela est impossible sans con-

convulsions, & c'est ainsi qu'on décrédite la vérité & la bienfaisance même, & qu'on décourage les Rois. Malheur à qui bouleverse sans préparations !

Les principes des deux Rois sur leur dignité personnelle paroissent différer à un point qui doit donner à penser à ce pays. Lorsque Frédéric II établit le monopole du café, les habitans de Potsdam osèrent charger une charette de cafetieres & de moulins à café, la promenèrent dans la ville, & finirent par la renverser dans la rivière. Frédéric, témoin de cette burlesque cérémonie, ouvrit sa fenêtre & rit aux éclats. Voilà pour celui qu'on appelle le Tibere de la Prusse ; voici pour son Titus. Avant hier on a fait emprisonner le commis d'un marchand, nommé Olier, & ce n'est que le lendemain matin qu'il a appris que la cause de sa détention étoit un propos léger tenu sur le compte du Roi, & qu'en cas de récidive le cachot feroit justice de lui. Tel est le premier fruit inté-

rieur de la ténébreuse administration que l'amour-propre du Roi, combiné avec sa paresse, a nécessité. Quel pronostic de tyrannie, soit royale, soit, ce qui est pis, subalterne ! eh ! dans quelles circonstances, dans quel pays ? Là où le maître, qui a un amour-propre si irascible, veut passer pour bon, & où son pouvoir n'a nulle espèce de contrepoids dans l'opinion publique qui n'existe pas.

La commission sur Launay garde toujours le silence, le traîne en longueur, compulse ou recherche des faits, & ne décide rien. Du Bosc travaille beaucoup. Il est arrivé deux négocians de chaque province, qui doivent donner leur avis sur la meilleure manière de faire prospérer le commerce. On ne fait pas encore ici que s'il ne faut jamais confier l'exécution des détails d'un plan de commerce qu'à des négocians, il ne faut jamais les consulter sur le système général à établir, parce qu'ils n'ont que des vues & des intérêts partiels. Un d'eux a pourtant ouvert un avis fort sage, du moins dans le mauvais ordre

ordre de choses actuelles : c'est de défendre aux manufactures de soie, toutes pour le compte du Roi, de faire d'autres étoffes que de l'uni. Si l'on prend ce parti, le Roi de Prusse pourra fournir la Suède, la Pologne & une partie de la Russie.

La Princesse Elisabeth, femme divorcée du Roi, a demandé un château à cinq milles de Berlin, avec prière au Roi de nommer les dames & les cavaliers qui demeureroient auprès d'elle. On croit que les mouvemens que se donne cette princesse lui sont suggérés par un officier adroit & intrigant ; mais ce n'est pas elle, ce me semble, qui peut devenir redoutable à la Reine, & en vérité je n'oserois pas en dire autant de Mademoiselle de Vofs. Encore une fois, quel fera le sort du pays que vont se partager les prêtres, les visionnaires & les catins ?

Quelque diligence que j'apporte à tâcher de deviner ce qui se traite avec la cour de Vienne, je suis réduit aux conjectures. Cependant, quand je pense

qu'ils ont là bas un homme incapable, le Comte Podewils, & que rien n'est changé à la marche du Prince Reufs, le ministre de l'Empereur; que le Prince Henri, mal instruit en général (tandis que par la seule force de l'instruction, si les vingt quarts de volonté dont il est composé, & qui n'en font pas une, lui permettoient d'y mettre de l'argent & de la suite, il prendroit un fort grand ascendant dans le cabinet), fauroit pourtant quelque chose de positif, s'il y avoit une telle manœuvre, & n'a que des soupçons vagues; j'ai peine à croire qu'il s'agisse d'une révolution bien importante ou bien probable.

Mais ne se délivrera-t-on donc pas de toute cette complication de craintes, en changeant une fois notre système de politique extérieure, & renversant la seule barrière qui s'y oppose; je veux dire en étouffant par des arrangemens respectables & des avances sinceres, cette jalousie de commerce, mère de l'animosité nationale, qui a fait taire le bon sens et prédire avec
éclat,

éclat, à l'appui des sophismes dictés par la cupidité des négocians, que la ruine de tout, soit pour la France, soit pour l'Angleterre, feroit la suite de la balance défavorable que la liberté du commerce ne manqueroit pas de faire naître? Est-il donc si difficile de démontrer que le commerce de la France pourroit être beaucoup plus avantageux à la Grande-Bretagne que celui d'aucun autre pays, & *vice versa*? Eh! qui n'en voit la raison, pour peu qu'il ouvre les yeux? Elle est dans la volonté de la nature, qui a rapproché ces monarchies plus que tous autres pays. Les retours du commerce, qui se feroit entre la côte méridionale de l'Angleterre, & les côtes septentrionales du nord-ouest de la France, pourroient avoir lieu cinq ou six fois l'an, comme dans le commerce le plus intérieur. Le capital employé à ce commerce pourroit donc, dans l'un & l'autre pays, alimenter cinq ou six fois la même quantité d'industrie, & procurer de l'emploi & des moyens de subsistance à six fois autant

d'habitans, qu'un capital de même valeur pourroit le faire dans la plus grande partie des autres branches du commerce étranger. Entre les parties de la France & de la Grande-Bretagne les plus éloignées les unes des autres, les retours auroient lieu au moins une fois par an, & feroient par conséquent trois fois plus avantageux que le commerce autrefois si vanté avec l'Amérique Septentrionale, dans lequel les retours n'avoient lieu communément qu'au bout de trois années, & ne se faisoient fréquemment qu'entre quatre ou cinq. “ D'ailleurs, “ dit le sage Smith, la France, si l'on considère sa population, ses besoins, sa richesse, n'est-elle pas un marché pour le “ moins huit fois plus étendu, & à raison des retours multipliés, vingt-quatre “ fois plus avantageux que n'a jamais “ été celui des Colonies Angloises de “ l'Amérique Septentrionale ? ” Il n'est pas moins clair, & il l'est davantage, que le commerce avec la Grande-Bretagne seroit dans le même degré utile à la France, & en

en proportion de la richesse, de la population & de la proximité des deux pays ; il auroit évidemment la même supériorité sur celui que la France a fait avec ses propres Colonies. O folie humaine ! que de peines nous nous donnons pour dessécher les bienfaits de la nature ! Quelle prodigieuse différence entre le commerce que la politique des deux nations a cru devoir décourager & celui qu'elle a le plus favorisé ! . . Il me semble qu'un livre qui développeroit ces idées, & qui commencent à ne point paroître monstrueuses en Angleterre, feroit très-utile, & ne sauroit être confié à de trop habiles mains.

P. S. J'ai preuve topique que le Roi travaille moins que jamais. On répond aux lettres après huit, dix jours, & d'une manière plus longue & plus soignée que sous le feu Roi, ce qui prouve assez qu'il entre plus du secrétaire en cette affaire. Que dire d'ailleurs d'un cabinet

où le Roi ne travaillant point du tout, il est impossible de citer un ministre dont l'influence ait fait telle ou telle chose, même dans le directoire général assemblé deux fois par semaine, & où le Roi n'assiste jamais? Et ce Roi veut changer le régime fiscal! Ah! un Hercule seul peut nettoyer les étables d'Augias!

LET TRE

LETTRE LI.

Du 28 Novembre 1786.

ON n'est pas d'accord sur le genre de services que peut rendre au gouvernement le comité des marchands convoqués des différentes provinces. Ces bonnes gens sont fort étonnés de se trouver consultés dans les affaires d'état; car il y a aussi loin d'eux aux Mont-Audouin & aux Prémores, que des ministres Prussiens aux Sully & aux Colbert. La vérité est que c'est le système général & fondamental qu'il s'agiroit de détruire, & qu'on ne veut que pallier. Le sang est infecté: au lieu de l'épurer, on ne pense qu'à fermer tel ou tel ulcere; on exaltera le virus & gare la gangrene.

On s'agite beaucoup pour les fabriques; mais, bon Dieu! est-ce par là qu'il faudroit commencer? Et quand on auroit bien

bien nettement déterminé celles qu'il faut conserver et celles qu'il faut laisser périr, ne devoit-on pas, avant de réglementailler, prendre pour point de départ, que la place des fabriques n'est point à Berlin, où réunissant la cherté de la main-d'œuvre à tous les inconvéniens locaux, nationaux, &c. &c. elles deviennent une défastreuse extravagance : aussi les fabricans eux-mêmes font-ils la contrebande, & vendent-ils des étoffes Françoises pour des étoffes du pays. Comme ils n'ont pas de concurrens, ils y mettent le prix qu'ils veulent. Quant à la contrebande, rien de plus aisé ; ils portent aux foires de Francfort une partie de leurs marchandises, la vendent ou ne la vendent pas, achètent des étoffes de Lyon, les marquent comme celles de Berlin, & les font entrer sans autre précaution, ni le moindre risque, puisque les commis des barrières, qui sont de vieux soldats ou de vieux domestiques de cour, ne distinguent pas si ce qu'ils voient est taffetas ou satin ; à plus forte raison

raison un ouvrage tissû à Lyon ou à Berlin. Il n'y a dans cette ville ni activité, ni émulation, ni goût, ni génie, ni argent pour soudoyer tout cela ; il faut encore un siècle & je ne fais combien de révolutions aux Allemands pour imiter ce luxe de décoration qu'ils sont assez fous pour envier. Les opérations que tentent maintenant des hommes incapables de choisir entre ce qui est possible & convenable, ou chimérique & nuisible, sans moyens, sans principes, sans système, uniquement pressés de faire par ce qu'on veut faire, & que leur existence éphémère tient à faire leurs opérations, dis-je, n'auront d'effet que donner à croire au Roi d'abord, aux esprits vulgaires & routiniers ensuite, que le mal est irréparable.

Une affaire assez importante pour les suites qu'elle pourroit avoir, du moins en d'autres mains, c'est l'héritage du Margraviat de Schwedt. Le Margrave touche à sa fin. Après le partage de la Pologne, le feu Roi écrivit à son frère le Prince Henri, qu'il vouloit lui donner une
marque

marque éclatante de son amitié & de sa reconnoissance pour les services qu'il avoit rendus à l'état. Frédéric croyoit se tirer d'affaire avec une statue ; mais on lui fit dire sous main que l'on se reposoit de ce soin sur la postérité, & que pour le moment on ne vouloit qu'être plus riche. Peu de mois après le Margrave de Schwedt, frère du Margrave actuel, meurt. Alors le feu Roi saisit cette occasion pour dégager sa parole. A un long terme & dans une patente bien authentique, il donne au Prince Henri l'expectance du Margraviat, à la condition par lui de remplir les charges dont ce grand fief est grévé. Frédéric meurt. Son successeur déclare que toutes survivances, donations à *futuro*, &c. sont nulles, & qu'il ne confirme rien. Le Prince Henri se trouve dans le cas de tous ceux qui avoient des expectances ; il est peu vraisemblable qu'on lui laisse les terres ; la question est de savoir s'il recevra, ou s'il ne recevra pas des compensations.

Le

Le Prince Henri a certainement des prétextes pour crier à l'ingratitude, & il criera, voilà tout. Attaqué aujourd'hui d'un accès de ragemue, la rage bavarde viendra à son secours, & lui sauvera la vie ; car il n'y a que les douleurs muettes de dangereuses ; mais ceux-là même qui ne sont pas ses partisans observeront ce procédé, avec d'autant plus d'inquiétude, qu'il commence à se manifester que même les promesses personnelles du Roi sont susceptibles de quelques vacillations. Je vous avois parlé dans une de mes dépêches de la restitution de quelques bailliages au Duc de Mecklembourg ; elle avoit été promise au ministre de ce Prince par le Roi même. Il a depuis retiré ou du moins suspendu sa parole. Cette facilité à revenir sur des engagements récents, combinés avec les clameurs des hommes ; contrats exclusifs que l'on foule aux pieds sans ménagemens, a paru d'un augure sinistre. Il a, par exemple, été mis *par ordre* dans les papiers publics que le Roi déclaroit à tous les fournisseurs

de

de l'armée, que pour tous les motifs paternels qu'on n'a pas manqué d'énoncer avec emphase, & que vous trouverez dans toutes les gazettes, le Roi annulloit leurs contrats & même ceux qui auroient été récemment confirmés ; clause d'autant plus gratuitement odieuse, d'autant plus absurde qu'il n'en a confirmé aucun, & qu'ainsi ce n'étoit pas la peine d'avertir solennellement qu'il pourroit très-bien au besoin manquer à sa parole.

Le Roi me parloit avant hier de la manufacture des draps. Je tâchois de lui faire entendre qu'avant de démolir sa maison, il falloit savoir où coucher quand elle seroit découverte, où poser les décombres, où rebâtir ; il me répondit en riant : “ *Ab! Schmits est votre banquier* ” (c'est l'entrepreneur de cette manufacture) : *vraiment oui*, lui dis-je, *Sire ; mais* “ *il ne m'a pas encore fait présent de l'argent que j'ai touché par ses mains.* ” Ceci doit vous montrer quels ressorts on fait jouer auprès de lui pour m'éloigner. Voici un fait plus topique à cet égard.

J'ai

J'ai été fix jours malade & très-souffrant sans paroître dans le monde, & d'autant plus qu'au fond les grandes sociétés n'apprennent rien. Avant hier le Roi dit à son lotto : *Où est donc le Comte de * * * ? Il y a mille ans que je ne l'ai vu.* Sire, lui dit quelqu'un de l'intérieur, *cela n'est pas étonnant, il passe sa vie chez Struensée avec MM. Biefter & Nicolai.* Vous noterez que Biefter et Nicolai sont deux savans Allemands, qui ont beaucoup écrit contre Lavater et les visionnaires ; qu'ils ne mettent jamais les pieds chez Struensée, et qu'ils ne le connoissent pas même personnellement, à ce que je crois. Il ne falloit que réveiller dans l'idée du Roi que j'étois anti-visionnaire.

La nomination du Comte Charles de Brühl à la place du Gouverneur du Prince Royal, a fait triompher plus que jamais leur parti. C'est au mérite d'appartenir à cette honorable secte, qu'un Comte Leppel, le plus incapable et le plus ridicule des hommes, doit la mission en Suède ; un Baron de Doernberg, des graces de

tout genre ; un Prince Frédéric, son intime ; un Duc de Weimar, un frère du Margrave de Baden, un Prince de Dessau, leurs succès, les entours les plus influens, leur faveur. Il semble que ce soit une confédération tacite, et qu'on ne veuille mettre dans l'administration que des sectaires éprouvés et fervens. Personne n'ose les combattre ; tout le monde ploie la tête ; les esclaves de cour et de ville qui n'ont pas pris les devans, murmurent à voix basse, et peu-à-peu ils se rangeront du parti dominant.

Au reste, personne n'est assez adulateur pour excuser cette prostitution d'ennoblissemens, de titres, de cordons, de places académiques, de grades militaires qui s'aggrave chaque jour. On a fait, par exemple, dix-sept majors, uniquement pour acquitter des paroles vagues, inconfidérées, et paroître à peu de frais se souvenir de ce que l'on avoit promis quand on avoit besoin de tout le monde.

Le Roi se montre trop, pour ne parler que de billevesées. Il ne faut pas, ce
me

me semble, qu'au commencement d'un regne, un Monarque de Prusse trouve le temps d'avoir tous les jours un triste concert ou un plus triste lotto, sur-tout quand on connoît les riens, si ce n'est pis, qui remplissent sa matinée. C'est au reste tous les jours davantage qu'il se constitue le réparateur des torts de son oncle. Les colonels ou généraux que celui-ci avoit renvoyés, rentrent dans l'armée avec des grades ou des appointemens qui les dédommagent. Les conseillers jadis cassés pour l'affaire du meûnier Arnold, ont été réintégrés dans leurs fonctions ; et à dire vrai, le sort qu'ils avoient éprouvé étoit une des plus criantes iniquités de Frédéric II ; mais sa principale victime, le Chancelier de Furst, est oublié jusqu'ici. Son grand âge ne lui permet pas sans doute d'occuper une place, mais une marque solennelle de bienveillance, une réparation flatteuse et d'étroite justice, tandis qu'on accorde tant de dédommagemens qui ne sont que des faveurs dou-

teuses et même défavorables, étoit-elle donc impossible ?

Les mines dépendoient uniquement, sous le dernier regne, du ministre chargé de ce département. On vient de faire un arrangement, par lequel quatre tribunaux distribués dans les provinces, modèrent beaucoup son autorité, & cela peut être nécessaire dans un pays où le droit public des mines est d'une tyrannie révoltante. Au reste, cette opération n'annonce pas la disgrâce de M. de Heinitz (il a été au contraire depuis quinze jours chargé de plusieurs nouveaux départemens, & notamment de quelques démembrements de M. de Schulembourg); elle entre dans le plan de tout remettre, comme l'avoit laissé Frédéric-Guillaume en 1740. Cette critique du dernier regne peut devenir une vengeance bien chère. Mais au moins faudroit-il être conséquent, & puisque le grand directoire a été remis sur le pied de son institution, ne pas le laisser dans une oisiveté & une ininfluence tout-à-fait humiliantes. Il est déjà question d'éloigner

gner le ministre de Gaudi, l'homme de qui le gouvernement retireroit le plus de ressources s'il étoit mis en œuvre. Cette conspiration contre la capacité, l'intelligence, le talent, alarme à bon droit ceux qui connoissent les faiseurs de prédilection.

Il me semble qu'il y auroit ici en ce moment une acquisition digne du Roi de France, & que M. de Calonne est fait pour lui proposer. L'illustre la Grange, le premier géomettre qui ait paru depuis Newton, & qui, sous tous les rapports de l'esprit & du génie, est l'homme de l'Europe qui m'a le plus étonné, la Grange, le plus sage, & peut-être le seul philosophe vraiment pratique qui ait jamais existé, recommandable par son inperturbable sagesse, ses mœurs, sa conduite de tout genre, en un mot l'objet du plus tendre respect du petit nombre d'hommes dont il se laisse approcher, est depuis vingt ans à Berlin, où il fut appelé dans sa première jeunesse par le feu Roi, pour remplacer Euler, qui l'avoit désigné lui-même comme le seul homme capable de marcher

sur sa ligne. Il est très-mécontent ; il l'est en silence, mais il l'est irrémédiablement, parce que c'est du mépris que sont nés ses dégoûts. Les fougues, les brutalités, les folles jactances de M. de Hertzberg, l'association de tant d'hommes auprès desquels la Grange ne peut avec pudeur rester assis, la crainte très-sage de se trouver pressé entre le repos philosophique qu'il regarde comme le premier des biens, & le juste sentiment du respect de lui-même, qu'il ne laissera pas blesser, tout le convie à se retirer d'un pays où rien n'absout du crime d'être étranger, et où il ne supportera pas de n'être pour ainsi dire qu'un objet de tolérance. Dans cette conjecture il n'est pas douteux qu'il n'échangeât volontiers le soleil et l'argent de Prusse pour le soleil et l'argent de France, du seul pays de la terre où l'on sache rendre un culte au génie des sciences et des arts, et faire les réputations durables ; du seul pays où la Grange, petit-fils d'un François, et qui se souvient avec reconnoissance que nous l'avons fait con-

noître

noître à l'Europe, puisse aimer à vivre, s'il lui faut renoncer à ses habitudes. Le Prince Cardito de Laffredo, ministre de Naples à Copenhague, lui a offert les plus belles conditions de la part de son Souverain. Le Grand-Duc, le Roi de Sardaigne l'invitent vivement : mais toutes leurs propositions seront aisément oubliées pour la nôtre. (Eh ! quel homme d'un mérite constaté en Europe, le Roi de France n'attirera-t-il pas de même, à l'aide d'un bon contrôleur-général, le jour où il voudra exercer cet empire des bienfaits qui ne peut appartenir qu'à lui ?) La Grange a ici six mille livres de pension. Le Roi de France ne peut-il donc pas consacrer cette somme au premier géomètre de l'Europe et de ce siècle ? Est-il au-dessous de Louis XVI de retirer d'une académie misérable, un grand homme qu'on y méconnoît, qu'on y méfalloit, & de tuer ainsi par la plus noble des guerres le seul corps littéraire qui ait lutté contre les siens ? N'est-ce pas aussi une générosité

mieux entendue que tant d'autres ? La France a si impolitiquement servi d'asyle à tant de princes, qui ne pouvoient que lui coûter ! Pourquoi ne recueilleroit-elle pas un grand homme qui ne peut que lui valoir ? Elle a si long-temps enrichi les autres de ses pertes ; pourquoi ne s'enrichiroit-il pas des fautes des autres ? Enfin, & pour parler du ministre que j'aime, un de Boynes a donné dix-huit mille livres de rente, pour une place inutile, à un Boscowich, méprisé de toute l'Europe savante, comme un charlatan assez médiocre : pourquoi M. de Calonne ne feroit-il pas donner une pension de deux mille écus au premier homme que l'Europe ait dans le même genre, & probablement au dernier grand génie qu'auront les sciences exactes, dont la passion diminue avec les difficultés excessives, & le nombre infiniment petit des places qui restent à y prendre ? Je suis très-attaché à cette idée, parce que je la crois noble, & que j'aime tendrement
l'homme

l'homme qui en est l'objet. Je supplie qu'on me réponde le plutôt possible, car j'avoue que j'ai suspendu la délibération de M. de la Grange sur les propositions qui lui sont faites (on sent bien que lui qui est dans l'antre ne peut en faire d'aucune espèce) pour attendre les nôtres.

LE T T R E L I I .

Du 2 Décembre 1786.

HIER 29, entre une & deux heures, un homme qui vient de Courlande arrive chez moi, & y demande le Baron de N * *. Il dit avoir une commission secrète ; lui remet une lettre de M. de Rummel, son beau-frère, syndic de la noblesse, & cinquante louis de Prusse. La lettre prévient N * * d'ajouter foi à se que lui dira le porteur ; lui apprend que la régence de la république veut lui conférer la place d'assesseur, s'il se rend en Courlande pour cette nomination qui se fait au commencement de l'année. Le porteur de cette lettre dit avoir vu N * * enfant, & lui a paru être un avocat ou un notaire dont il avoit quelque idée confuse ; il n'a dit ni son nom, ni où il loge, ni comment

ment il voyage, ni depuis quand il est à Berlin, ni où il va. Hambourg, Lubeck, Vienne, Munick, &c., sont des points où il a touché, ou bien où il touchera. Sa marche a été très-couverte, très-énigmatique, très-mystérieuse : tout ce qu'il a fait entendre, c'est que les plus grands changemens vont éclore en Courlande ; que M. de Woronzow y jouera un très-grand rôle ; et cela a été dit de manière à faire soupçonner qu'il pourra devenir Duc. Voilà les points capitaux de cette bizarre entrevue.

Il faut les combiner avec le retour du Duc, arrivé depuis trois jours, et une foule d'indices qui démontrent qu'il s'agit ou se prépare une révolution en Courlande. Le Duc est dans la consternation. On ne se le dit qu'à l'oreille ; mais il paroît constant que les états du pays ont arrêté ses revenus, parce qu'il ne les dépense pas chez eux, et c'est là le moindre grief que l'on ait à Petersbourg contre cet homme abhorré. Il est certain qu'il envoie à
Mittau,

Mittau, où il n'ose pas retourner, sa femme très-avancée dans sa grossesse, espérant qu'elle accouchera d'un garçon, et que cet héritier présomptif le reconciliera avec son pays.

Ajoutez à ceci, que le Baron de N * * appartient à une des premières maisons de la Courlande ; que son oncle le Chambellan Howen, tête forte et intrigante, est actuellement ministre suprême ou land-maréchal ; qu'il y fait toutes les affaires, et jouit du plus grand crédit, ce qui doit se réduire, à dire vrai, à vendre plus ou moins lâchement cette belle et malheureuse province, laquelle cependant, si tous ses voisins l'abandonnent, n'a d'autre parti à choisir que de se donner, plutôt que de se laisser prendre. Il est très-possible que la famille de N * *, qui sait combien ce studieux jeune homme auroit toujours préféré la carrière civile à la carrière militaire, n'ait pensé qu'à le placer avantageusement pour lui (ce poste d'assesseur, qui vaut 4 à 5000l. annuelles
du

du pays, mene a tout); mais il l'est aussi, et même, vu les combinaisons subsidiaires, il est probable qu'on veut s'aider de lui dans une révolution.

Le jeune homme a de l'honneur, de l'intelligence, des connoissances, un grand respect pour les droits des hommes, une grande haine pour les Russes, un vif désir de donner son pays à tout autre Souverain. Balotté par le sort depuis qu'il est au monde, ruiné par des malheurs de tout genre qui tous ont une source honnête, dégoûté du triste service d'officier subalterne qui le dérange de l'étude, modéré dans ses désirs, il accepteroit une place qui lui donneroit *otium cum dignitate*; mais il ne veut pas être esclave Russe; il aime la France, il m'est attaché, il croit me devoir; il voudroit être utile à son pays, au cabinet de Versailles, à moi. Son indécision a dû être cruelle, sur-tout dans une circonstance où, travaillant depuis six mois comme un forçat, et sûrement d'une manière plus utile que s'il montoit la garde,

garde, vous avez négligé jusqu'à la prolongation de son congé ; on seroit perplexe à moins. J'ai décidé pour lui.

Me faisant fort pour cette prolongation qu'il y auroit tant d'iniquité à refuser, et qu'on accorderoit, ne fût-ce que pour moi à qui ce co-opérateur est nécessaire ; pensant qu'il est toujours le maître de retourner en Courlande en envoyant sa démission, ou même sans l'envoyer et laissant nommer à sa place ; convaincu que nul ne peut nous informer plus exactement de la situation du pays où il a tant de relations ; persuadé que cela est important, pour plusieurs raisons dont j'exposerai tout-à-l'heure les principales, mais ne croyant pas, indépendamment de la dépense d'un voyage de plus de quatre cens lieues, pouvoir m'absenter sans un ordre exprès ; sûr de l'honneur de ce sensible jeune homme, soit à raison de ceux qui me l'ont recommandé et qui le connoissent infiniment, soit parce que j'ai vu de
sa

sa conduite et de ses principes ; plus certain encore qu'on fait tout des gens d'honneur par la confiance, j'ai cru que le plus sage étoit de le faire partir sur le champ, sur sa parole de m'informer de tout, et de revenir sous deux mois à Berlin. Il m'a semblé que ce parti concilioit son intérêt et le nôtre ; celui-ci parce que nous serons parfaitement instruits de tout ce qu'on peut savoir en Courlande (et l'on y peut savoir beaucoup de choses) ; qu'à tout événement nous nous faisons un parti dans le pays, et qu'un simple titre de consul, ou même la permission de porter notre uniforme en Courlande avec une pension modique, nous assure là un homme de mérite, s'il prend le parti d'accepter les offres de la Régence ; celui-là parce que M. de N ** s'assurera dans son voyage du degré de stabilité et du bien-être de l'établissement qu'on lui propose, et que s'il n'est pas content il se retrouvera ce qu'il est chez nous avec les avances d'un nouveau service rendu et d'une forte preuve de zèle

zele donnée ; que s'il est content de la place offerte et qu'il l'accepte, nous pouvons améliorer son sort, et augmenter là bas sa considération et sa sûreté par notre uniforme, &c. &c. Somme tout, ce jeune homme, qui a fait les sièges de Mahon et de Gibraltar ; qui est estimé et aimé de ses chefs ; qui depuis six mois travaille sous ma direction avec un zele rare et une assiduité non moins grande, mériteroit assurément une marque de faveur, quand ce seroit pour son compte uniquement qu'il iroit en Courlande ; et la vérité est que je l'y envoie, parce que la circonstance m'y invite fortement, et que je suis convaincu de ces deux choses : la première c'est que, fût-ce uniquement pour connoître à fond cette partie des projets de la Russie, il nous importe de savoir une fois à quoi nous en tenir sur la valeur et le sort, aussi bien que sur les modifications dont est susceptible un pays, vedette naturelle (indépendamment de toute circonstance intérieure) de la Pologne et de la mer
Bal-

Baltique, où la Suède, notre bras du nord, est si sérieusement menacée ; la seconde, que le Baron de N * * est l'homme le plus propre à voir à cet égard et à dire la vérité. Pourquoi ne pas aider, ne pas conserver de tels hommes ?

Vous avez dû voir, mais vous n'avez pas remarqué peut-être, dans le trente-deuxième précis des gazettes, que M. de Spring Porten, ci-devant colonel au service de Suède, vient d'entrer au service de Russie comme major-général ; que c'est l'homme qui connoît le mieux toute la Finlande ; que l'Impératrice lui a accordé trois mille roubles pour son équipement, une terre de six cens paysans dans la Russie blanche, et la clef de chambellan ; qu'il va faire incessamment un voyage dans la Crimée, &c. &c. Si c'est en acquérant de tels hommes, et les connoissances et les relations qu'ils apportent avec eux, qu'on se prépare l'exécution des plus grands projets,

c'est

c'est par la même méthode qu'on les fait avorter.

On n'eut pas le temps de chiffrer la dernière fois le *post scriptum* qui contient un fait curieux, sur lequel P * * * * * assiera peut-être une combinaison.

Je vous ai dit, N° XLVIII : “ On vient d'interdire à la banque le commerce des lettres de change, &c.” Ce fait ne s'est pas vérifié ; les négocians l'ont demandé à la vérité, mais cela n'est pas accordé, & Struensée s'y oppose. Passons aux détails du jour.

Il y a deux versions sur M^{lle} de Vofs : toutes deux de très-bonne source ; & probablement la véritable est celle qu'on peut composer des deux.

Première. Il n'y aura point de mariage. La demoiselle partira dans un mois pour je ne sais où, & de là se rendre à Potsdam. “ Je sens, dit-elle, que “ je me déshonore. Toute la compensation que j'exige, c'est de ne voir “ personne. Laissez-moi dans ma solitude profonde, je ne veux ni fortune
“ ni

“ ni éclat.” (Et il est certain que si elle peut le tenir ainsi, elle le conduira beaucoup plus loin.)

Deuxieme. Le Mercredi, 22 du mois dont nous sortons, fut le jour remarquable où Mademoiselle de Vofs accepta la main du Roi, & lui promit la sienne. Il fut résolu qu'on feroit agréer à la Reine le plan d'un mariage du côté gauche, comme une nécessité, si elle s'obstinoit à y montrer trop de répugnance. Il est singulier qu'on ait attendu le moment où le Duc de Saxe Weimar, beau-frère de la Reine, fût ici, pour consommer cette rare opération. Le Roi se trouvera ainsi quatre fortes d'enfans. Les prêtres consultés sur la manière de concilier les droits du ciel avec les plaisirs de la terre, ont décidé qu'il valoit mieux concentrer ses jouissances dans un mariage extraordinaire, que d'errer sans cesse de foiblesses en foiblesses. Il ne transpire encore rien de la manière dont on fera part de cet arrangement aux oncles, du nom que portera la nouvelle Princesse, de

son état futur, &c. &c. Ce qui paroît vraisemblable, c'est qu'elle n'est pas éloignée de se mêler des affaires ; & que si elle y entre, le crédit de Bishopswerder diminuera : elle n'aime ni lui ni ses filles. Son parti d'ailleurs est tout-à-fait opposé à celui des illuminés qui gagne du terrain de la manière la plus effrayante. Je vais vous révéler, à cet égard, une anecdote encore récente (elle est des derniers mois de Frédéric II), qu'il est infiniment important, du moins, pour ma fûreté, aussi long-temps que je suis ici, de tenir secret, de l'authenticité irrévocable de laquelle vous jugerez vous-même, & qui vous montrera où mene cette prétendue théorie des visionnaires liés aux francs-maçons Rose-Croix, que chez nous les uns regardent en pitié, & dont les autres ne font qu'un objet d'amusement.

.

Il se répand un bruit foudr qui consterne les honnêtes gens, & qui vrai ou faux

faux est un terrible indice de l'opinion publique. On assure que le Prince Henri, le Duc de Brunswick & le Général Moellendorf veulent quitter l'armée. Les deux premiers n'y pensent probablement point encore. Quant au dernier, il est incontestablement le plus mécontent des trois; riche par lui même, loyal, simple, ferme, & d'une vertu qui feroit honneur à un sol plus fécond en ce genre. Il est certain qu'on ne l'a traité, ni comme il s'y attendoit, ni comme les honnêtes gens le désiroient. A la vérité on a voulu le faire comte; mais qu'avoit-il besoin dans la foule? Aussi cet homme respectable a-t-il répondu *qu'ai-je fait?* Et ce mot noble & simple étoit une critique si amère de la tourbe de nobles & de titres qu'a fait éclore le souffle de la munificence royale, qu'il n'a pas dû plaire. Son existence modeste & chevaleresque est devenue un reproche pour la cour. Cependant la seule opération vraiment bienfaisante & unanimement approuvée, qui ait été faite sous ce regne, est de lui: c'est la réforme de

I 2

l'inique

l'inique contribution appelée *le verd* qui mettoit vraiment au pillage le plat pays pendant trois mois de l'année, sous le prétexte de tenir la cavalerie dans l'habitude du fourrage de campagne. Il n'a depuis été consulté sur rien, du moins il n'a eu aucune influence ; je ne serois point étonné qu'il se retirât sur ses terres, & il est impossible de s'exagérer le tort que cette profession de foi tacite feroit au Roi & à son gouvernement.

Encore trois mois d'un pareil régime & il n'aura plus rien à perdre en fait de considération du moins intérieure. Tous les symptomes de la putridité se manifestent ; Rietz escroc, cupide, Conseiller Bonneau, giton avoué au point que

*	*	*	*	*	*	*
*	*	*	*	*	*	*
*	*	*	*	*	*	*

Rietz en un mot le plus vil & le plus corrompu des hommes conduit la maison du Roi, & a grande part à la faveur publique ; sur quoi il faut noter qu'il est très-susceptible d'être acheté ; mais il coûteroit

teroit cher ; car il est avide & prodigue, & sa fortune est à faire, si jamais la France avoit besoin de diriger le cabinet de Berlin ; aussi long-temps que le Roi y fera quelque chose, Rietz & le Prince Frédéric de Brunswick sont les deux hommes qui se laisseront amorcer.

Une anecdote du très-bas genre, mais caractéristique pour qui connoît le pays, est celle-ci. On a donné ordre aux danseurs Italiens et François de danser deux fois la semaine au théâtre Allemand. Le but de cette injonction bizarre étoit de dégoûter cette espèce de gens assez chers, et d'avoir un prétexte pour les renvoyer. Ils ont été bien conseillés, et ils danseront. Mais voilà l'esprit d'astuce qui préside à l'administration. Elle traite les affaires comme le théâtre.

J'apprends à ce moment que M. de Heinitz, ministre d'état, homme médiocre, mais laborieux, a écrit au Roi une lettre dont voici à peu près le sens.

“ Etranger ne possédant point de terres
 “ dans vos états, mon zele ne peut être
 “ suspect à votre Majesté. En consé-

“ quence je dois lui déclarer que la capi-
 “ tation projetée lui aliénera le cœur de
 “ ses sujets, et prouve que les nouveaux
 “ régisseurs de ses finances sont encore
 “ bien peu versés dans la chose publi-
 “ que.” Le Roi lui a dit deux jours
 après, *je vous remercie*, et n’est entré dans
 aucun détail. Les demies volontés n’ex-
 cluent pas l’opiniâtreté ; mais l’opiniâ-
 treté est loin d’être la volonté. Je ne
 ferois pas étonné que l’on laissât la com-
 pagnie du tabac telle qu’elle étoit. La
 considération du gouvernement deviendra
 ce qu’elle pourra.

C’est une tentative du même genre
 que celle de M. Heinitz, qui a produit
 la dernière promotion militaire et la dé-
 faveur du Général Moellendorf. Il a
 écrit avec une dignité respectueuse mais
 ferme contre la nomination du Comte de
 Brühl, et a prié le Roi de marquer moins
 d’indifférence pour l’armée ; remercie-
 ment vague, accompagné de ces mots :
J’ai promis cette place depuis un an et demi ;
 et le surlendemain dix-sept majors. Mais
 c’est

c'est depuis que la froideur pour le Général a pris quelques nuances de plus, & que les égards ont été mis à la place de la confiance. Au reste la lettre n'est pas approuvée ; on trouve qu'il falloit réserver ce coup de vigueur pour une occasion où il ne parût pas personnellement intéressé : or c'est lui que sembloit regarder la place de gouverneur.

Le Duc de Weimar va faire une chasse de loup très-fastueuse sur les frontières de la Pologne. On ne concilie pas les préparatifs de cette partie de plaisir avec les projets & les rites d'économie. Douze cens paysans sont commandés ; on a envoyé soixante chevaux, huit voitures ou fourgons, les maîtres des forêts, des gentilshommes, des chasseurs, des cuisiniers pour cette course qui doit durer six jours.

Au reste, je suis maintenant à peu près sûr et que ma seconde version relativement à Mademoiselle de Vofs est la vraie, & que la Reine s'est amadouée. Le Roi ne fut jamais mieux avec elle ; il la voit

beaucoup depuis huit jours ; il paie ses dettes ; il lui a donné un concert ; probablement elle a fait de nécessité vertu. Il paroît clair que cette liaison du Roi déranger beaucoup le plan des administrateurs visionnaires. La famille de Mademoiselle de Voss veut profiter de son élévation, & ses conseils n'ont rien de commun avec les favoris actuels. Bishopswerder bien loin de gagner du terrain dans son esprit en perd. En un mot la révolution peut venir de là. La chose publique y gagneroit-elle ? c'est ce qu'il est impossible de déterminer. On ne peut que tourner de ce côté le télescope, ou plutôt le microscope ; car en vérité nous sommes dans le regne & le pays des infiniment petits.

Post scriptum annoncé dans le corps de la lettre.

L'adoption des monnoies en Pologne étoit ci-devant comme il suit. Le marc, poids

poids de Cologne d'argent fin, se monnoyoit à 13-3 r. ou 80 fl. de Pologne.

Quant aux monnoies d'or il n'y avoit que le ducat de Hollande qui avoit une valeur dénommée, favoir :

Aux caiffes royales ils étoient pris pour 16 $\frac{3}{4}$ k.

Dans le public pour 18 k. l'un & l'autre taux stipulés par décrets des dietes.

A la diete de 1786, le ducat a généralement été élevé à 18 k. piece.

Le taux de l'argent ne peut par conséquent plus se soutenir, et l'on assure qu'il a été refolu qu'on monnoieroit à l'avenir le marc fin à 14 r. ou 84 fl.

Mais ceci ne pourra pas se soutenir davantage ; car si Berlin monnoie à 14 r. la Pologne fera obligée de supporter à valeur égale de plus grands frais de transport.

Dans les conjonctures actuelles, on pourroit donc tirer avec avantage des ducats à 3 r. de la Pologne, si le taux de l'argent est à 14 r.

Mais

Mais si la valeur relative de l'or baïssait comparativement à celle de l'argent, on pourroit y acheter avec bénéfice de l'argent.

En général il me semble que les opérations récentes sur l'or doivent faire penser à l'argent, sur-tout en Espagne, si elle persiste dans la folie qu'elle partage avec presque toute l'Europe, de vouloir avoir deux monnoies & retirer son or.

2^e P. S. Le Roi suivi d'un seul laquais, & très-enveloppé, s'est rendu au magasin de bled & à celui des pailles ; il s'est enquis des soldats qui y travaillent, de ce qu'ils gagnoient.—Cinq gros.—Un moment après il fait la même question aux préposés : fix gros.—Trois soldats en confrontation, & la fraude prouvée, un bas-officier & trois soldats ont été chargés de conduire ces deux hommes à Spandaw. Prison civile, & leur procès ; le fait seroit très-louable. Il sort le soir presque seul, & s'adonne à des minuties de commissaire de quartier. Voilà du moins

moins trois fois que cela lui arrive. Quelques entours croient qu'il veut imiter l'Empereur. Après ce qui s'est passé entr'eux, ce seroit peut-être là le symptôme le plus critique d'incapacité absolue.

L E T T R E LIII.

Du 5 Décembre 1786.

LA nouvelle des intrigues que veut réveiller l'Empereur aux Deux-Ponts, & que notre cabinet a donné ici, paroît avoir produit un très-bon effet sur le Roi, malgré ceux qui s'écrient : *ne crede Teucris*, adage devenu le mot de ralliement du parti Anglois, Hollandois, anti-François, &c. &c. . . . Eh ! puissions-nous nous conduire toujours de manière à ce qu'ils n'aient jamais que cette injure à nous dire ! Quoi qu'il en soit, cette découverte déjouera probablement l'Empereur ici & là. Il est bien mal-adroit à lui de ne pas avoir laissé aggraver davantage la torpeur qui sera le produit infaillible de l'ennui du travail, ou du cahos du rien faire. Mais je laisse ces branches extérieures à

VOS

vos ministres qui en ont le fil ; comme je n'ai su cette nouvelle que par la voie qui m'apprend toutes les autres ; que M. d'Est * * ne m'en a pas dit un mot ; qu'il eût été mal-adroit et peu décent de questionner beaucoup sur une chose que je devois savoir, et qu'ainsi je me suis contenté de l'annotation vague de notre loyauté, je ne la fais, et je ne la saurai probablement pas dans tous ses détails. Vous sentirez peut-être, à cette occasion, combien il seroit important que je fusse mieux instruit de chez vous. Mais au moins conviendrez-vous que je donne tout ce que je puis et dois donner, quand je trace la carte intérieure du pays, puisque je n'ai pas la clef de la politique extérieure, qu'assurément je ne néglige pas, lorsque le hazard m'offre des chances.

Crantz, faiseur de libelles, & chassé du pays par Frédéric II, pour avoir volé une caisse, et vendu un cheval trois fois, est rappelé avec huit cens écus de pension. Le Roi écrit à M. de Hertzberg pour le placer. Ce ministre répond que cet homme

est plein de talens, & fort estimable ; mais qu'il est trop peu discret pour pouvoir être employé dans les affaires étrangères. Le Roi le propose au ministre de Werder qui répond que cet homme est très-intelligent, très-capable ; mais que chez lui se trouvent des caisses, et qu'ainsi Crantz n'y peut entrer. Enfin le Roi place l'illustre Crantz, par-tout loué et par-tout refusé, auprès des états du pays, qui lui donnent huit cens écus pour ne rien faire.

Le ministre de Schulembourg, après avoir demandé deux fois sa démission, l'a enfin obtenue, et sans pension ; cela est dur ; mais cet ex-ministre est adroit. C'est à la première branche qui a été retranchée de son département, qu'il a remis tout le fardeau. S'il a un moyen de revenir, c'est bien celui-là. Vous savez au reste ce que c'est que cet homme : de l'esprit, de la facilité, de la sagacité pour le choix de ses co-opérateurs, indifférent sur les moyens, vain dans la prospérité, hors de lui dans l'infortune qui le déjoue à son gré, serviable, susceptible d'affection, croyant

croisant aux amis, après avoir été quinze ans ministre de Frédéric II ; il s'étoit regardé comme inébranlable, parce qu'il étoit nécessaire ; il espère que la force des choses surmontera l'intrigue qui est parvenue à l'écarter. Peut-être se trompe-t-il : car enfin on trouve long-temps des faiseurs, quand on n'est pas difficile sur le choix, et que la chose n'est pas de soi-même hors de la portée commune. Si les Rois vouloient un Newton, il faudroit bien qu'ils prissent Newton, ou que la place fût vuide ; mais qui ne se croit pas capable d'être ministre, et de qui peut on démontrer qu'il en est incapable ?

On m'assure de bon lieu que le Comte de Hertzberg regagne de la confiance. Il a plié devant les nouveaux agens qui ont eu la foiblesse de réchauffer le Roi, parce qu'enfin Mademoiselle de Voss est la niece du Comte Finch, et que sa famille ne pouvant tirer parti de son élévation, qu'en culbutant ceux qui entourent le Roi, & qui n'ignorent pas que la belle les déteste, il faut bien lui opposer quelqu'un. Encore
une

une fois, si la demoiselle a de l'étoffe, c'est de là que viendra la révolution que plus ou moins d'adresse hâtera ou reculera. Quoi qu'il en soit, M. de Hertzberg a conseillé au Comte de Goertz de se ranger du côté de M. de Renneval, de la prudence duquel il a fait au Roi le plus grand éloge.

Nouvelle bévue dans le régime militaire. Tous les premiers lieutenans sont faits capitaines, & les capitaines soit en pied, soit en second du régiment des gardes, sont nommés majors. Je ne vois que la chancellerie de guerre qui gagnera à cet arrangement. On disoit que le Roi veut payer ses dettes personnelles (dont, par parenthèse, on élude plus que jamais la liquidation), avec le produit des patentes d'officiers, & les diplômes de comtes, de barons, de chambellans, &c.

On avoit présenté au Roi le projet de la capitation, comme une espèce d'abonnement volontaire, au devant duquel le peuple iroit de lui-même. Mais, averti de la sensation qu'avoit occasionné ce projet,

jet, ébranlé de la rumeur, échauffé par la lettre de M. Heinitz, il a dit à M. de Werder: *il ne faut pas se mêler de ce qu'on n'entend pas* (notez bien que c'est à son ministre des finances qu'il parle); *il falloit consulter Launay* (dans les liens d'une commission). M. de Werder s'est excusé comme il a pu, en disant que le plan n'étoit pas de lui (en effet il est de Beyer), comme s'il ne se l'étoit pas approprié en l'approuvant.

Le directoire général, cette espèce de conseil d'état, où le Roi n'assiste jamais, a projeté des remontrances sur l'inactivité humiliante dans laquelle on le tient; mais M. de Welner s'y est opposé, laissant entrevoir l'invincible répugnance de Sa Majesté pour toute espèce de conseils. Elle naît de l'idée bizarre que ceux qui lui en donnent ont sans doute adopté le sentiment de son oncle sur sa capacité. Il ne fait pas qu'on ne hazarde de conseiller, parmi les grands, que ceux qu'on estime.

En attendant, toujours même faveur aux illuminés, dont la conspiration a été dénoncée par le grand personnage que je

vous indiquai dans ma dernière au Général Moellendorf, intime ami du frère de Mademoiselle de Vofs (homme estimé par son caractère moral, obscur d'ailleurs, du moins jusqu'ici, mais qui probablement jouera bientôt un rôle), afin qu'il effraie sa sœur & par elle le maître sur les attentats d'une secte qui sacrifiera qui elle ne dominera pas. Biefter, le même qui a reçu tout au moins l'insinuation d'épargner les visionnaires, a, relativement à eux, un procès qu'il perdra, dit-on. Il a accusé de catholicisme un M. Starck, professeur de Jena, personnage célèbre par le don de persuader autant que par l'esprit & les connoissances; né Luthérien, ministre Luthérien, & professant à découvert le catholicisme. Il n'en intente pas moins une action criminelle à Biefter pour l'avoir dit, & le somme de prouver sa calomnieuse assertion. Sous Frédéric II on n'auroit jamais entendu parler d'un semblable procès. Au reste, le Starck a publié récemment un livre intitulé *Nicaïse*, dans lequel il attaque la franc-maçonnerie.

Elle

Elle réplique par un ouvrage intitulé *Anti-Nicaise*, où l'on trouve des lettres authentiques de plusieurs princes, entr'autres du Prince Charles de Hesse-Cassel & du Prince Ferdinand de Brunswick, qui prouvent très-bien ce qu'on fauroit quand on a causé avec lui, ne connût-on pas d'ailleurs ses faiseurs Bauer & Wetsfall, qu'un grand général, ou plutôt un général renommé, peut être un bien petit homme.

Ses états de dépense sont enfin dressés. Il en résulte que le Roi pourra augmenter son trésor de deux millions d'écus, & réserver encore une somme assez considérable pour ses plaisirs ou ses affections. On suppose au reste dans ce calcul que la recette rendra comme les années précédentes, ce qui est au moins douteux. Une opération paternelle est d'avoir déchargé les gens de la campagne du logement gratuit de la cavalerie, & de la nécessité de fournir les fourrages à très-bas prix. Cette opération coûte au Roi deux cens soixante-dix mille écus annuels; mais

elle étoit de première nécessité ; c'est une fuite du plan Moellendorf pour l'abolition du *verd*.

Les manuscrits du feu Roi ont pour éditeur un M. Moulinès, dont je vous ai donné autrefois le signalement politique, & qui, littérairement parlant, est sans goût, sans tact, sans connoissance approfondie de la langue ; mais il est ami de Welner, de ce Welner à qui le Roi envoie le matin à sept heures les lettres & requêtes de la veille, & qui va en rendre compte, ou plutôt en décider avec le Roi à quatre heures ; car les ministres reçoivent les ordres & ne donnent pas de conseils ; de ce Welner qui a le bon esprit de refuser le titre de ministre, & qui ne veut être que directeur des bâtimens, mais dont toute la cour leche déjà les traces. Ces manuscrits vont être imprimés en dix-huit volumes in-8°. Les deux morceaux les plus curieux sont *L'histoire de la guerre de sept ans*, & *Mémoires de mon temps*. Dans le premier écrit, Frédéric a plutôt raconté ce qu'il auroit dû faire, que ce qu'il a fait,

fait, & cela même est un trait de génie ; il loue ou excuse à peu près tout le monde, & ne critique que lui.

Le Marquis de Lucchesini, qui avoit été, non l'ami, non le favori de Frédéric, mais son écouteur, est très-piqué, sans le dire, du choix de Moulinès. Il a demandé un congé de six mois pour voyager chez lui, & sans doute il ne reviendra pas. Comment n'a-t-il pas senti que sa considération personnelle devenoit immense, s'il eût quitté la Prusse huit jours après la mort du Roi, avec cette unique réponse à toutes les offres qui alors lui auroient été faites : “ Je n'ai ambitionné qu'une place que tous les Rois de la terre ne peuvent ni m'ôter ni me rendre : celle d'ami de Frédéric II ? ”

On a donné deux successeurs au Comte de Schulembourg ; car le Roi de France a quatre ministres ; il en faut vingt à celui de Prusse. L'un est M. de Moschwitz, homme de justice, dont on ne dit ni bien ni mal ; l'autre est un Comte de Schulembourg de Blumbert, beau-fils du

Comte Finch. Il a des connoissances, une ambition sombre & ardente, un caractère moral suspect ; studieux, intelligent, appliqué, c'est assurément un sujet capable ; mais on le soupçonne de manquer d'ordre, d'avoir plus de chaleur de tête que d'activité, plus d'idées à lui que de dextérité pour les amalgamer à celles des autres & les faire réussir : il n'a d'ailleurs aucun usage des affaires, & est absolument étranger aux spéculations de banque & de commerce, c'est-à-dire aux principales branches de son département.

1^{er} P. S. Le Roi, qui paie les dettes de son père, a accordé vingt mille écus pour l'entretien & les menus plaisirs de ses deux fils aînés ; leur maison est défrayée à part.

2^e P. S. Je ne croyois pas être si bon prophète. Le frère de Mademoiselle de Vofs a la place du Président de Moschwitz : c'est le pied à l'étrier.

Le

Le cours sur Amsterdam est si extraordinairement haut, que nulle opération de finance ou de commerce n'expliquant cette crise, je ne doute pas que l'on n'y fasse des remises pour les dettes personnelles du Roi. C'est l'avis de Struensee, qui d'ailleurs ne fait rien de positif à cet égard.

LE T T R E L I V .

8 *Décembre* 1786.

VOUS pouvez compter que trois nuances forment le caractère du Roi : la fausseté, qu'il croit habileté ; un amour-propre irascible à la plus légère représentation ; le culte de l'or, qui chez lui n'est pas tant avarice que passion de posséder. Le premier de ces vices lui donne de la défiance, car qui trompe par système croit toujours être trompé. Le second lui fait préférer les gens médiocres ou bas. Le dernier contribue à lui faire mener une vie obscure & solitaire qui renforce les deux autres. Violent dans son intérieur ; impénétrable en public ; au fond peu sensible à la gloire, & la faisant consister presque entière à ne pas passer pour être gouverné ; rarement occupé de la politique extérieure. Militaire, par raison & non par goût ; inclinant pour les visionnaires, non d'après conviction, mais
parce

parcé qu'il croit pénétrer par eux les consciences & fonder les cœurs
Voilà l'esquisse de l'homme.

Ses dettes seront payées avec les résidus des caisses. Il y avoit annuellement une somme assez considérable que le feu Roi ne faisoit pas entrer dans le trésor ; elle étoit destinée à lever de nouveaux régimens, ou à augmenter l'artillerie, ou aux réparations des forteresses. Or l'artillerie n'étoit pas augmentée, on ne levoit pas de régimens nouveaux, les forteresses n'étoient pas réparées, & l'argent s'accumuloit ; il est employé à la liquidation.

Les revenus sont au-delà de vingt-sept millions d'écus, y compris la régie, ou environ cent huit millions de notre monnoie. L'armée coûte douze millions & demi d'écus ; l'état civil deux millions trois cens mille ; la maison du Roi, de la Reine & des Princes, un million deux cens mille ; les pensions, cent trente mille. Je ne connois pas en détail toutes les autres dépenses ; mais quand on fait par exemple que la caisse des légations n'ab-

n'abforbe que foixante-quinze mille écus, & que les supplémens ne vont, l'un portant l'autre, qu'à vingt-cinq mille écus (fur quoi je remarquerai que le même objet en Danemarck coûte trois millions d'écus; en Ruffie, ce pays presque étranger à la plus grande partie de l'Europe trois cens mille roubles), il eft aisé de comprendre que le réfultat de l'excédent annuel de la recette fur la dépense eft d'environ trois millions & demi d'écus.

Les manufacturiers ont présenté une requête, pour fupplier qu'on les avertît fi l'on méditoit quelques changemens dans les privileges accordés par le feu Roi ou fes prédéceffeurs, afin qu'ils ne fuffent pas expofés à faire des approvifionnemens ou à contracter des marchés qu'ils ne pourroient pas remplir. Frédéric-Guillaume a répondu par fa parole d'honneur de ne rien changer encore à cet état de chofes.

J'ai déjà dit que le Roi a voulu faire miniftre M. Welner. On affure que celui-ci a refusé. C'eft un coup de maître

tre sous beaucoup de rapports, & il n'y perd rien ; car on vient de lui accorder une augmentation de trois mille écus, afin qu'il ait la même pension que les ministres d'état. Non-seulement le Roi est sans confiance pour ceux-ci, mais il affecte de ne jamais leur parler, si ce n'est au Comte Finch, oncle de la bien-aimée, ou au Comte d'Arnim, mêlé dans les négociations du mariage tant désiré, & trop étranger encore aux affaires pour être soupçonné d'un système. Passer pour en avoir un, fera du moins pendant quelque temps l'écueil du nouveau Schu-lembourg qui est au reste étayé d'un caractère très-fort & d'une ambition fort ardente. Pour le nouveau président, à qui l'on cherche déjà des profondeurs de vue que probablement il n'eut jamais, je le crois peu propre à jouer un grand rôle.

Le Sieur du Bosc devenu conseiller des finances & du commerce voudroit bien aussi entrer en scène. Il a demandé d'être attaché à la régie, & l'a encore obtenu,

obtenu, mais sans une augmentation d'égards. Des spéculateurs joignent cet indice à quelques autres pour en conclure quelque diminution dans le crédit de Bishopswerder son protecteur ; cependant le parti des visionnaires ne fait plus que croître & embellir. A dire vrai la multitude des concurrens pourra nuire aux individus. Un des membres les plus zélés (Drenthal) est arrivé récemment ; on n'a plus trouvé de places pour lui chez le Roi ; mais on l'a mis en attendant chez la Princesse Amélie, en qualité de maréchal de cour, avec la promesse de n'être pas oublié à la mort de cette princesse déjà finie.

Un tableau qui peut avancer la connoissance du nouveau Souverain est celui des gens distingués à sa cour. Un vieux Comte (Lendorf) doux comme Philinte, serviable comme Bonneau, flatteur déhonté, rapporteur infidèle & calomniateur au besoin. Un prince écolier (Holsteinbeck) fumant sa pipe, buvant de l'eau-de-vie, ne sachant jamais ce qu'il dit, disant

disant toujours plus qu'il ne fait, incessamment prêt à courir à l'exercice, à la chasse, à l'église, au bordel, à souper chez un lieutenant, un laquais, ou la Rietz. Un autre prince (Frédéric de Brunswick) connu par les soins qu'il prit pour déshonorer sa sœur & sur-tout son beau-frère aujourd'hui Roi ; libertin sous celui qu'on disoit athée ; illuminé sous celui qu'on croit dévot, stipendiaire des loges maçonniques (il en reçoit annuellement six mille écus), déraisonnant par système, & rendant pour les secrets qu'il arrache un amas de demies confidences, moitié inventées, moitié inutiles. Une espèce de capitaine insensé (Grothaus) qui a tout vu, tout eu, tout fait, tout connu, ami intime du Prince de Galles, favori du Roi d'Angleterre, appelé par le congrès pour en être président sous la condition de conquérir le Canada, maître à volonté du Cap de Bonne-Espérance, seul en mesure pour arranger les affaires de la Hollande, auteur, danseur, voltigeur, coureur, agronome, botaniste, médecin,

decin, chymiste, & par état lieutenant-colonel Prussien avec sept cens écus d'appointemens. Un ministre (le Comte d'Arnim) qui rêve au lieu de penser, sourit au lieu de répondre, discute au lieu de décider, regrette le soir la liberté qu'il a sacrifiée le matin, & voudroit être tout à la fois paresseux dans ses terres & ministre en réputation. Un prince regnant (le Duc de Weimar) qui se croit de l'esprit, parce qu'il rencontre des rebus; fin, parce qu'il fait semblant d'étouffer des faillies; philosophe, parce qu'il a trois poètes à sa cour; manière de héros, parce qu'il court à bride abbatue contre les loups & les sangliers. D'après de pareils favoris, jugez de l'homme.

Voulez-vous apprécier son goût par ses divertissemens? Mardi est le grand jour où il a été goûter les plaisirs de l'esprit au spectacle Allemand. Il y a reçu en grande pompe un compliment dramatique, qui finit par ces mots : " Que
 " la bonne providence qui récompense
 " tout, les grandes & bonnes actions, bénisse & conserve notre très-gracieux
 " Roi,

“ Roi, cet auguste père du peuple ; bénisse
 “ & conserve toute la maison Royale ;
 “ bénisse & conserve nous tous. *Amen.*”

Le Roi a été si vivement enchanté de cette tournure dramatique, qu’il a ajouté mille écus aux cinq mille qu’il donnoit à l’entrepreneur, & lui a fait présent de quatre lustres & de douze glaces, pour orner les loges. Des farcafmes fans nombre fur le théâtre François ont accompagné cette générosité.

Graces militaires. Trois cens écus de pension au Capitaine Colas, renfermé pendant vingt-huit ans dans la citadelle de Magdebourg. Grade de lieutenant-général à M. de Borck, Gouverneur du Roi, âgé de quatre-vingt-deux ans.

Graces de cour. Clef de Chambellan, envoyée à cet extravagant Baron de Bagge qui véritablement a remis cent louis à Rietz, & quarante à celui qui lui a présenté ce don de la munificence royale.

On a infinué à Sa Majesté qu’elle avoit mécontenté la bourgeoisie à son retour
 de

de la Prusse ; l'armée, depuis le premier jour de son regne ; le directoire-général, en le rendant nul ; sa famille, en étant poli sans confiance ; les prêtres, par le projet d'un troisième mariage ; les stipendiés, par la suppression de la régie du tabac ; la cour, par la confusion ou le retard des états de dépense ; & qu'ainsi il seroit peut-être imprudent, quant à présent, d'accepter la statue proposée par la ville de Kœnigsberg, dans un moment d'effervescence.

Voulez-vous un indice de ce que devient la considération extérieure ? Les Polonois ont refusé passage aux chevaux de remonte, venans de l'Ukraine ; vous imaginez bien que ce refus n'a jamais eu lieu sous Frédéric II.

M. de Hertzberg a prétendu avoir reçu des lettres écrites en France contre lui, par le Prince Henri. Il les a montrées au Roi qui n'a rien répondu. J'ai de la peine à croire qu'il n'y ait pas là une fraude quelconque. Je fais à quelles personnes le Prince écrit en France ; &
indépen-

indépendamment de toute bonne foi, M. de Hertzberg ne les intéresse assurément pas. Quoi qu'il en soit, on murmure que MM. de Hertzberg & de Blumenthal vont obtenir leur retraite ; que le dernier sera remplacé par M. de Voss, & le premier, qui s'est cru trop nécessaire pour être pris au mot, *par un homme qui étonnera tout le monde* (c'est à ce qu'on assure la phrase du Roi). Hertzberg a des connoissances de plubiciste & d'archiviste, parce qu'il a une mémoire prodigieuse ; il fait un peu d'agriculture pratique ; d'ailleurs violent, fougueux, plein de vanité, s'énonçant comme il conçoit, c'est-à-dire, avec peine & confusion ; désireux & non capable de faire le bien qui donne de la réputation, vindicatif, plus que haineux, sujet aux préventions, & même alors aux tours d'adresse pour desservir ; sans dignité, sans séduction, sans moyens. Blumenthal est un caissier fidèle, un ministre ignorant, ambitieux par reminiscence, & pour plaire à sa famille, plein de respect pour le trésor qu'il met

fort au-dessus de l'Etat, & d'indifférence pour le Roi qu'il a plus que négligé, lorsqu'il étoit Prince de Prusse.

On a ôté un impôt sur la bière qui rendoit cinq cens cinquante mille écus ; il sera suppléé, dit-on, par une augmentation sur les vins ; mais les vins sont déjà trop chargés, & ne sauroient porter un tel surcroît. Les frais de cette partie de la régie se montent à vingt mille écus ; soixante-neuf employés sont congédiés, & gardent leurs appointemens jusqu'à ce qu'ils soient remplacés.

1^{er} P. S. Le Comte de Tottleben (Saxon) nommé major dans le régiment d'Ebben, y a été précédé par une lettre qui porte qu'on l'y envoie pour *apprendre le service*. L'équivoque est plus sensible en allemand qu'en françois. Le régiment a écrit en corps au Roi : *si c'est pour nous instruire qu'on nous envoie M. de Tottleben, nous n'avons pas mérité, & nous n'endurerons pas cette humiliation ; si c'est pour s'instruire, il ne peut pas servir comme major*. Les uns prétendent que l'affaire est

est déjà arrangée ; les autres qu'elle aura des fuites.

Le Capitaine Forcade, qui étoit autrefois un favori du Prince de Prusse, ayant été rappelé il y a un mois au souvenir du Roi, celui-ci lui a dit : *Qu'il m'écrive ce qu'il désire.* Forcade a demandé le bonheur d'être à sa suite ; le Roi a répondu : *je n'ai pas besoin d'officiers inutiles ; ils ne servent qu'à faire de la poussière.*

2^e P. S. Je vous ai envoyé le dernier courrier quelques combinaisons monétaires sur la Pologne ; en voici de plus absurdes encore relativement au Danemarck.

Le Danemarck a adopté, suivant sa loi, le titre de ses monnoies à 11 $\frac{1}{2}$ écus pour le marc fin de Cologne, & paie cependant depuis plusieurs années le marc fin 13 jusqu'à 14 écus ; donc il n'existe en Danemarck aucune pièce de monnaie d'argent, & toutes les affaires se traitent en notes de banque, dont la valeur n'est jamais à réaliser.

Lorsque le mal commença à paroître, Schimmelmänn voulut y remédier ; il fit frapper des écus especes, dont $9 \frac{1}{4}$ pièces contenoient un marc fin, & calcula qu'un écu espece faisoit autant qu'un écu $9 \frac{37}{100}$ sols courans *lubs* ; le fait eut été certain si l'argent courant avoit existé à $11 \frac{1}{3}$ pour marc ; comme il ne s'en trouvoit point, chacun prenoit volontiers les écus especes à un écu 9 sols courans ; mais personne ne voulant donner un écu espece, pour l'écu 9 sols courans, il en résulta que tous ces beaux écus especes furent fondus.

Actuellement que le mal est très-grand, on veut répéter cette même opération de la manière suivante.

1° On frappe des écus especes, d'un marc fin $9 \frac{1}{4}$ pièce.

2° On crée des notes de banque qui doivent représenter les écus especes, & qui doivent être réalisées en especes.

3° On veut fixer par une ordonnance la valeur de ces écus especes en courant ; & comme on n'a pu se tirer d'affaire au
taux

taux de l'écu 9 sols, on a l'intention de hausser le prix.

Si donc le courant actuel du Danemarck, c'est-à-dire, les notes de banque n'ont point de valeur réelle, mais que leur valeur consiste dans la balance de paiement de ce royaume, suivant qu'elle est pour ou contre le Danemarck, cette opération est aussi absurde que la précédente; car si la banque donne ses espèces contre la valeur idéale du courant, elle se défait de ses écus espèces, lesquels passent au creuset, & l'ancienne confusion demeure telle qu'elle a existé, ou devient peut-être encore plus extravagante par la nouvelle création des notes de banque en espèces qui ne pourront également pas être réalisées en peu de mois.

3^e P. S. Le nouvel établissement de la banque d'espèces paroît encore obscur: On veut frapper 1,400,000 écus en espèces pour lesquels l'argent doit être à Altona.

Il y a eu de grands débats dans le conseil d'état entre le Prince d'Augustembourg & le ministre d'état, Rosencranz ; le premier veut que l'espece soit frappée à Altona, & le dernier en demande la fabrication à Copenhague. On dit que le ministre veut pour ce sujet donner sa démission.

Il doit être créé des notes de banque pour la valeur de ce 1,400,000 écus. Cette banque doit échanger les vieilles notes de banque Danoises, contre ces nouvelles notes de banque, suivant un taux déterminé.

Si ce taux, comme il est vraisemblable, se trouve au dessous du cours de change, ce seroit un joli jeu d'acheter actuellement des notes de banque pour le convertir ensuite en especes.

LETTRE LV.

Du 12 Décembre 1786.

LA véritable raison pour laquelle le Duc de Weimar est si fêté, c'est qu'il s'est chargé de faire agréer à la Reine le mariage de Mademoiselle de Vofs. La Reine en rit & dit : " On aura mon contentement, mais on ne l'aura pour rien, " & même il coûtera cher." En effet on paie ses dettes, qui passent cent mille écus, & je crois qu'elle ne se bornera pas là. Pendant que le Roi de Prusse dirige toutes ses pensées vers ce mariage, il me paroît clair que l'Empereur, s'il est capable d'un plan raisonnable, convoite deux femmes, la Bavière & la Silésie : oui, la Silésie ! car je ne pense pas que tous les mouvemens sur le Danube soient autre chose que le domino de cette mas-

carade ; mais ce n'est pas là où il commencera. Tout me démontre (& croyez que je commence à connoître cette partie de l'Allemagne) qu'il se tiendra sur la défensive du côté de la Prusse, & la laissera s'épuiser en efforts, tandis qu'il poussera librement du côté de la Bavière : ce n'est probablement qu'après cette immense acquisition qu'il s'occupera des moyens de ravoïr la Silésie.

Je dis qu'il poussera sa pointe librement ; car, de bonne foi, que ferons-nous ? Omettons les cent mille & une raisons d'inaction ou d'impuissance que je pourrois alléguer, & supposons nous agissans, nous prendrons les Pays-Bas, & lui la Bavière ; nous le Milanez, et lui l'Etat de Venise. Quoi de tout cela sauvera la Silésie ? et bientôt après la puissance Prussienne. . . . Les fautes de tous ses voisins la sauveront. Il croulera, ce grand édifice de féerie ; il croulera, ou son gouvernement subira une révolution !

Au

Au reste, le Roi paroît fort tranquille sur les futurs contingens. Il fait bâtir près du nouveau Sans-Souci, ou plutôt réparer & meubler une jolie maison qui appartenoit autrefois à Milord Maréchal. Elle est destinée à Mademoiselle de Vofs. La Princesse de Brunswick a demandé une maison à Potsdam ; le Roi lui donne celle qu'il habitoit comme Prince Royal, & la fait meubler à ses frais. Il est clair que cette Princesse moribonde, criblée de la maladie de David, & consumée d'ennui, sera la dame d'honneur de Mademoiselle de Vofs.

D'un autre côté, on a payé les dettes de la Reine douairière, de la Reine regnante, du Prince Royal devenu Roi, de quelques complaisans & complaisantes ; & si l'on ajoute à ces sommes les pensions données, les maisons montées, les charges recrées, cela ne laisse pas que d'aller haut. Voilà comme on peut être prodigue sans se montrer généreux ! Ajoutez à cet article que le Roi a donné à MM. de Blumenthal, de Gaudi & de Heinitz, ministres
d'Etat,

d'Etat, chacun un bailliage. C'est une manière de faire un présent d'un millier de louis. A propos du dernier de ces ministres, le Roi a répondu à plusieurs employés au département des mines, qui se sont plaints de passe-droits, que dorénavant il n'y aura plus de rang d'ancienneté.

Il a terminé l'affaire du Duc de Mecklenbourg, avec quelques légères modifications.

Il a reçu à miracles le Général Comte de Kalkreuth, celui qui a été l'aide-de-camp & le principal faiseur du Prince Henri, qui s'est brouillé avec lui à outrance pour la Princesse, & que Frédéric II tenoit éloigné pour ne pas trop rompre en visière à son frère. C'est un homme de très-grand mérite & un officier de première ligne; mais l'affectation avec laquelle le Roi l'a distingué me paroît dirigée contre son oncle. Peut-être y entret-il aussi de l'envie de se raccommoder avec l'armée. Mais si M. de Brühl persiste

fiste à prendre non-seulement son grade qui lui est accordé, mais son rang d'ancienneté qui recule tous les généraux, & Moellendorf à la tête, je crois que le mécontentement est irrémédiable. Tout cela est à peu près égal pendant la paix, & peut-être même cela le feroit-il d'ici à un an à la guerre ; mais dans un plus long espace de tems on recueillera ce qu'on a semé. C'est un étrange calcul que de mécontenter une excellente armée par des faveurs & des distinctions militaires pour une race d'hommes toujours si médiocre à la guerre.

Aussi n'ai-je pas prétendu dire qu'il n'y eut pas quelques officiers braves & intelligens au service de Saxe. Il en est deux fort distingués, par exemple, M. Thielcke, capitaine d'artillerie que Frédéric a voulu & n'a pas pu attirer en lui offrant une place de lieutenant-colonel, & deux mille écus

écus d'appointemens; & le Comte de Bellegarde qui passe pour un des plus habiles officiers du monde. Mais ce ne sont pas ceux-là qu'on attire : on n'a consulté jusqu'ici dans toutes les préférences Saxones, que le noble mérite du dévouement à la secte, ou la recommandation de Bishopswerder.

P. S. J'ai oublié de vous dire que M. d'Est * * avoit, à ma prière, adressé à M. de Vergennes la proposition d'appeler M. de la Grange. Il fera bien digne de M. de Calonne de lever les difficultés d'argent que ne manquera pas de faire M. de Br * *,

LET.

LETTRE LVI.

Du 26 Décembre 1786.

LA faveur du Général Comte de Kal-kreuth continue. C'est un objet d'observation, car si elle est durable, si l'on tire parti de cet homme profondément habile, si on lui destine quelque place importante, le Roi n'est donc pas ennemi de l'esprit ; il n'est donc pas jaloux de toute réputation ; il ne prétend donc pas éloigner tout homme d'un mérite constaté. Les visionnaires n'ont donc pas le privilege exclusif de sa faveur & de sa confiance. Toutes ces inductions sont je crois au moins prématurées ; & bien que Kal-kreuth ait été jusqu'ici le seul officier de l'armée aussi distingué, bien que lui-même en ait conçu des espérances, bien qu'il soit en première ligne, Moellendorf s'étant
mis

mis à la tête des frondeurs, ce que ne lui pardonnera pas le Roi ; Pritwitz n'étant qu'un soldat brave & inconfidéré, ridicule écho de Moellendorf ; Anhalt un insensé ; Gaudi à peu près impuissant par sa grosseur, & terni d'ailleurs par son défaut de valeur personnelle qui avoit fait dire à Frédéric II : *c'est un bon professeur ; mais lorsqu'il faut que les enfans répètent la leçon, il ne s'y trouve jamais* ; ses autres émules, trop jeunes & trop peu expérimentés pour être ses rivaux ; malgré tout cela, dis-je, j'ai peine à croire que le principal ressort des distinctions du Roi n'ait pas été l'envie d'humilier le Prince Henri. Du moins je suis lié avec Kalkreuth que j'ai passablement conquis aux revues de Magdebourg ; j'ai lieu de croire que je fais tout ce qui s'est passé entre le Roi & lui, & je n'y vois non-seulement rien de concluant, mais rien qui promette beaucoup.

Le Roi maintient sa capitation. Elle sera fixée, dit-on, selon le tarif suivant. Un lieutenant-général ou un ministre, ou veuve d'eux, douze écus ou environ, qua-

quarante-huit livres de notre monnoie; un général major, ou un conseiller privé, dix écus; un chambellan, ou colonel, huit; un gentilhomme, six; un payfan possesseur dans les bons cantons, trois; un demi payfan (le payfan possesseur à trente arpens, le demi payfan, dix), un écu douze gros; dans les contrées pauvres, un payfan, deux écus; le demi payfan, un. Le café ne paiera désormais qu'un gros la livre, & le tabac autant. Au reste, le directoire général a reçu à cet égard un mémoire si fort de choses, que, bien qu'anonyme, la lecture légale en a été faite; après quoi il a été *protocole* pour être envoyé à l'administration du tabac, afin d'en vérifier certains faits. Cette démarche a paru si hardie, que quatre ministres seulement ont signé le protocole, MM. de Hertzberg, Arnim, Heinitz & Schulembourg de Blumberg.

Les marchands députés de la ville de Kœnigsberg ont écrit que si le sel demeurait entre les mains de la compagnie maritime, il étoit inutile qu'ils vinssent à

Berlin ; car ils ne pourroient que porter des doléances, fans favoir que proposer : on assure, en conséquence, que la société maritime perdra le monopole du sel. Cette nouvelle est au moins très-prématurée. C'est un article bien important que celui des sels, & Struensee, qui a employé tout son talent à se l'assurer, y a si parfaitement réussi, qu'il debite jusqu'à cinq milliers de lasts de sel (vingt-huit muids font neuf lasts).

.

Encore une fois, comment, si l'on ôte à la société maritime ses plus fructueux monopoles, donnera-t-elle le dix pour cent d'un capital de douze cens mille écus ? Quand un édifice dont le faite est si haut & la base si étroite se trouve élevé, il faut, avant que d'en démolir une partie, bien aviser aux étais que l'on s'est ménagés. Au reste, le Roi a déclaré qu'il rendroit tout le commerce parfaitement libre, si l'on trouvoit une manière de ne lui faire
 perdre

perdre aucun revenu. Ne voilà-t-il pas un plaisant bienfait? Je crois entendre dire à un homme couvert d'ulcères, " je " consens à recouvrer la fanté, pourvu " que vous ne m'appliquiez aucun re- " mede, & que vous ne m'astreigniez à " aucun régime."

C'est une munificence à peu près pareille que celle qui rendra la liberté aux marchandises de France, en leur faisant payer de très-gros droits, dont le produit sera appliqué à l'encouragement des manufactures que l'on croira susceptibles de rivaliser avec les étrangers. J'ignore si le Roi croit accorder par-là un grand bienfait au commerce ; mais je fais que d'un bout de l'Europe à l'autre la contrebande est devenue un simple commerce d'assurances, à plus ou moins modique prix, selon les circonstances locales, & qu'ainsi un gros droit équivaut à une prohibition.

Le Roi a ordonné un dénombrement de ses sujets, non-seulement pour con-

noître leur nombre, mais leur âge & leur sexe. C'est probablement sur ce dénombrement que porteront les changemens projetés dans le militaire; mais on fait combien dans tous les pays du monde les dénombremens sont fautifs. Une opération tout autrement délicate & qui suppose un plan général et une grande fermeté, c'est celle d'imposer les terres nobles. On commence à en laisser transpirer le projet, & les conseillers provinciaux ont reçu ordre de donner des éclaircissémens qui paroissent tendre à ce but; je croirai à une telle révolution quand je la verrai.

Les faits isolés sont moins importants pour vous que la connoissance intime de celui qui gouverne. Tous les caractères de foiblesse se réunissent à ceux que je vous ai décrits tant de fois. Déjà l'on emploie l'espionnage, on accueille les délateurs, on se courrouce contre les défauteurs, on éloigne, on repousse les hommes vrais. Les femmes seules conservent le droit de tout dire. Il y avoit dernièrement un concert particulier où assistoit

affistoit derrière un paravent sa Henck ou Rietz (vous savez que c'est une seule & même personne). On entend du bruit à la porte ; un valet-de-chambre l'entr'ouvre ; il y trouve la Princesse Frédérique de Prusse, & Mademoiselle de Vofs. La première fait signe de ne rien dire ; le valet-de-chambre défobéit ; à l'instant le Roi se leve & fait entrer les deux dames. Quelques minutes après on entend assez de bruit derrière le paravent. Le Roi paroît embarrassé. M^{lle} de Vofs demande ce que c'est : son royal amant répond : *ce sont mes gens*. Cependant les deux dames avoient quitté le jeu de la Reine pour cette belle équipée. Le Roi en plaisantoit le lendemain devant une dame du palais, qui dit : *la chose est vraie, Sire ; mais il seroit à désirer qu'elle ne le fut pas*. Une autre lui disoit l'autre jour à table : *mais, Sire, pourquoi donc ouvre-t-on toutes les lettres à la poste ? Cela est très-ridicule & très-odieux*.

On lui disoit encore que la comédie allemande qu'il protége beaucoup n'étoit

pas bonne. “ D'accord a-t-il répondu ;
 “ mais cela vaut mieux qu'un spectacle
 “ français qui rempliroit Berlin de co-
 “ quines, & corromproit les mœurs.”—
 Vous conclurez de-là fans doute que les
 comédiennes Allemandes font des Lu-
 creces, & sur-tout vous admirerez la mo-
 rale de protecteur des mœurs, qui va
 souper dans la maison de son ancienne
 maîtresse, avec trois femmes, & fait de sa
 fille une complaisante.

Il ne s'occupe pas plus de politique
 extérieure que s'il ne pouvoit lui survenir
 aucun crage. Il parle avec éloge de l'Em-
 pereur ; des François, toujours en ri-
 canant ; des Anglois, avec respect. Le
 fait est que cet homme paroît rien, moins
 que rien, & j'ai peur qu'on ne s'exagere les
 diversions qu'on peut faire en sa faveur. Je
 noterai à ce propos que le Duc de Deux-
 Ponts nous échappe, mais il se resserre à la
 ligue Germanique, qui est tellement ex-
 altée, qu'elle croit en vérité pouvoir se pas-
 ser de nous. Dieu fait sous l'étendard de
 quel chef ils ont acquis cette présomption !

Une

Une anecdote dont vous ne sentirez pas toute la force, faute de connoître le pays, est pour moi vraiment prophétique. Le Prince Ferdinand a touché les cinquante mille écus qui lui revenoient par le testament du Roi, sur une simple ordonnance de Welner, conçue ainsi : “ Sa Majesté m’a donné ordre de bouche de faire compter à votre Altesse Royale cinquante mille écus qui seront payés à elle ou à son ordre, sur telle caisse, à vue de ce mandat. WELNER.” Un acquit comptant de cinquante mille écus, signé d’un autre que du Roi, est une monstruosité dans l’ordre politique Prussien !

Soyez béni si vous faites la banque, car c’est la seule ressource de finance qui ne soit pas horriblement onéreuse ; c’est la seule machine à argent qui fera recevoir au lieu d’emprunter difficilement & chèrement ; c’est le seul pilotis sur lequel le ministre des finances puisse, dans les circonstances actuelles, baser son existence. Struensée, qui est plus sur ses étriers que jamais, parce qu’il faut bien qu’il soit le

professeur du nouveau ministre, me charge de vous dire que probablement le Roi acquerra pour plusieurs millions d'actions, si on veut envoyer à lui Struensée une note sur l'organisation de la banque, d'après laquelle il puisse faire son rapport & sa proposition.

A propos de Struensée, avec qui je suis tous les jours plus lié, il me charge de vous dire que le changement à Paris de la commandite pour l'extraction des piastras fera vigoureusement baisser votre change, & voici son raisonnement pour le prouver.

“ Les représentations de la banque de
 “ Saint Charles, pour conserver les four-
 “ nitures de la cour, sur le pied d'une
 “ commission de dix pour cent, ont échoué
 “ entièrement. Elle n'a pu les conserver
 “ que sur le pied d'une entreprise, & aux
 “ conditions proposées par les *gremios*,
 “ c'est-à-dire à un intérêt de six pour
 “ cent pour l'avance des fonds.

“ Cette même banque vient de changer
 “ de commandite à Paris, pour l'extrac-
 “ tion

" tion des piaftres ; elle a fubftitué la mai-
 " fon le Normand à celle de le Couteulx.
 " Comme la première ne jouit pas encore
 " d'un crédit auffi étendu que cette der-
 " nière, bien des gens prévoient que la
 " banque Efpagnole fera dans la néceffité
 " d'y verfer plus de fonds.

" En attendant, celle-ci s'eft trouvée
 " dans une détrefle extrême. Voulant
 " liquider fes comptes avec la maifon le
 " Couteulx & d'autres maifons de France,
 " elle avoit befoin d'une fomme de trois
 " millions de livres de France. Pour y
 " fatisfaire, elle s'eft adreffée au gou-
 " vernement, & a réclamé foixante mil-
 " lions de réaux qui lui étoient dûs.
 " Celui-ci ayant décliné fous différens
 " prétextes de payer, la banque a déclaré
 " qu'elle fe trouvoit infolvable, & qu'elle
 " alloit rendre fa fituation publique. Ce
 " moyen a eu fon effet ; le gouverne-
 " ment eft venu à fon fecours, & il a
 " donné des affignations pour vingt mil-
 " lions de réaux, payables chaque an-
 " née."

LETTRE LVII.

Du 29 Décembre 1786.

LE spectacle que le Prince Henri avoit promis de donner les Lundi a été enfin représenté hier au soir pour la première fois. Le Roi y est venu, contre l'attente du Prince, & s'y est beaucoup amusé. Je l'ai fort observé, comme vous pouvez croire. C'est incontestablement la coupe de Circé qu'il faut lui présenter pour le séduire, mais plutôt remplie de biere que de tokai. Une remarque assez curieuse, c'est que le Prince Henri s'amusoit pour son compte personnel, & n'avoit pas la plus légère distraction, soit d'attention, soit de politique. Tous les ministres diplomatiques y étoient, mais j'y ai soupé seul d'étrangers; & le Roi, qui en tout, le spectacle fini, a été fort guindé, si ce n'est

n'est lorsque les *gueulées* du Prince Frédéric de Brunswick lui ont arraché un éclat de rire, m'a fait une mine plus que froide. On l'échauffe sans cesse de propos que l'on me prête, et mes liaisons les plus simples lui sont présentées comme offensives pour lui. Certes j'en suis tout consolé. Je ne le note que pour décrire au juste et sans charlatanisme mon état de situation.

Il est vrai que M. de Hertzberg a pensé quitter sa place : en voici l'occasion. Il avoit annoncé l'arrangement promis au Duc de Mecklenbourg, et cependant rien ne s'expédioit. Impatienté, & l'impatience est chez lui toujours brutale, il dit un jour au directoire général : " Messieurs, il faut aller plus vîte ; ce " n'est pas ainsi que les affaires s'expé- " dient. Cet Etat ne peut marcher qu'a- " vec de l'activité." On a rendu compte au Roi de cette apostrophe véhémence ; il a vivement grondé son ministre, qui lui a mis le marché à la main. M. de Blumen-

Blumenthal a raccommodé les choses, dit-on.

A propos du Duc de Mecklenbourg, le Roi, en recevant ses remerciemens sur la restitution de ses bailliages, lui a dit : *Je n'ai fait que mon devoir ; lisez la devise de mon ordre, suum cuique.* (Les Polonois avoient mis au-dessous, sur le poteau des limites, *rapuit.* Je doute que Frédéric-Guillaume donne jamais lieu à une pareille épigramme.)

Un fait très-remarquable au reste pour l'histoire du cœur humain, c'est qu'à propos de divers retranchemens faits à ce Duc, sur-tout ce qui lui avoit été promis, quelqu'un représentant au Roi qu'il ne feroit pas content, *eh bien !* a dit celui-ci, *il faut lui donner encore le cordon jaune,* et en effet on le lui a donné hier. De ce moment le glorieux Duc a trouvé parfaitement bien l'arrangement des bailliages, et c'est en conséquence qu'il a remercié.

Voulez-vous prendre une idée assez juste de la manière de vivre dans ce noble

noble tripot appelé *la Cour de Berlin* ? Faites quelque attention aux traits suivans, & songez que j'en pourrois accumuler quatre cens de cette espèce. — La Princesse Frédérique de Prusse a dix-neuf ans ; son appartement est ouvert à onze heures du matin. Les Ducs de Weimar, de Holstein, de Mecklenbourg, tous libertins mal élevés, y entrent & en sortent deux ou trois fois dans la matinée. — Le Duc de Mecklenbourg racontoit je ne fais quoi au Roi. Le Prince de Brunswick marche assez gauchement sur le pied à un témoin, pour lui faire appercevoir ce qu'il croyoit ridicule. Le Duc s'interrompt. “ Je crois, Monsieur, que “ vous vous moquez de moi, ” — et il continue son discours au Roi ; puis il s'interrompt encore. — “ Je connois, Mr, “ depuis long-temps votre langue de “ vipere. Dites devant moi ce que vous “ avez à dire de moi, je répondrai : ” autres propos interrompus ; puis “ lorsque je serai parti, Sire, le Prince “ m'habillera joliment. Je prie votre “ Majesté

“ Majesté de se rappeler de ce qu’elle
 “ vient d’entendre.” Ce même Prince
 Frédéric est, comme je vous l’ai tant
 répété, un chef d’illuminés. Il en di-
 soit des horreurs au Baron de Knyphau-
 sen. “ Mais, Monseigneur, lui répond
 “ celui-ci, vous passez pour le Pape de
 “ cette église.—Cela est faux.—J’ai trop
 “ bonne opinion de votre altesse, pour
 “ la croire d’une secte qu’elle désavoue :
 “ ainsi je lui promets de dire par-tout
 “ qu’elle méprise trop les illuminés, pour
 “ en être, & cela rétablira sa réputation.”
 Le Prince bat la campagne & dé-
 tourne les chiens. — Un courtisan, un
 grand maréchal d’une cour demande une
 place promise à cinq aspirans, je lui dis :
mais si l’on a des engagemens ? — Cela ne
fait rien aujourd’hui, reprend-il gravement ;
on commence depuis un mois à ne plus tenir
les paroles données.—M. Welner, véritable
 auteur de la disgrâce de M. de Schu-
 lembourg, va le voir, le plaint & lui dit :
 “ vous avez trop de mérite pour n’avoir
 “ pas beaucoup d’ennemis :—moi, Mon-
 “ sieur,

“ sieur, dit l'ex-ministre, je ne m'en con-
 “ nois que trois : le Prince Frédéric,
 “ parce que je n'ai pas voulu placer son
 “ chasseur ; M. de Bishopswerder, parce
 “ que j'ai renvoyé un de ses protégés ;
 “ & vous, je ne fais pourquoi.” . . . Wel-
 ner se met à pleurer, & lui jure que
 la calomnie s'acharne contre lui de
 toutes parts. “ Les pleurs, lui dit M.
 “ de Schulembourg, ne conviennent pas
 “ entre hommes, et je ne puis vous en
 “ remercier.” En un mot, tout est
 descendu au petit, comme tout étoit
 monté au grand.

On assure que l'on rend la liberté du
 commerce du sel & de la cire aux mar-
 chands de Prusse. Je ne puis pas vérifier
 ce fait aujourd'hui, Struensée sera trop
 occupé pour son courrier ; mais si cela
 est, la société maritime qui perd en même
 temps le café, le tabac, & probablement
 le bois, ne peut pas soutenir plus long-
 temps un fardeau de dix-huit pour cent
 au moins, qu'aucun commerce suivi ne
 donne, & que M. de Schulembourg n'a
 proba-

probablement soulevé lui-même avec des privilèges exclusifs si fructueux, qu'en brouillant les caisses; de sorte que les bénéfices d'un objet couvroient le déficit de l'autre.

Quant aux manufactures de soie que l'on parle de jeter à bas, je n'y vois pas le plus léger inconvénient. La gratification annuelle de quarante mille rixdallers (ou cent cinquante mille livres) répandue sur les entrepreneurs de Berlin, jointe à la prohibition des marchandises étrangères, ne leur suffira jamais pour soutenir la concurrence; et comme je vous l'ai expliqué ailleurs, les manufacturiers eux-mêmes font la contrebande, laquelle fournit plus d'un tiers des étoffes consommées même dans le pays; car il est aisé de comprendre qu'on préfère les étoffes plus belles, moins claires & meilleures, à celles que le monopole veut contraindre d'acheter. Ce n'est pas que les matières premières coûtent plus cher au Berlinoïse qu'au Lyonnais. Il les tire de la même source, et ne paie point
le

le fix pour cent d'entrée auquel le Ly-
onnois est assujetti. D'un autre côté
l'ouvrier Allemand travaille avec plus
d'attention que l'ouvrier François, et
sa main-d'œuvre n'est guère plus chère
que celle du Lyonnois : celui-ci reçoit
seize sols de façon pour une aune de
taffetas, et celui-là dix-sept sols six
deniers pour une pareille longueur de
même étoffe, ce qui fait à peine un et
demi pour cent sur le prix de l'étoffe
évaluée à cinq livres l'aune de France.
Le manufacturier de Berlin a de plus, par
une foule de combinaisons locales de com-
merce que j'ai sévèrement calculées, un
avantage de trente pour cent sur le manu-
facturier de Lyon, à la foire de Francfort
sur l'Oder ; et cependant il ne peut sou-
tenir la concurrence, soit par la faute du
gouvernement, soit par celle de l'ouvrier
indigent, ou de l'entrepreneur ignorant.
A quoi donc servent ces ateliers rui-
neux ? car enfin il n'y a pas moins de
mille six cents cinquante métiers, tant à

Berlin qu'à Potsdam, Francfort & Kœp-
 nic. Mais il s'en faut bien que le pro-
 duit de ces métiers équivaille au produit
 d'un même nombre de métiers à Lyon.
 Un ouvrier Berlinois fait tout au plus
 annuellement les deux tiers de l'ouvrage
 que fait l'ouvrier Lyonnais. Sur ces
 1650 métiers, on peut en compter en-
 viron 1200 de taffetas, étoffes brochées,
 velours, &c. : le reste appartient aux
 fabriques de gazes, qui produisent annu-
 ellement environ 980000 aunes de Ber-
 lin (l'aune de France est un trois quarts
 de celle de Berlin). Les 1200 métiers
 d'étoffes ne produisent environ que
 960000 aunes, ce qui fait en tout 1940000
 aunes. Tous les métiers réunis consom-
 ment environ 114000 livres de soie
 grège à 16 onces la livre (vous savez
 que 76000 livres pesant d'étoffes empor-
 tent 114000 livres pesant de soie brute).
 Il se fabrique encore à Berlin 28000
 paires de bas de soie, ce qui consomme
 environ 5000 liv. de soie grège. C'est
 principalement à fabriquer des bas qu'on
 emploie

emploie la soie du pays, qui est réellement d'une qualité supérieure à celle du Levant ; mais dans les états Prussiens on connoît si peu l'art de la filer, qu'elle ne peut être employée que difficilement dans les étoffes. Au reste, les fabricans de bas s'en servent avec d'autant plus d'avantage, qu'étant à bon marché, et d'une qualité forte, elle forme des bas qui méritent la préférence sur ceux de Nîmes et de Lyon, attendu que dans ces villes on ne se sert que de soie de rebut pour cet objet. On fait annuellement dans les états Prussiens de huit à douze mille livres de soie ; & il s'y trouve assez de mûriers pour en faire trente mille livres. Il n'y a pas là de quoi établir une concurrence redoutable au Roi de Sardaigne.

La commission a écrit à de Launay qu'elle n'avoit plus rien à lui demander ; en conséquence il s'est adressé au Roi pour avoir la permission de partir, & le Roi lui a répondu : “ Je vous ai dit “ de demeurer ici jusqu'à la fin de la “ commission.” Il y a là de part ou d'autre astuce ou tyrannie.

L E T T R E LVIII.

Du 23 Décembre 1786.

MADEMOISELLE HENCKE ou Madame Rietz, comme on voudra la nommer, a demandé au Roi de vouloir bien enfin fixer son sort, et de lui donner une terre où elle pût se retirer. Le Roi lui a offert une maison de campagne à quelques lieues de Potsdam : refus décidé de la belle ; et le Roi à son tour ne veut pas entendre parler de la terre. Il est difficile de dire quel incident produira ce conflit de cupidité et d'avarice. En attendant la pastorale continue dans toute sa force, on a donné plusieurs fois *Inès de Castro* au théâtre allemand (d'après la pièce angloise, et non d'après la nôtre). Au quatrième acte le Prince répète avec ardeur tous les sermens de fidélité
à la

à la dame d'honneur. C'est à chaque représentation le moment qu'a choisi la Reine pour quitter le spectacle. Est-ce l'effet du hazard ? Est-ce intention marquée ? C'est ce qu'on ne peut déterminer d'après le caractère turbulent & versatile, mais non pas très-foible de cette Princesse.

Lorsque son beau-frère, le Duc de Weimar, est arrivé, le Roi lui a fait l'accueil le plus gracieux, et peu-à-peu il se refroidit jusqu'à la glace. On conjecture qu'il a mis de la tiédeur ou de la maladresse dans sa négociation avec la Reine au sujet du mariage, lequel, au reste, n'est rien moins que décidé. On achete à Potsdam deux maisons de particuliers; on les meuble avec toute sorte de magnificence. A quoi bon, si l'on doit épouser ? Ne peut-on pas loger sa femme dans son château ? Notez, à propos de ces arrangemens, que le Roi envoie en France un Sieur Paris, son valet-de-chambre, pour y payer ses dettes, et y faire les emplettes nécessaires à ces maisons nouvellement acquises & consacrées à l'amour.

Au reste, la famille de Mademoiselle de Vofs, qui la pressoit il y a quatre mois de partir, et d'aller épouser, en Silésie, un gentilhomme qui la demandoit, est aujourd'hui la première à dire que l'hymen royal projeté seroit ridicule, & même absurde. En effet, les suites peuvent en être fort dangereuses ; car si le dégoût succédoit à la jouissance (ce qui s'est vu quelquefois), Mademoiselle de Vofs partiroit avec une pension ; au lieu que dans sa qualité de favorite, elle peut faire rapidement sa fortune, celle de sa famille, et du bien à ses créatures.

Quoi qu'il en soit, c'est à projeter des bergeries pour le séjour de Potsdam que se passe le temps, & l'on pourroit adresser, sinon comme la Hire à Charles VII, ces mots : *Je dis, Sire, qu'il est impossible de perdre un royaume plus gaiement ; du moins ceux-ci : il est impossible de le risquer plus tendrement.* Mais quelque tranquillité qu'on affecte, il est des démarches & des projets qui, sans alarmer, car le Roi certainement est valeureux, occupent.

pent. Le voyage de l'Empereur à Cher-
 fon, la déclaration très-brusque & très-
 formelle de la Russie à la ville de Dant-
 zig, le camp de quatre-vingt mille hommes
 projeté en Bohême pour amuser le Roi
 de Naples, font au moins des objets de
 distraction, si ce n'est d'observation : on
 doute d'ailleurs que l'Impératrice aille en
 Crimée, Potemkin ne voulant pas la
 rendre témoin de l'incroyable misère du
 peuple & de l'armée, dans ce jardin nou-
 vellement acquis.

Le découragement du ministère de
 Berlin va toujours en croissant. Depuis
 deux mois le Roi n'a pas travaillé avec
 un seul ministre. Cela augmente leur
 torpeur & leur pusillanimité. La déca-
 dence de M. de Hertzberg s'achemine,
 & celle de M. de Werder commence.
 Le Roi s'étourdit sur tout cela ; jamais
 on ne porta plus loin la manie de regner
 par soi-même sans rien faire. On parle
 de substituer une taxe sur les maisons, à
 la capitation ; je commence à croire que
 ni l'un ni l'autre de ces impôts n'aura

lieu. On veut se rétracter avec honneur, s'il est possible, & les avis des présidens de province en fourniront le prétexte. Il est d'autant plus extraordinaire que l'on se soit acharné à cette capitation, que sous le Roi Frédéric-Guillaume I^{er} on en fit l'essai, & qu'il fallut y renoncer dès la seconde année.

L'armée Prussienne fait une nouvelle acquisition, dans le genre de celles dont on l'enrichit depuis quatre mois : c'est le Prince Eugene de Wirtemberg. Il a commencé par un libertinage excessif ; il s'est distingué ensuite dans le métier de *caporal schlag*, & en portant la sévérité de la discipline jusqu'à la férocité. Tout cela ne lui faisoit pas une grande réputation : il fut à Paris, & se précipita dans le baquet de Mesmer, professa ensuite le somnambulisme, & continua par une pratique suivie des accouchemens. Ces différentes mascarades accompagnoient & couvroient le véritable objet de son ambition & de sa ferveur, qui est d'accréditer la secte des illuminés, dont il est un
des

des chefs les plus enthousiastes. On vient de lui donner un régiment qui le rapproche de Berlin. Sa fortune ne lui permet pas d'y vivre tout-à-fait ; mais sa position lui permettra d'y faire des courses, & il sera utile aux pères de la nouvelle église. Ardent, singulier, actif, il parle comme une pythonisse ; il entraîne par une élocution forte & extatique ; des yeux quelquefois hagards, toujours enflammés, une physionomie profondément émue ; c'est en un mot un de ces hommes que les hypocrites & les jongleurs mettent en avant avec succès.

23, à midi.

Je viens d'avoir une conversation très à fond & presque sentimentale avec le Prince Henri.

.
.

Il en est au découragement le plus complet, soit pour lui, soit pour son pays. Il m'a confirmé tout ce que je vous ai mandé, tout ce que je vous mande. Tor-

peur dans les opérations ; tristesse à la cour ; stupéfaction des ministres ; mécontentement universel. On projette peu ; l'on exécute moins encore. Quand on dit que les affaires languissent, on donne gravement pour raison que le Roi est amoureux, & que la vigueur de l'administration tient à la foiblesse de Mademoiselle de Voss ; qu'il est bien ridicule de suspendre ainsi les affaires de tout un royaume, &c. &c.

Le directoire général, qui devrait être un conseil d'Etat, n'est qu'un bureau d'expéditionnaires pour le courant. Si les ministres font une proposition, on ne leur répond pas ; s'ils représentent, on leur donne des dégoûts. Ce qu'ils devraient faire est si loin de ce qu'ils font, que l'avilissement de leur dignité occasionne des réflexions désagréables. Jamais on ne produit plus vite une opinion publique que Frédéric-Guillaume, dans un pays où il paroïssoit n'en pas exister le germe. Le Prince Henri ne voit nul remède aux vices de l'intérieur ;
mais

mais il n'est pas inquiet pour le dehors, parce que le Roi est aujourd'hui tout-à-fait décidé pour la France, & plus encore sans confiance pour les fauteurs du parti Anglois. Prenez bien garde que ceci est la version du Prince, à laquelle au reste je ne suis pas éloigné de croire, si nous ne gâtons pas nos propres chances.

Au reste, ce que les papiers publics annoncent des voyages du Prince Henri est sans fondement. Quelques velléités pour Spa & la France; nul projet arrêté. Une espérance vague qui ne peut mourir, malgré les coups qu'on lui porte, le retiendra à Rheinsberg; les années se succéderont; le moment du repos viendra; l'habitude l'enchaînera dans son glacial château, qu'il vient d'augmenter & de rendre plus commode. Joignez à ces différentes causes un caractère nul, une volonté instable comme les nuages, des incommodités fréquentes, & une chaleur d'imagination qui l'épuise. Ce qu'on desire sans succès tourmente plus que ce qu'on exécute avec peine.

On

On va nommer un second ministre en Silésie. Un seul est une espèce de Vice-Roi ; il est dangereux, dit-on, de voir par les yeux d'un seul. *Divide & impera.* C'est encore à cela qu'ils en font en politique.

Le Prince Frédéric de Brunswick intrigue prodigieusement contre le Prince Henri & le Duc son frère ; on ne fait ce qu'il veut, mais il veut, & cela lui donne une certaine importance envers cette tourbe si nombreuse qui ne conçoit pas qu'un prince méprisable l'est plus qu'un autre homme. Il ne peut être, ni durablement utile, ni le moins du monde, soit agréable, soit estimable ; mais dans telle circonstance donnée il pourroit être un espion nécessaire.

LETTRE LIX.

Berlin, 26 Décembre 1786.

ON parle d'une grande promotion dans laquelle seront compris le Prince Henri & le Duc de Brunswick, comme feld-maréchaux ; mais le premier dit qu'il ne veut pas être feld-maréchal. Il s'est toujours opposé à ce que le Duc le fût sous Frédéric II, qui ne vouloit pas conférer ce grade aux princes de son sang. Cette alternative de hauteur & de vanité, aidée même de sa ridicule comédie, ne le menera pas loin. Il compte partir au mois de Septembre pour les eaux de Spa ; visiter ensuite nos provinces méridionales, & de-là se rendre à Paris où il passera l'hiver. Tels sont ses projets actuels, & c'est une assez grande probabilité qu'il ne fera rien de tout cela.

Le

Le Roi a déclaré qu'il ne placeroit personne qui eut déjà des fonctions chez les princes. C'est là probablement ce qui a fait sortir le Comte Nostitz de chez le Prince Henri. Ce Comte est une espèce fort étrange.

D'abord envoyé en Suède où il se fit le chef de quelques ministres du second ordre ; mécontent des loix sévères de l'étiquette, il vécut maussadement dans une place qu'il exerça sans talens. A son retour il se fit nommer l'un des gentilshommes pour accompagner le Prince Royal en Russie, & oublia de demander son agrément. On le regarda comme un surveillant incommode ; on le produisit avec économie ; de-là humeur, plaintes, murmures. Le feu Roi l'envoya en Espagne où il acheva de dissiper son bien. Les négocians d'Embden & de Koenigsberg demandent que les Espagnols diminuent les droits sur je ne fais quelles marchandises. Le Comte Nostitz sollicite, négocie & bientôt écrit *que le nouveau tarif est tout à l'avantage des sujets Prussiens.*

fiens. Le Roi fait remercier la cour d'Espagne. Heureusement le Comte Finck qui n'avoit pas reçu le tarif, suspend les remerciemens. Le tarif arrive. Les négocians Prussiens étoient plus chargés qu'auparavant. Fureur du Roi, rappel fubit de Nostitz ; il arrive à Berlin sans son bien qu'il avoit dissipé, sans sa considération qu'il avoit perdue, sans espoir pour l'avenir. Le Prince Henri le recueille dans son palais, asyle ouvert à tous les mécontents ; il y reste dix-huit mois, & s'y montre ce qu'il avoit été par-tout ailleurs : esprit de travers, immoral, plein de disgraces, ne sachant point écrire, ne voulant point lire ; vain comme un sot, colère comme un dindon, étranger à toute espèce de place, parce qu'il n'a ni principes, ni séduction, ni lumières. Tel que le voilà, cet insipide mortel, véritable héros de la Dunciade, sera nommé dans quelques jours ministre pour l'électorat de Hanovre. On dit, pour excuser ce choix bisarre, qu'il n'y a rien à faire dans

ce

ce poste ; mais pourquoi envoyer un homme là où il n'y a rien à faire ?

Madame Rietz, celle des maîtresses qui a résisté le mieux à l'inconstance des hommes & aux intrigues de la garde-robe, a demandé modestement au Roi le margraviat de Schwedt pour retraite, & quatre gentilshommes pour faire voyager son fils, comme un fils de Souverain. Cette hardiesse n'a pas déplu au Roi qui avoit été blessé de la demande d'une terre. Il a trouvé sans doute qu'on le respectoit beaucoup, puisqu'on lui faisoit des propositions si honorables.

Ses anciens amis ne peuvent plus obtenir une minute d'audience ; les portes sont d'airain pour eux. Mais un comédien appelé Marlon, maintenant aubergiste à Verviers, est venu solliciter sa protection. Il a choisi le moment où le Roi montoit en voiture. Sa Majesté lui a dit : *plus tard, plus tard*. Il attend, le Roi revient, le fait monter dans ses appartemens, cause avec lui un quart d'heure, prend sa requête & lui promet ce qu'il demande.

mande. . . . Non jamais, jamais le goût des petites gens ne s'émouffera, & les valets feront tout. Aussi donne-t-on publiquement à Welner le sobriquet de *Vice-Roi*, ou de *petit Roi*.

Le véritable a écrit au Général de la Gendarmerie (de Pritwitz) que plusieurs de ses officiers jouoient les jeux de hazard; que ces jeux étoient défendus; qu'il renouvelloit les défenses, sous peine, la première fois d'aller à la forteresse; la seconde d'être cassés. L'avis & la menace étoient pour le Général lui-même, qui a perdu beaucoup d'argent avec le Duc de Mecklenbourg.

On assure que le Duc de Brunswick sera ici du 8 au 15 Janvier. Mais Archimede lui-même demandoit un point d'appui, & je n'en vois à Berlin d'aucune espèce. On y a des velléités & pas une volonté, & les velléités même y sont incohérentes, contradictoires, précipitées. On n'y fait pas, on n'y saura pas délier un chaînon après l'autre, ni sur-tout mettre la coignée au pied de l'arbre parasite & vorace; car c'est l'agriculture qu'il faut
encou-

encourager, sur-tout dès que l'on renonce à pressurer le commerce, dont l'oppression a jusqu'ici fait venir de l'or, graces à la situation des Etats Prussiens; & comment encourager l'agriculture dans un pays où la moitié des payfans est attachée à la glebe, comme en Poméranie, en Prusse & ailleurs?

Une grande opération seroit de diviser les domaines royaux en petites fermes, comme ont fait en Angleterre depuis si long-temps les seigneurs terriers. Ce sont là de ces choses qui importent beaucoup plus que tous les réglemens de commerce; mais il y a tant d'intéressés au contraire & une si forte habitude de servage, qu'il faudroit des têtes, une énergie & une suite dont je ne vois pas même le germe ici, pour essayer de ce régime. Il y faudroit aussi plus de lumières qu'il n'y en aura de long-temps, pour croire qu'il n'y a point de ville, point de province qui ne consentît de grand cœur à payer au Roi beaucoup plus que ce qu'il en retire de revenu net, s'il vouloit la laisser se cotiser pour cet effet, en surveillant pourtant toujours la manière dont se feroit cette cotisation, pour
que

que les magistrats & la noblesse n'opprimaient pas le peuple, & qu'alors tous les sujets gageroient les trois quarts des frais de perception, & l'affranchissement de toutes les gênes indignes que la législation fiscale d'à-présent leur impose. Encore faut-il bien penser que ce n'est pas ici comme chez nous, où le fond, la masse de la richesse nationale est si grande, graces à l'excellence du sol & du climat, à la correspondance des parties, &c. &c. qu'on peut faucher d'aussi près que l'on veut, pourvu que l'on ne fasse pas des fourneaux pour brûler la terre, qu'il ne faut que diminuer les frais de perception ; qu'aucun autre allégement n'est nécessaire ; que même on peut prodigieusement imposer encore, pourvu que l'on impose bien. . . . Ici, & sauf deux ou trois provinces au plus, la base est si étroite, le sol si infécond, si noyé, si avarié, que c'est à l'autorité tutélaire à faire la plus grande partie de tout ce qui peut réconcilier la nature avec cet enfant disgracié ; il n'y a pas jusqu'à

la division des domaines, cette opération si féconde en ressources de tout genre, qui exigeroit les plus fortes avances ; car les ateliers de l'agriculture sont peut-être ceux de tous à qui les bras fussent le moins : indépendamment de ce grand point de vue, LA FORCE MILITAIRE, qu'il faut considérer ici où l'on n'a pas des Pyrénées, des Alpes, des fleuves, des mers pour remparts, & où avec six millions de sujets on veut et l'on doit à un certain point avoir deux cens mille hommes armés. Or il n'y a plus à la guerre que le courage, de l'obéissance, & l'obéissance est une idée innée chez le payfan serf ; de sorte que la plus grande force de cette armée est peut-être que le lien féodal concourt avec le lien militaire. Indépendamment de cette considération vaste que je développerai ailleurs, ce n'est donc pas le tout que de faire comme tel ou tel seigneur Russe & Polonois, & de dire *je vous affranchis* ; car les serfs diroient ici comme là : *grand merci de votre affranchissement, nous n'en voulons pas*, ou même de leur dis-

1

tribuer

tribuer des terres gratuitement, car ils diroient : *que voulez-vous que nous en fassions ?* On ne peut établir des propriétaires & des propriétés que par des avances, & des avances coûtent ; & puisqu'il y a si peu de gouvernement qui sache semer pour recueillir, celui-ci ne commencera pas. Il ne paroît pas probable que l'aurore de la saine économie politique luise ici.

Il est à peu près public maintenant que M. le Comte d'Est * * part au mois d'Avril pour la France. Je laisse à votre délicatesse & à votre justice à prononcer si je puis rester ici le surveillant d'un chargé d'affaires. On pourroit m'en donner en son absence les fonctions, que je n'accepterois assurément pas sous un ministre par intérim, & cela n'exigeroit même que la simple précaution d'accréditer secrètement ; mais comme on ne le fera pas, vous sentez que c'est une nouvelle & très-forte raison pour partir vers ce temps-là. Ils se connoissent mal en hommes, ceux qui voudroient ne faire de moi qu'un nouvelliste, & surtout ceux qui

espéreroient m'y faire consentir tacitement ou non.

P. S. Le Comte de Masanne, fervent illuminé, est grand-maître de la maison de la Reine. Welner a soupé avant hier avec elle, à la place d'honneur, c'est-à-dire vis-à-vis d'elle. S'il se livre aux désirs de cette indécente vanité, il fera bientôt perdu.

LET-

LETTRE LX.

Du 30 Décembre 1786.

LA journée d'hier est mémorable pour un observateur. Le Comte de Brühl, étranger catholique, prenant son rang dans l'armée Prussienne, a été installé dans sa place de gouverneur, & la capitation a été intimée. Cette capitation si hautement repouée, maintenue avec tant d'opiniâtreté, démontrée vicieuse dans le principe, impossible dans l'exécution, stérile dans le produit, annonce tout à la fois la honteuse nullité du directoire général qui s'y est opposé hautement, & le souverain crédit d'un subalterne qui a résisté à ses chefs. Comment supposer que le Roi a été trompé sur l'opinion publique, dans une opération si universellement blâmée?— Comment l'excuser, puisque ses mini-

stres même l'ont averti qu'il alloit éloigner, peut-être pour jamais, dès les premiers mois de son avènement, le titre de *Bien-Aimé*, qu'il a tant désiré? Voilà tout au moins la douteuse aurore d'un regne nébuleux!

La Reine n'est pas contente de ce choix de M. de Brühl. Elle ne l'est pas davantage de l'économie de sa maison; aussi recommence-t-elle à refaire des dettes. Elle n'a, pour toutes ses dépenses quelconques, que cinquante-un mille écus. Il est difficile qu'avec une somme aussi modique elle concilie ses besoins réels, ses goûts généreux & ses nombreux caprices. Ses yeux fermés sur les amours du Roi, sont ouverts sur le désordre de son intérieur. Avant hier il n'y avoit point de bois pour les cheminées de ses appartemens. L'intendant de sa maison pria celui de la maison du Roi de venir à son secours. Le dernier s'excusa sur la petite quantité qui lui en restoit. D'où vient cet indécent désordre? De ce que l'état de consommation arrêté par le feu Roi, suppose

pose la Reine & ses enfans à Potsdam. Depuis sa mort personne n'a pensé au supplément nécessaire. Ces anecdotes si futiles en elles-mêmes, prouvent assez bien à quel point est porté la nonchalance & le défaut de combinaison.

On attendoit le Comte de Brühl, pour monter la maison des Princes. Comme il est criblé de dettes, & ruiné en sa qualité de noble Saxon, il a fallu que le Roi fît payer une somme de vingt mille écus à Dresde, pour satisfaire à ses dettes criardes. On est fort partagé sur son compte. La seule chose dont on convienne unanimement, c'est qu'il est du troupeau des élus (visionnaires), & qu'il joue très-bien du violon. Ceux qui l'ont connu il y a quinze ans s'extasiaient sur son amabilité. Ceux qui le connoissent de plus fraîche date se taisent. Ceux qui ne le connoissent point du tout, disent que c'est le plus aimable des hommes. Son élève sourit quand on le vante. . . . Au reste, c'est, assure-t-on, le Grand Duc de Russie

qui l'a donné, & qui compte le prendre aussi-tôt qu'il pourra.

Le Prince Royal vaudra bientôt la peine d'être observé. Ce n'est pas seulement parce que son grand oncle a tiré son horoscope dans ces termes : *il me recommencera* ; car il ne vouloit peut-être que signaler son mépris pour le Roi actuel. C'est par tout ce qu'on annonce en lui du caractère beau, mais disgracieux ; gauche, mais doué de physionomie ; impoli, mais vrai ; il demande le pourquoi de tout ; il ne se rend jamais qu'à un pourquoi raisonnable ; il est dur & tenace jusqu'à la férocité ; & cependant il n'est pas incapable d'affection & de sensibilité. Il fait déjà estimer & mépriser. Son dédain pour son père tient de la haine, & il le dissimule assez peu. Sa vénération pour le feu Roi tient de l'idolâtrie, & il l'affiche : peut-être ce jeune homme a-t-il de grandes destinées ; & quand il seroit le pivot de quelque révolution mémorable, les hommes qui voient de loin n'en seroient pas surpris,

Launay

Launay part enfin, & je crois, graces uniquement à la peur qu'ont les ministres, ou plutôt Welner, que le Roi, dans un moment d'ennui ou d'embarras, ne le reprenne. On ne lui a donné son congé qu'à condition qu'il abandonneroit vingt-cinq mille écus d'arrérages qui lui sont dûs sur son traitement. C'est une escroquerie honteuse. On exige son serment qu'il n'emporte aucuns papiers relatifs à l'Etat. C'est là de la pitoyable foiblesse ; car que vaut un tel serment ? Il peut vous donner des notes utiles ou plutôt curieuses ; cet homme est d'ailleurs rien, moins que rien ; il ne se doute pas des élémens de son métier ; il a l'élocution embrouillée, les idées confuses ; en un mot il ne pouvoit jouer un rôle que dans un pays où il n'avoit ni juges, ni rivaux. Ce n'est pas, au reste, un homme méchant, comme on le dit ; c'est un homme très-foible & très-vain, voilà tout. Il a fait le métier de bourreau, sans doute ; quel financier ne le fait pas ? Mais où est la justice de
deman-

demander compte des tortures que le bourreau a exercées en vertu des arrêts dont il étoit l'exécuteur ?

Il vous prédira des *déficit* dans les revenus, & il n'aura pas tort; mais ce qu'il ne vous dira pas peut-être, & ce que je crois très-vrai, c'est que les principes d'économie, conservateurs de ce pays, sont déjà sensiblement altérés. Le service est plus cher, les maisons des princes plus nombreuses, l'écurie mieux montée, les pensions plus multipliées, les arrangemens plus coûteux, les appointemens des ministres étrangers à peu près doublés, les mœurs plus élégantes, &c. La plupart de ces dépenses étoient nécessaires. Le mal est qu'on ne songe pas à augmenter en proportion le revenu, par les moyens lents, mais vraiment productifs, & qu'on paroît ne pas tabler sur les *déficit*, ce qui fera en dernière analyse un mécompte immense; de sorte que sans guerre, un long regne qui suivroit le régime actuel, pourroit venir à bout du trésor. Ce n'est point une prodigalité fastueuse qui exciteroit

roit des murmures, en contraste avec l'avarice personnelle du Roi, que l'on doit craindre ; c'est un écoulement insensible, mais continuel. Jusqu'ici le mal est peu considérable, & ne frappe personne sans doute ; mais je commence à avoir l'ensemble du pays dans la tête, & je vois cela plus distinctement que je ne le puis dire.

Le feu Roi étoit dans l'usage de donner tous les ans, le 24 Décembre, des présens à ses frères & sœurs ; cela formoit en masse une somme d'à peu près vingt mille écus ; le Roi neveu les a supprimés. Une habitude de quarante ans avoit accoutumé les oncles à considérer ces dons gratuits comme une rente ; ils ne s'attendoient pas à donner les premiers l'exemple de l'économie, ou plutôt à en servir. Au reste, fidèle à sa manière de faire des présens, le Roi a gratifié du cordon jaune le Duc de Courlande. Il est difficile de profiter plus indignement son ordre.

A cette lésinerie du métal, à cette prostitution de la monnoie morale, on peut opposer

opposer des exemples d'une facilité assez prodigue. La maison du Juif Ephraïm avoit fait payer à Constantinople deux cens mille écus pour le compte du Roi, pendant la guerre de sept ans. Cet argent étoit destiné à corrompre quelques Turcs, & le but fut manqué. Frédéric II a toujours remis le paiement de cette somme. Son successeur l'a fait rembourser hier aux héritiers Ephraïm.

Un Sellier, créancier de trente ans du feu Roi, qui n'a jamais voulu payer ses dettes de Prince Royal, demande au Roi actuel une somme de trois mille écus. Il met au bas de la requête : *payez à l'instant à six pour cent.*

Le Duc de Holsteinbeck va enfin à Kœnigsberg commander un bataillon de grenadiers. J'ai peint ailleurs ce Prince insignifiant, qui fera jeune homme à soixante ans, & ne fera jamais ni mal aux ennemis de l'Etat, ni bien à ses amis particuliers.

LET-

LETTRE LXI.

Du 2 Janvier 1787.

LE Roi vient de donner son ordre à quatre de ses sujets. L'un est le garde de son trésor (M. de Blumenthal), ministre fidèle, mais obtus; l'autre est son grand écuyer (M. de Schwerin), plat bouffon sous le feu Roi, homme nul toute sa vie, brouillon, inepte, auquel on a commencé, sous le nouveau regne, par ôter le soin des écuries; le troisième est son gouverneur âgé de quatre-vingt ans, éloigné depuis dix-huit; sans talens, sans services, sans dignité, sans estime pour son élève; & c'est peut-être la première marque d'un sens droit qu'il ait donné; le dernier qui n'est pas encore déclaré, est le Comte de Brühl, récompensé ainsi par des décorations à la suite
de

de dons plus effectifs, avant d'être entré en exercice. Quelle prostitution d'honneurs ! quelle prostitution, dis-je, car la prodigalité seule est une prostitution !

Parmi les autres graces, on distingue un prêtre visionnaire, prêchant, effronté, couché sur l'état des gratifications pour deux mille écus ; le Baron de Boden, renvoyé de Cassel, espion de police à Paris, connu à Berlin pour voleur, filou, faussaire, capable de tout, excepté de ce qui est honnête, & dont le Roi lui-même a dit : *c'est un coquin*, décoré de la clef de chambellan ; des pensions sans nombre à des êtres obscurs ou infames ; les académiciens Welner & Moulinès, nommés directeurs des finances de l'académie. Toutes ces faveurs annoncent un prince sans tact, sans délicatesse, sans estime de lui-même ni de ses dons, sans soin de sa gloire, sans égard pour l'opinion, aussi propre à décourager ceux qui font quelque chose, qu'à enhardir ceux qui ne font rien, ou pis que rien.

Le

Le mépris public est le digne salaire de toutes ces œuvres. Il point tous les jours davantage. On n'en est déjà plus à cette espèce de stupeur qui le précède. On étoit d'abord étonné de voir le Roi fidèle à la comédie, fidèle au concert, fidèle à son ancienne maîtresse, fidèle à la nouvelle, trouvant des heures pour voir des estampes, des meubles, des boutique de marchands, pour jouer du violoncelle, pour s'instruire des tracasseries des dames du palais, & cherchant des minutes pour écouter les ministres qui agitent sous ses yeux les intérêts de l'état. Maintenant on s'étonne si quelque sottise d'un genre neuf, ou quelque péché d'habitude n'a pas consumé une de ses journées.

Aujourd'hui ont paru les nouveaux uniformes inventés par le Roi. Cet enfantillage militaire, préparé pour le jour où les hommes ont le ridicule usage de se donner en spectacle, confirme l'opinion que le Souverain qui y attache tant d'importance, a ce genre d'esprit qui fait croire
que

que les parades font quelque chose. Le cœur vaut-il mieux que l'esprit ? on commence à en douter.

Le Comte Alexandre de Wartenleben, ancien favori du Roi actuel, mis pour lui à Spandaw, appelé du fond de la Prusse à Berlin, pour commander les gardes, vient d'être placé à la tête d'un régiment à Brandebourg, & perd à cet arrangement cent louis de pension que lui faisoit le Roi étant Prince Royal. Cet officier franc & véridique est étranger à la secte en faveur : & après avoir languï dans une espèce d'oubli, finit ainsi par un traitement qui n'est ni disgrâce, ni récompense. On prend assez généralement cela pour une preuve déplorable, que le Roi ne fait du moins ni aimer ni haïr.

On a persuadé à Mademoiselle de Voss qu'il étoit plus généreux de défendre une sottise à son amant, que d'en profiter. C'est ainsi qu'on nommoit publiquement ce mariage qui fût devenu le sujet d'un reproche éternel, lorsque l'ivresse de la passion

passion auroit été amortie. La belle deviendra donc riche, comtesse, souveraine peut-être des volontés de son amant, mais non pas son épouse : son influence au reste peut amener de grands changemens, & dans un autre pays, rendroit le Comte de Schulembourg (gendre du Comte Finck) ministre principal. Il se conduit très-habilement pour s'attacher Struensée qui lui apprend son métier avec une si grande clarté, que le Comte croit le favoriser. Il a d'ailleurs l'esprit exercé, de l'aptitude au travail, de l'ardeur, de la suite & de l'énergie : aidé de son faiseur, il ne trouvera de difficultés à rien, & c'est là ce qu'il faut à ce Roi-ci dont l'ame est foible & lâche, comme il le falloit à l'autre toujours inspiré par le sentiment de sa supériorité : il n'en faut pas tant pour regner sur des topinamboux.

Le mémoire contre la capitation qu'ont signé MM. de Hertzberg, de Heinitz, d'Arnim & de Schulembourg, finit par ces mots : “ cette opération qui alarme
 “ toutes les classes de vos sujets, efface

“ dans leurs cœurs le surnom de *Bien-*
 “ *Aimé*, & glace le courage de ceux que
 “ vous avez appelés dans votre conseil.”
 Struensee a de son côté fait parvenir deux
 pages de chiffres qui démontrent les mé-
 comptes qui se trouveront infailliblement
 dans la perception. MM. de Werder,
 Gaudi, & probablement Welner, s'obsti-
 nent, & le Roi qui n'a ni la force de
 résister au grand nombre, ni celle de re-
 culer, n'ose pas encore prononcer.

Il part le 15 Février pour Potsdam, où
 il se propose de demeurer le reste de
 l'année, excepté le temps des voyages en
 Silésie & en Prusse.

P. S. Le soir. Le Roi a nommé
 aujourd'hui à l'ordre le Duc de Brunswick
 feld-maréchal. C'est assurément le pre-
 mier de ses choix qui lui ait fait honneur,
 & tout le monde a approuvé qu'on eût
 fait une promotion pour ce prince seul.

2 Janvier.

L'envoyé de Hollande m'a jetté dans
 un grand embarras, & un étonnement
 qui

qui n'est pas moindre. Il m'a demandé nettement si j'approuverois que l'on travaillât à me faire accréditer pour traiter avec Madame la Princesse d'Orange à Nimègue. Si me tromper pouvoit le conduire à quelque chose, j'aurois pu croire qu'il vouloit me faire parler. Mais cette phrase a été accompagnée de tant de détails, tous vrais & de bonne foi, de tant de confidences de tout genre, d'une série d'anecdotes si raisonnées & si décisives, que j'ai pu être embarrassé à expliquer cette espèce de lubie, mais non pas douter de la candeur du ministre. Après cette première considération j'ai hésité si je vous en parlerois, dans la crainte que l'on ne m'imputât la présomption d'avoir voulu rivaliser avec M. de R * * * *; mais outre que mon chifre passe sous les yeux de mon sage ami avant de tomber dans les mains du Roi ou de ses ministres, & qu'ainsi je suis sûr qu'il ne laisseroit pas ce qui pourroit me compromettre inutilement, je n'ai pas cru qu'il pût être de mon devoir de

passer sous silence une ouverture d'un genre si singulier. Ce que je dois ajouter me référant d'ailleurs à de plus grands détails après la longue conférence que j'aurai avec lui demain matin, c'est que si la France n'a pas d'arrière pensée, & ne veut qu'affoiblir le Stathouder, de manière à ce que son influence ne puisse plus servir les Anglois, les patriotes ne sont pas à beaucoup près aussi simples dans leurs intentions. J'ai la preuve que de 1784 à la fin de 1785 ils ont été en correspondance secrète avec le Baron de Reede, & qu'ils ont cessé précisément au moment où le Baron leur a écrit : *Faites vos propositions ; j'ai carte blanche de la Princesse ; à ce prix le Roi de Prusse vous répondra du Prince.* Que M. de R * * ne puisse pas réussir ; que ce soit une affaire échouée *tant qu'on négociera au lieu d'arbitrer* (c'est sont ses mots, & ils me paroissent remarquables) ; que l'implacable vengeance du Duc de la V * * * * vienne de ce qu'il a osé être amoureux de la Princesse, & en a été

été éconduit. . . . c'est ce que je laisse à ceux qui peuvent juger de la vérité de ces allégations ; mais je dois répéter mot pour mot cette phrase du Baron de Reede : *M. de Calonne est contre nous, & son ennemi nous tend les bras ; cependant que veut-il, M. de Calonne ? être ministre des affaires étrangères ? Un succès de pacification en Hollande fera mieux pour lui dans ce cas que la continuation des troubles, qui peuvent allumer un grand incendie. Je demande cathégoriquement réponse à la question suivante : si l'on prouve à M. de Calonne que le Stathouder est revenu de bonne foi à la France, ou, ce qui est la même chose, qu'on l'y liera de force, ne sera-t-il plus contre nous ? ou a-t-il quelque intérêt particulier que nous heurtions ? & ne peut-il pas s'en expliquer ? Assurément il a quinze & bis-que sur M. de Bre * * *, que nous avons toujours haï & méprisé. Pourquoi veut-il gâter sa partie ?*

J'ai répondu à tout cela nécessairement un peu dans le vague ; je lui ai dit que M. de Calonne suivoit certainement

dans les affaires étrangères la ligne de M. de Vergennes ; que le premier, bien loin de convoiter la place du second, le soutiendrait de toutes ses forces, si, par impossible, il en avoit besoin ; qu'un contrôleur-général ne pouvoit jamais désirer que la paix & la politique calme & tranquille ; que j'ignorois si M. de Calonne avoit en Hollande des faiseurs particuliers (c'est un fait que m'a assuré positivement le Baron de Reede, & c'est probablement là ce qui lui a fait venir l'idée de me substituer à leur place), mais qu'il me croiroit fol si je lui parlois de telle chose, & qu'ainsi, dans le cas très-invraisemblable où Madame la Princesse d'Orange, sur sa parole à lui Reede, seroit susceptible de prendre en moi quelque confiance, il falloit qu'elle le fît dire par une voie tout-à-fait étrangère à moi, par la Prusse par exemple ; mais qu'il étoit loin de toute probabilité que l'on pût vouloir substituer un homme inconnu dans cette carrière à ce que nous avons de plus réputé. Le Baron de Reede a
per-

persévéré, ajoutant au reste, qu'outre que M. de R * * * * ne pouvoit pas rester long-temps là, dans tous les cas on s'entendrait mieux quand la Princesse parleroit avec confiance ; que la confiance étoit un sentiment qui ne se commandoit pas ; & qu'elle n'auroit jamais pour ce négociateur . . . Enfin, il m'a demandé sous le plus grand secret une conférence que je n'ai pas dû refuser, ce me semble, & toute sa conversation m'a démontré bien deux choses ; la première, qu'ils croient M. de Calonne entièrement tourné contr'eux & le ministre influent dans cette rixe politique ; la seconde, qu'ils le croient trompé. Je me persuade d'autant plus que cet aperçu est vrai, qu'il a fort insisté pour que, lors même que je ne recevrais pas des ordres pour me rendre en Hollande, je passasse par Nîmègue en retournant à Paris, afin qu'aidé des seuls gages de confiance que je recevrai de lui, je pénètre assez dans celle de la Princesse pour pouvoir rapporter à M. de Calonne le véritable état de situation

& des bafes pour une conciliation folide & fincere. Ce n'eft donc pas tant un autre homme que M. de R * * qu'ils veulent, qu'un autre C * * *, ou affidé particulier quelconque de M. de Calonne. Je finirai par deux remarques peut-être importantes. 1^o Mes fentimens & mes principes de liberté font fi connus, qu'on ne peut pas me regarder comme Stathoudérien ; on veut donc de bonne foi s'accommoder à Nimègue ; & le fuccès de cet accommodement ne vaudra-t-il pas mieux à M. de Calonne que les machinations de M. de Bre * * * ? Pourquoi ne voudroit-il pas avoir le mérite de cette pacification fi elle eft néceffaire, & ne l'eft-elle pas à un certain point dans la fituation politique de l'Europe ?

2^o La province de Frife a toujours été anti-ftathoudérienne ; elle commence à fe rapprocher du Prince. Ne feroit-ce pas qu'on a eu la mal-adrefle d'attaquer le Stathoudérat fur une ligne hoftile pour les provinces, où ni la noblefle ni les régences ne veulent ni ne peuvent vouloir

loir le bouleversement absolu de la constitution ? & ne se laisseroit-on pas entraîner trop loin par la province de Hollande ?

Ces deux considérations, que je pourrois appuyer d'un grand nombre de détails confirmatifs, valent peut-être la peine d'être pesées. Je vous enverrai, le courrier prochain, le résultat de notre conférence ; mais si l'on a des ordres ou des avis ou des directions à me donner à cet égard, il est nécessaire de ne pas me faire languir, car ma position envers de Reede est embarrassante, puisque je n'ose ni rebuter ni accueillir des avances qu'assurément je ne provoquai jamais, & que, par la situation bien constatée du cabinet de Potsdam, il étoit même impossible que je provoquasse, quand même j'en aurois eu la témérité.

N * * m'a déjà écrit plusieurs lettres de Courlande, & m'annonce pour le courrier prochain un chiffre important. Mais le résultat évident est qu'il est trop tard pour sauver la Courlande ; que tout

ce

ce qu'il auroit fallu empêcher & prévenir est fait, ou autant que fait, & que les meilleurs médecins ne peuvent que perdre leur temps en traitant des incurables. Le porteur de la lettre qui a fait partir N * * est un négociant de Liébau, nommé *Immermann*, qui a été chargé de négocier un emprunt d'argent en Hollande & ailleurs, mais qui, à ce que l'on dit, n'a eu aucun succès. On pense dans le pays que le Duc y a mis des obstacles. La diete de Courlande va commencer en Janvier. Il est à remarquer que depuis deux ans il n'y a pas eu de délégué de Courlande à Warsovie.

On croit savoir de bonne part que quatre corps de troupes Russes se mettront en marche, pour se rapprocher seulement de la Crimée, dans le temps où l'Impératrice y fera, & ce n'est pas tant pour faire peur aux Turcs que pour éloigner des environs de Pétersbourg & des provinces septentrionales de la Russie, & sur-tout du Grand-Duc, la plus grande & formidable partie du militaire, afin
de

de ne pas même s'exposer à la possibilité de quelques événemens fâcheux ; car on redoute l'amour sans bornes du peuple Russe pour leur Grand-Duc (mais si on a ces terreurs, pourquoi donc ce voyage si inutile qui coûtera sept à huit millions de roubles ? Si inutile, dis-je, dans vos idées ; car dans les miennes l'Impératrice croit aller à Constantinople, ou elle ne partira pas). Les troupes seront divisées en quatre corps de quarante mille hommes chacun. Les chefs de ces armées seront le feld-maréchal de Potemkim, qui aura le commandement immédiat d'un corps de quarante mille hommes, & la surveillance des autres, qui sous lui seront commandés par les généraux d'Elvut, de Michels-Sohn & de Soltikow. Le Prince Potemkim a sous son commandement particulier & indépendant, soixante mille de troupes irrégulières dans la Crimée. On se dit à l'oreille qu'il a le projet de se faire Roi de ce pays & d'une bonne partie de l'Ukraine.

L E T-

LETTRE LXII.

Du 4 Janvier 1787.

J'AI eu ma conférence avec M. le Baron de Reede ; elle a duré trois heures & demie ; & il ne peut pas me rester le plus léger doute sur ses intentions, après les confidences qu'il m'a faites & les pièces qu'il m'a montrées. Il paroît un bon citoyen, constitutionnel par principes, ami de la liberté par instinct, loyal & vrai par caractère & par habitude, serviteur de Madame la Princesse d'Orange par ses affections personnelles, plus qu'il ne l'est de son mari par état ; qui voudroit finir ses tumultueux & inquiétans débats, parce qu'il verroit dans une pacification le bien de son pays, & celui de la Princesse dont il a la confiance. C'est aussi un ministre passablement adroit, qui s'est abstenu

abstenu de faire des avances, aussi longtemps qu'il a présumé que nos ménagemens politiques pour la cour de Prusse donneroient un grand poids à l'intervention de cette cour, & qu'il parviendroit à la décider à parler ferme. Aujourd'hui qu'il sent bien que la considération du cabinet de Berlin est déchue, & sur-tout que le Roi est désintéressé sur les affaires stathoudériennes, parce qu'il l'est sur tout, il frappe directement à la porte de la conciliation.

Vous pouvez tenir pour probable, 1° que la Princesse qui en dernière analyse se décidera du dénouement, du moins en très-grande partie, veut s'accommoder à un certain point, & se donner à la France, parce qu'elle craint enfin de jouer trop gros jeu pour sa famille; 2° qu'elle croit M. de Calonne le ministre influent sur l'esprit du Roi, & l'ennemi personnel de sa maison; 3° qu'on a réussi à lui donner les plus fortes préventions contre sa bonne foi; 4° qu'elle cherche cependant à s'en rapprocher, & qu'elle désire

désire une correspondance, soit indirecte, soit directe avec lui, & un homme impartial & affidé, qui dans le pays ait sa confiance ; 5° que non-seulement rien n'est moins impossible que de toucher aux réglemens sans les modifications desquels il est impossible de réprimer l'influence stathoulerienne ; mais qu'ils s'y attendent, en reconnoissant intérieurement la justice, politiquement la nécessité ; & que le Baron de Reede, en sa qualité de citoyen & des premiers au premier rang, seroit fort fâché qu'on n'y touchât pas.

La raison du retour sincere de la Princesse d'Orange, qui au reste n'a jamais été entièrement aliénée, c'est qu'elle désespere sérieusement d'être servie efficacement à Berlin.

Celle de son opinion sur l'inimitié de M. de Calonne est uniquement fondée sur son étroite liaison avec le Rhingrave de Salm qu'exagere celui-ci, & les propos inconfidérés de M. de C * * * *, qui véritablement passent l'imagination,
et

et que l'on croit l'affidé particulier de ce ministre.

Ses préventions contre M. de Calonne viennent en très-grande partie des calomnies d'un certain Vandermey qui avoit formé je ne fais quelle entreprise sur Bergue-Saint-Vinox (pendant que ce ministre étoit intendant de la province), où il a échoué de manière à coûter plus de 160000 florins au Stathouder, près duquel il a, pour s'excuser, tout rejeté sur la défaveur de M. de Calonne. Ajoutez que toutes les causes de mécontentement, de méfiance & d'animosité sont mises en fermentation par un M. de P * * *, l'homme de M. de B * * *, lequel de P * * * blâme également M. de Veirac; M. de C * * * *, le Rhingrave de Salm, M. de R * * * *, le Comte de Vergennes . . . & tout ce qu'on a fait, & tout ce qu'on fait, & tout ce qu'on fera; mais sur-tout M. de Calonne qu'il donne pour l'incendiaire des Sept Provinces, qui ne peuvent être sauvées, ainsi que l'Europe

entière, sans la manfuétude de M. de Br **, le doux, le poli, le pacificateur.

Quant au désir de la Princesse de se rapprocher de M. de Calonne, cela m'est évident. Le Baron de Reede est trop circonspect & trop fin pour avoir fait cette démarche auprès de moi sans être autorisé, & voici probablement la généalogie de ses idées qui vous expliquera suffisamment peut-être tout cet épisode. Il a aisément su que j'écrivois en chiffres; il est intime ami de Hertzberg. Pour qui chiffrai-je ? A qui connoît notre terrain & la marche de nos affaires, ce ne peut être que pour M. de Calonne. Dans quels principes ? Le Duc de Brunswick qui a eu force conférences avec lui, ne lui aura pas laissé ignorer que mes vues de ce côté étoient toutes pacificatrices. Alors tout-à-fait déjoué par l'ignorance du Comte d'Est ** qu'il assure être complète à cet égard, ce qui comme de raison redouble encore en ceci sa morgue naturelle, par la lourdeur de F *** qui vient péniblement étudier sa leçon chez lui, & ne

va

va pas toujours la répéter de bonne foi ; bien convaincu que le crédit de M. de Hertzberg est nul, l'affection du Roi refroidie, l'influence de son cabinet médiocre, il aura proposé à la Princesse de tâter cette voie.

Pour ce qui est du consentement, soit exprès, soit tacite, mais sérieusement arrêté de toucher aux réglemens, j'en ai vu la preuve dans les lettres de la Princesse, lues sur le déchiffré brut de la Princesse (car il est bon de savoir qu'elle est très-laborieuse, chiffre, déchiffre elle-même, & fait de sa main des réponses à tous les écrits du parti contraire), dans celles de Larrey *idem*, de Linden *idem*.

Je n'ai pas cru pouvoir négliger de pareilles ouvertures. Après avoir épuisé tout ce que j'ai su & trouvé de plus rassurant sur M. de Calonne, ses vues, ses projets, ses liaisons. . . (& je ne crois pas, je l'avoue, que mon dévouement m'ait laissé en ce moment sans adresse) ; après avoir traité, comme je devois, la perfide duplicité de M. de B * * * & de

ses agens ; après avoir dit ce que je pense sur la sagesse de M. de Vergennes, la délicate probité du Roi, la politique non douteuse de notre cabinet, qui est certainement de subordonner le Stathouder au bien public & à l'indépendance des Provinces-Unies, mais qui ne peut pas être de l'expulser, je suis convenu que j'écrirois après demain, pour demander cathégoriquement si M. de Calonne veut établir une correspondance soit directe, soit indirecte avec la Princesse, & s'il consent qu'on lui propose des bases d'accommodement sur lesquelles on recevrait sa parole personnelle de travailler de bonne foi, quand elles seront arrêtées, à une pacification honorable pour le Stathouder, convenable pour le Souverain.

De son côté le Baron de Reede qui est sensé, & qui a voulu paroître faire tout cela de son chef, écrit à la Princesse pour l'aviser qu'il a provoqué cette démarche, & lui demander son autorisation prompte & formelle. Nous devons nous rencontrer demain à cheval au parc, pour nous
mon-

montrer réciproquement nos minutes, bien entendu qu'affurément nous ne nous montrerons l'un à l'autre que les minutes offensibles que nous aurons préparées, & tout cela partira Samedi, parce que, dit-il, comme il ne lui faut que douze à treize jours pour avoir une réponse, il l'aura assez avant la vôtre pour que nous puissions combiner le plan à proposer, du moins pour établir la confiance.

Voilà en précis l'analyse fidelle de notre conversation. Je n'ai qu'écouté quant aux propositions ; je n'ai qu'apologisé quant aux réflexions. Si l'on étoit tenté de trouver que je me suis trop avancé en acceptant d'écrire, je prie que l'on pese l'occurrence, & que l'on me dise comment il seroit possible, à six cens lieues de distance, d'avoir jamais un succès, si l'on ne prenoit rien sur soi. Eh, après tout, qu'ai-je appris à M. de Reede ? Qui, dans les affaires diplomatiques peut douter ici que je chiffre ? & que chiffre-t-on ? Est-ce de la philosophie, de la littérature ou de la politique ? Je n'ai au

reste nullement parlé du genre de mes relations ; & le *je tâcherai de, je trouverai moyen de, je prendrai des moyens de faire savoir à M. de Calonne*, a toujours été ma formule.

Maintenant, donnez-moi bientôt des ordres, soit pour m'abstenir, soit pour pousser ma pointe, & des instructions dans ce dernier cas ; car je ne puis jusqu'ici que deviner, & d'autant plus vaguement qu'ainsi que vous le sentirez aisément, il m'a fallu paroître à M. de Reede plus instruit que je ne suis, & par conséquent moins questionner que je n'aurois voulu. Demandez-vous à vous-même quels avantages j'aurois si je n'étois pas obligé de tout tirer de mon pauvre fond.

Somme tout, quels gages voulez-vous de la bonne foi de la Princesse ? Quel témoignage de beinveillance lui donnez-vous ? Quelle caution vous faut-il de la bonne conduite du Stathouder ? Quel genre de liens lui imposerez-vous ? Ne vous départirez-vous en rien de ce qu'a statué la commission du 27 Février 1766 ? En quoi

la modifierez-vous ? La médiation doit-elle nécessairement & formellement être acceptée ? Ne faut-il pas avant tout que la province de Gueldre & celle d'Utrecht renvoient leurs troupes dans leurs quartiers respectifs ? La province de Hollande retirera-t-elle alors son cordon ? N'aura-t-on dans cette supposition rien à craindre alors de ses corps francs, & comment pourra-t-elle en répondre ? Quelle sera la détermination des fonctions constitutionnelles du Stathouder ? Quels seront ses rapports de subordination & d'influence envers les conseillers députés ? Enfin sur quoi doit porter la réforme des réglemens ? Tout cela & mille autres choses de ce genre m'importent, si je dois faire quelque chose en ceci ; autrement je n'en ai pas besoin ; mais ce qui m'est indispensable, c'est que vous me disiez incessamment & nettement ce que je dois faire & dire, jusqu'où je puis aller, où je dois m'arrêter.

Veillez bien observer que l'on demande sur cette marche le plus grand secret envers M. le Comte d'Est **, &

que les intentions & les procédés du Baron de Reede lui méritent du moins de n'être pas compromis.

Un fait curieux & très-remarquable, c'est que le Duc de Brunswick est le premier qui ait parlé au Baron de Reede d'un mouvement de troupes Prussiennes, en lui demandant quel effet il prévoyoit que feroit sur les affaires de Hollande la marche de quelques régimens de cavalerie, & au besoin d'un camp dans la principauté de Cleves, que l'on appelleroit camp de plaisance ; à quoi le Baron de Reede répondit que cette démarche étoit bien délicate, & ne pouvoit guere laisser le cabinet de Versailles spectateur indifférent. Le Duc vouloit-il être premier ministre, à tout prix, & m'a-t-il indignement trompé, ou ne vouloit-il qu'apprendre du Baron de Reede des raisons locales qui l'aidassent à combattre la proposition de M. de Hertzberg ? Le ministre de Hollande a voulu me persuader la première de ces choses ; j'imagine qu'il la croit, & , à dire vrai, le public feroit écho avec lui, car le Duc a
une

une grande réputation de fausseté. Je dois y opposer le témoignage de M. de Hertzberg lui-même qui convient que cette idée est de lui, & qui a dit amèrement plus d'une fois : *Ab ! si le Duc ne m'avoit pas déserté !* Toujours est-ce un grand avis pour ne se fier à ce prince ambitieux que sous bonne caution. Il faudroit d'ailleurs avoir entendu & la chose & l'accent, pour se faire à cet égard une opinion arrêtée, que l'on ôsât garantir jusqu'à un certain point.

5 Janvier.

J'ai trouvé le Baron de Reede au rendez-vous dans les mêmes dispositions, & s'il se peut, plus ferventes encore & plus zélées ; mais désirant pour toute modification que je n'avertisse pas qu'il écrivoit, afin, dit-il, que si ces avances échouoient encore, il n'en résultât pas du moins une plus grande animosité. Il m'a raconté en exemple de ce genre le succès d'une démarche confidentielle qu'il avoit

Q 4

faite

faite il y a quelques années à M. de Gauffin, chargé d'affaires alors de France à Berlin, & qui l'ayant présentée avec trop d'ardeur, reçut une réponse ministérielle de M. de Vergennes, remplie de graces & d'aménité, qui passant directement au Stathouder par le cabinet de Berlin, n'en fut pas reçue, à beaucoup près, comme on avoit lieu de s'y attendre, ce qui produisit plus d'éloignement que jamais. Il est vrai que le Prince d'Orange n'avoit pas alors autant éprouvé ce qu'on pouvoit contre lui ; mais ce Prince est si emporté, & son esprit tellement tortu, qu'il faut même à la Princesse les plus grandes précautions pour lui insinuer quelque chose. J'ai promis au Baron de Reede ce qu'il a voulu à cet égard, & j'ai cru ne pas moins vous en devoir tout ce détail, bien sûr qu'il n'y a que les gens de peu d'étendue dans l'esprit qui se piquent en politique ; que M. de Calonne ne fauroit de tout cela que ce qu'il en devroit savoir ; que dans tous les cas il sembleroit n'avoir regardé cette ouverture que
comme

comme la simple tentative de deux hommes zélés, qui communiquent une idée à laquelle ils voient la grande probabilité de tous ; et en effet, si le Stathouder a le plus grand intérêt à recouvrer la paix notre alliance avec la Hollande sera-t-elle jamais mieux cimentée que par l'adhésion du Stathouder ? Et quant aux intérêts particuliers de M. de Calonne, qui donc, si nous devons perdre M. de Vergennes, par l'âge ou les circonstances de sa santé, pourra lui disputer une place pour laquelle il aura en avances le traité de commerce de la France avec l'Angleterre, & la pacification de la Hollande ? En voilà bien long pour cette commission que m'envoie le hazard. Passons à ce pays-ci.

6 Janvier.

Le Lieutenant-Colonel de Goltz étoit depuis long-temps en froid & même en rixe avec M. de Bishopswerder. Le Roi les avoit raccommodés une fois. Il sentoît que le premier plus habile, plus ferme, plus

plus entreprenant, avoit de grands avantages pour l'exécution sur l'autre plus courtisan, plus docile aux circonstances. Pour éviter ce scandale de l'intérieur, il a nommé aides-de-camp généraux M. de Hanstein qui a de la représentation, ou plutôt de la hauteur ; & M. de Pritwitz, victime des caprices du feu Roi, & homme médiocre. Ainsi Bisshopswerder après avoir fait ce qu'il a pu pour écarter d'auprès du Roi tout ce qui a plus d'esprit que lui, actuellement qu'il en est venu à bout, & qu'il a le Roi à lui tout seul, ne fait plus qu'en faire.

Le Comte de Brühl n'a trouvé ni arrangemens faits, ni appartemens meublés, ni gens de service auprès du Prince Royal. Il a pris de l'humeur ; visite à Welner ; point reçu ; visite rendue tard & par billet ; mécontentement naissant, échauffé par Bisshopswerder qui soupçonne Welner d'avoir molli pour la nomination des deux aides-de-camp généraux.

Un fait qui paroît très-probable, c'est que ce Welner surnommé par le peuple, *petit Roi*,

Roi, ne fait pas s'occuper de trois choses à la fois ; & comme il a bêtement cru qu'il pouvoit céder aux empressements des spéculateurs, comme il a eu la petitesse de se livrer aux prévenantes bassesses de ceux qui le traitoient il y a six mois comme un laquais, les jours se sont consumés dans ces périlleux passe-temps de vanité ; les affaires se sont accumulées, tout est arriéré, & l'on présume que lorsqu'il aura été balotté par les intrigues des mécontents, l'ingratitude de ceux qu'il aura servis, l'astuce des gens de cour, les pièges des travailleurs sous lui, la tête lui tournera tout-à-fait.

La capitation est enfin décidément retirée ; retirée après avoir été intimée ! retirée sans conviction ! retirée sans remplacement ! quelle confusion ! quel augure ! en récapitulant un peu cette aurore de règne, que de démarches précipitées !

L'envoi d'un ministre à Londres qui n'a pas encore fait remercier !

L'envoi

L'envoi d'un ministre en Hollande qui n'a rien fait que compromettre le Roi, c'étoit assurément le cas ou de faire jusqu'au bout, ou de s'abstenir entièrement.

Commission pour l'examen de la régie qui n'a produit rien qu'injustices & duretés particulières, sans le plus léger profit pour la chose publique.

Commission contre le Général de Wartemberg, nommée avec éclat & suspendue à petit bruit.

Suppression de l'administration du tabac qu'il faut continuer.

Projet de capitation qu'il faut retirer au moment où l'exécution commence.

Convocation des principaux négocians de la Prusse & de la Silésie qui n'a produit que des discussions propres à dévoiler l'ineptie des chefs & les malheurs du peuple.

Tant de faux-pas, tant de reculades ne supposent-ils pas des administrateurs peu réfléchis qui vont à tâtons, & qui ignorent les élémens du métier d'homme d'état ?

Au

Au milieu de cette série d'ineptie, il faut remarquer cependant une bonne opération & un vrai bienfait : la liberté illimitée du commerce des grains & une décharge annuelle pour cette misérable Prusse occidentale, dont je ne fais pas encore la quotité !

La fermentation intérieure du Palais commence à être telle que bientôt elle fera publique. L'agent des volontés, ou pour mieux dire des fantaisies secrètes, est en opposition avec Bischofswerder & Welner, lesquels sont en froid avec Mademoiselle de Voss, laquelle veut qu'on éloigne Madame Rietz, qui veut qu'on fasse de Mademoiselle de Voss une maîtresse riche, mais non pas une femme. Dans cette foule de volontés en contradiction, où chacun, excepté le Roi, est pour sa part, se trouvent celles de M. de Reufs, chambellan du Roi, conseiller de Mademoiselle de Voss ; du Comte d'Arnim, pacificateur, entremetteur, consolateur, temporisateur, prédicateur. Le Roi louvoie comme il peut au milieu de ces révoltes naissantes.

Le

Le jouaillier Botfon s'est plaint de Rietz & a occasionné une querelle qui auroit eu des suites, si le Roi ne se fût souvenu à propos qu'il faut dix ans pour remplacer un affidé qu'on renvoie dans un moment de fureur. L'anniversaire du Comte de la Marche est d'ailleurs une circonstance dont les Rietz ont tiré parti ; le Roi a fait dîner chez lui la mère, & la paix est venue rafféréner les esprits.

Le grand écuyer, qu'on disoit sans crédit, paroît être ressuscité. Outre le cordon jaune, dont il se montra revêtu à la dernière cour, & qui fit éclater de rire tout le monde, même les ministres, il a demandé que son neveu fut fait comte ; & on lui a répondu par un *soit*. C'est un petit mal que de faire un comte, sur-tout quand on en a tant fait ; mais c'est quelque chose que de n'avoir jamais une volonté.

Voulez-vous savoir où en est le nerf du gouvernement & l'invention des faiseurs, pesez l'anecdote que voici. Sur plusieurs représentations faites au Roi, pour régler
 2 enfin

enfin l'état de sa dépense & les appointemens de ses officiers, il a répondu qu'il prétendoit avoir une cour ; mais que, pour régler sa dépense, il vouloit commencer par posséder l'état fixe de ses revenus, d'après ce que devoient lui assurer ses nouveaux financiers. En réfléchissant à plusieurs phrases qui contenoient toutes ce mot *assurer*, les ministres chargés de l'accise & de la dépense journalière ont pris de l'inquiétude. De-là une foule de petits droits, ridicules, odieux & d'un très-petit produit, qui sont éclos en une nuit. Les huitres, les cartes, une augmentation sur les lettres, sur le timbre, sur les vins, huit gros par aune de taffetas, trente-trois pour cent sur les pelisses-fourrures : on a été jusqu'à supprimer les franchises aux Princes de la maison. Tous ces droits sont fort gratuitement odieux, car ils repoussent la chose, mais ne rapportent rien que la démonstration de la lourde impéritie de ceux qui ne savent ni trouver de l'argent, ni contenter le public.

P. S. Je

P. S. Je reçois un grand chiffre de Courlande, dont il m'est impossible de vous rendre compte. Toujours est-il que le chambellan Howen, aujourd'hui burgrave, dispose du pays, & est tout Russe. Au courrier prochain les détails.

LET-

L E T T R E L X I I I .

Du 8 Janvier 1787.

VOICI le résumé des nouvelles de Courlande, les plus authentiques assurément qu'on en puisse avoir. Le Chambellan Howen, homme habile, & la première & la seule tête du pays (car le Chancelier Taubé, qui pourroit le balancer, s'il n'est pas sans esprit est sans caractère); le Chambellan Howen est devenu Oberburgrave par la mort subite du premier ministre Klopman; & ensuite une cascade de remplacemens & de déplacements qui ne vous intéressent pas, & où il vous suffit de savoir que les choix du Duc ont été absolument rejetés & méprisés. C'est le Baron de Mest Machor, ministre Russe, qui a fait tomber ce choix

TOME II.

R

par

par une recommandation formelle & directe sur Howen, autrefois violent ennemi des Russes qui l'avoient fait enlever à Warsovie, où il étoit ministre de la Courlande, pour le reléguer en Sibérie, où il est resté plusieurs années, devenu Russe par la force des choses, & que le cabinet de Petersbourg a mieux aimé gagner ainsi, apparemment parce qu'il préfère de consumer amiablement ses desseins sur la Courlande. Howen est au fond Duc de Courlande, puisqu'il en fait les fonctions, & qu'il y entraîne ou domine toutes les opinions. Woronzow, Soltikow, Belsborotko & Potemkin sont maîtres absolus en Courlande, puisqu'ils le sont en Russie, avec cette différence que ce Potemkin, qui a toute une bibliothèque d'assignations & de billets de banque, qui ne paie personne & corrompt tout le monde, qui subjugué tout par l'énergie de sa volonté & l'étendue de ses vues, plane sur Belsborotko, qui est politiquement son ami, Woronzow qui est habile mais timide, & Soltikow tout entier au Grand-Duc.

Le

Le Duc de Courlande ne retournera probablement pas dans son pays, parce qu'il a tout gâté en Russie, parce qu'il ne peut plus rien changer chez lui à ce qui a été fait en son absence, parce qu'il est chargé de procès & de griefs sans nombre ; parce que la régence, qui s'entend avec les chefs de l'ordre équestre, menés par Howen, regne modérément, conformément aux loix du pays, & fait bénir son administration ; de sorte que le peuple qui alloit se révolter, parce qu'il étoit menacé & déjà souffrant de la famine, ne veut pas un autre ordre de choses. Que le gouvernement soit Russe ou ne le soit pas, c'est ce qui importe très-peu au peuple, pourvu qu'il ne souffre point. Il n'y a aucune possibilité de changer un ordre de choses cimenté à ce degré : une soixantaine de terres considérables ont été données en fiefs ou à ferme, ainsi que toutes les charges aux personnes les plus influentes, tant dans l'intérieur que dans l'extérieur, de sorte que le parti du ministre de Howen ou

des Russes en Courlande est, pour ainsi dire, tout le monde. Il faudroit employer plusieurs millions pour contrebalancer cette prépondérance ; & quand *contrebalancer* seroit *vaincre*, la partie même gagnée ne vaudroit pas de telles avances.

Un des principaux griefs contre le Duc, c'est la détérioration du fief, opérée par l'appauvrissement total des paysans, l'épuisement des terres, la ruine des forêts, l'exportation des revenus ducaux dans les pays étrangers. Mais le grand crime, le crime irrémissible est d'avoir déplu à la Russie. L'Impératrice est tellement outrée contre lui de ses procédés anti-Russes en Courlande, qu'elle a dit ces propres mots : *Le Roi de France ne m'auroit pas fait ce que le Duc de Courlande veut oser....* (probablement donner la Courlande à la Prusse).

Je ne vois pas qu'en l'état nous eussions rien de mieux à faire qu'à attendre ; notre jeune homme aura certainement une place là-bas. Si l'on veut y joindre le

le titre gratuit de consul, la permission de porter notre uniforme & un brevet de capitaine, pour lui donner plus de considération, il ne demande rien autre chose, & nous aurons dans ce pays un vedette intelligent, zélé & incorruptible, qui peut d'une part assez bien nous instruire de ce qu'on peut savoir à ce poste, bon pour les affaires du nord, & de l'autre aider à nos relations de commerce.

Vous sentez qu'en deux jours il y a rarement de grands changemens. Comptons cependant pour une nouvelle importante comme symptôme, la confirmation de la société maritime, pour laquelle Struensee s'est pris d'une manière plai-
fante. “ Messieurs, a-t-il dit aux mar-
“ chands de Kœnigsberg & de la Prusse,
“ rien de plus beau que la liberté du com-
“ merce ; mais il est juste que vous ache-
“ tiez nos magasins de sel.—Oui.—Bon ;
“ voilà un million deux cens mille écus
“ qu'il faut nous bailler, cent vingt mille
“ écus annuels aux actionnaires pour le
“ dix pour cent auquel nous sommes
R 3 obligés ;

“ obligés ; car on ne peut pas, même
 “ pour le bien public, blesser la foi pri-
 “ vée. — Oui. — Bon ; & par la même
 “ raison le cinq pour cent décrété aux
 “ nouveaux actionnaires. — Oui. — A
 “ merveille, Messieurs ; mais où est votre
 “ caution, ou du moins où sont vos
 “ moyens ? — Nous ferons une compa-
 “ gnie. — Ah ! une compagnie ! . . . Oh
 “ bien ! Messieurs, compagnie pour com-
 “ pagnie, pourquoi le Roi ne préféreroit-
 “ il pas celle qui existe ? . . . ” Tous les
 projets d'affranchissement du commerce
 s'en iront de même en fumée ; & ce qui
 est plus fatal encore, s'il est possible, on
 conclura de l'impéritie de l'administration
 actuelle contre l'impossibilité de changer
 l'ancien régime. Voilà ce que font les
 Rois sans volonté ! Il est tel & mourra
 tel. L'autre étoit toute ame cu tout es-
 prit ; celui-ci est tout corps. Les symp-
 tomes de son incapacité vont en s'aggra-
 vant ; c'est à peu près ce qu'on peut
 répéter chaque fois : ajoutez cependant
 un fait grave selon moi, c'est qu'une des
 causes

causes de la torpeur où sont plongées les affaires du dedans, c'est la mésintelligence qui s'est introduite dans le ministère. Quatre ministres sont contre deux, & le septième est neutre. MM. de Gaudi et de Werder, qui balottent le timon des finances, sont contrariés par MM. de Heinitz, d'Arnim, de Schulembourg, de Blumenthal. On accuse le premier de ces quatre de vouloir joindre le département des finances à celui des mines. En attendant, l'expédition des affaires est toujours à Welner, et l'impulsion du crédit à Bishopswerder.

Celui-ci s'est associé de bonne ou mauvaise foi à un plan, pour faire rentrer le Prince Henri du moins dans les affaires militaires. Depuis plusieurs années il n'assistoit plus aux manœuvres. On dit que cette année, non-seulement il y assistera, mais qu'on lui donnera une espèce d'inspection générale. Cette négociation se traite avec beaucoup de secret par le Général Moellendorf et le favori.

On reparle du mariage de Mademoiselle de Vofs. Il est certain du moins que l'on a acheté toutes sortes de bijoux ; que l'on fait toutes sortes d'apprêts ; que l'on sème le bruit d'un voyage. . . . La plupart de ces choses sont tenues fort secrètes ; mais j'en suis parfaitement sûr, parce que je les tiens du côté de la Rietz qui est fort intéressée à empêcher que cette union soit revêtue de certaines formalités, et qui, par conséquent, est aux aguets ; mais j'ignore quelle forme on donnera à cette existence, moitié conjugale, moitié concubinaire. Ce que j'ai vu de mes yeux, hier au soir où j'ai soupé avec le Roi, c'est qu'ils ne se gênent plus pour se parler en public. A propos de ce souper, le Roi me dit hier : “ Qui est un M. de “ Laseau ? — Dufaux peut-être, Sire ? — “ Oui, Dufaux. — Un membre de notre “ académie des inscriptions. — Il m'a en- “ voyé un bien gros livre sur le jeu. — “ Hélas ! Sire, c'est à vous autres maî- “ tres de la terre à détruire le jeu. Nos “ livres n'y feront pas grand'chose. — “ Mais

“ Mais c’est qu’il m’embarrasse ; il me
 “ fait un compliment que je ne mérite
 “ point du tout. — Il en est beaucoup,
 “ Sire, que vous êtes trop sage pour vous
 “ hâter de les mériter. — Il me félicite de
 “ ce que j’ai détruit le lotto : je voudrais
 “ bien que cela fût ; mais cela n’est pas.
 “ — Ah ! Sire, c’est beaucoup que Vo-
 “ tre Majesté le veuille. — A ce propos,
 “ je vous dois sur cela un pardon, car
 “ c’est un des bons conseils de certain
 “ manuscrit. . . . (je me suis prosterné)
 “ Mais il faut bien que vous m’excusiez
 “ encore un peu ; il y a des fonds affi-
 “ gnés sur ce vilain lotto ; l’école militaire,
 “ par exemple. — Sire, heureusement un
 “ déficit momentané de cinquante mille
 “ écus n’est pas bien inquiétant pour le
 “ Roi de l’univers le plus riche en nu-
 “ méraire. — Oui : mais les conventions ?
 “ — Sire, il n’y en a point de violées,
 “ là où l’on rembourse ou dédommage
 “ de gré à gré : eh puis on s’est tant
 “ servi du despotisme pour le mal ! quand
 “ on s’en serviroit une fois pour le bien.

“ — Ah ! ah ! vous vous réconciliez
 “ donc un peu avec le despotisme ? — Il
 “ le faut bien, Sire, dans les pays où une
 “ seule tête a quatre cens mille bras. . . ”

Il a ri un peu niaisement ; on est venu
 l'avertir pour la comédie, & cela a fini
 là. . . Vous voyez que, dans cette petite
 ame, il y a encore quelque desir d'être
 loué.

P. S. Launay est parti cette nuit in-
 cognito. Je crois que vous désoblige-
 riez très-sérieusement le cabinet de Ber-
 lin, si vous ne le détourniez pas d'im-
 primer, comme c'est son intention.

LETTRE LXIV.

13 Janvier 1787.

JE crois savoir enfin ce que tripotoit l'Empereur ici. Il a proposé nettement de laisser prendre à la Prusse le reste de la Pologne, pourvu qu'on lui laissât s'approprier la Bavière. Heureusement le piège étoit trop grossier. On a senti qu'il offroit de donner un pays qu'il n'étoit pas en son pouvoir de donner, & à l'invasion duquel s'opposoit la Russie, pour se saisir sans obstacle d'un pays qu'on ne lui ôteroit pas, une fois qu'il s'en feroit emparé, & l'on a refusé. Probablement votre légation a découvert cela long-temps avant moi, & vous savez par elle les détails; il ne lui aura pas été difficile de vous en instruire; car en politique on fait aisément confidence de
la

la proposition qu'on n'a pas acceptée ; d'ailleurs c'est une avance prodigieuse que d'avoir droit de conférer avec les ministres, pour deviner même ce qu'on ne leur demande pas. Pour moi je n'ai pu que vous dire on machine, on intrigue ; au moment où j'en découvre davantage, je crois devoir vous avertir ; mais sans imaginer rien vous apprendre, je n'ai promis que de tenir au courant de l'intérieur de la cour & du pays, le reste ne me regarde pas ; je n'ai aucun des moyens nécessaires pour m'en occuper à fond.

Dieu veuille qu'il ne vienne jamais dans la tête de l'Empereur d'allécher le Roi de Prusse d'une manière plus adroite, & de lui dire : " laissez-moi prendre la
 " Bavière, je vous laisserai prendre la
 " Saxe qui vous donne le plus beau pays
 " de l'Allemagne, une frontière formidable, & près de deux millions de sujets ;
 " qui en un mot vous étend, vous arrondit, vous consolide ; & nous n'aurons
 " pas même de difficultés graves : il ne
 " nous

“ nous faut, pour les lever toutes, que
 “ faire l'Electeur Roi de Pologne; car
 “ cette maison de Saxe a la fureur de la
 “ royauté; & quand nous le ferions
 “ Roi héréditaire, quel inconvénient y
 “ aura-t-il? Il est bon, ou du moins il
 “ sera bientôt bon d'avoir une forte bar-
 “ rière contre la Russie” S'ils avoi-
 ent cette idée, elle seroit bientôt exé-
 cutée bon gré malgré tout le reste de l'Eu-
 rope; mais ils ne l'auront pas; ils sont
 l'un trop découfu, l'autre trop incapable;
 & après des débats plus ou moins fé-
 rieux, l'Empereur accrochera encore en
 Bavière quelque village, & le Roi de
 Prusse croupira dans sa nullité.

C'est malheureusement user d'indul-
 gence que de le traiter ainsi. Voici un
 fait parfaitement secret, parfaitement sûr,
 & qui mieux que toutes mes dépêches
 précédentes vous fera juger l'homme?
 Il a fait payer depuis quinze jours une
 dette d'un million d'écus à l'Empereur.
 Qu'est-ce que cette dette? L'Impératrice
 Reine avoit prêté au Prince Royal, au-
 jourd'hui

jourd'hui Roi de Prusse, un million de
 florins, devenu, par l'accumulation des
 intérêts, un million d'écus. Et quand ?
 En 1778, lors de la campagne de Bavière,
 aux fatigues de laquelle on se croyoit
 sûr que Frédéric II ne résisteroit pas.
 Ainsi Frédéric-Guillaume a été assez vil
 pour accepter de l'argent autrichien, &
 il est assez imbécille pour le rendre ! Il
 ne fait pas dire, *mon successeur vous paiera !*
 Il sanctionne le procédé de la Cour Im-
 périale prêtant de l'argent aux Princes
 Royaux de Prusse ! Il croit avoir rempli
 ses devoirs de Monarque, pourvu qu'il
 ait la probité de payer ses dettes de par-
 ticulier. . . . Soldées, elles ont monté à
 neuf millions d'écus ; & quoiqu'à la vé-
 rité je suppose que les payeurs n'y ont
 pas perdu, il n'en est pas moins vrai que
 les premiers mois de son regne coûtent
 trente-six millions à la Prusse par-delà
 ses dépenses ordinaires, sans les dons,
 gratifications, pensions. . . L'extraordi-
 naire de la première campagne où il fal-
 lut remonter toute la cavalerie, ne coût-
 toit

toit à Frédéric II que cinq millions ou cinq millions & demi d'écus, ou vingt-deux millions de nos livres.

Je ne vous ai pas encore peint le Roi comme militaire. Ce métier l'ennuie ; ses détails le fatiguent, les généraux lui pèsent ; il va à Potsdam, voit la parade, donne le mot, dîne & part. Il est allé Mercredi à la maison d'exercice de Berlin, a dit un mot, fait marcher les troupes & est parti. Voilà ce qu'on voit dans cette même maison où Frédéric II couvert de gloire & d'années passoit régulièrement deux heures, dans le fort de l'hiver, à exercer, tempêter, gronder, louer, en un mot à tenir en activité perpétuelle les troupes tourmentées, mais transportées de voir à leur tête *le vieux*, car c'est ainsi qu'elles le nommoient.

Mais un point plus important, c'est le nouveau règlement militaire, conçu, rédigé, approuvé, & qui, dit-on, va s'imprimer, sans avoir été communiqué ni au Prince Henri, ni au Duc de Brunswick. Ce nouveau plan ne tend à rien moins qu'à

qu'à détruire l'armée. Les sept meilleurs régimens sont convertis en troupes légères, entr'autres celui de Wunsch. Je ne fais pas encore les détails des changemens ; mais l'avis du Général Moellendorf est que si Laschy les avoit conseillés, ils ne seroient pas autrement. Ce digne homme est défolé, humilié, découragé ; tout se fait par M. de Goltz, altier, incapable de discuter, & dont le principe est que l'armée est trop dispendieuse, trop nombreuse en temps de paix. Il est en rixe perpétuelle avec Bishopswerder souvent chargé d'objets qui appartiennent à ce travail, & nécessité en quelque sorte de se mêler d'un métier où tout le monde ne le croit pas également versé.

Le Duc de Brunswick ne vient point. Il a répondu à quelqu'un qui l'avoit complimenté sur son nouveau grade, & dont la lettre supposoit qu'on s'attendoit à le voir bientôt à Berlin, qu'il avoit été très-flatté de recevoir une dignité, que d'ailleurs il ne croyoit pas mériter ; que jamais il n'étoit venu, & que jamais il ne vien-

viendrait à Berlin sans y être mandé, & qu'il ne voyoit aucune apparence de l'être de si-tôt. Je fais de science certaine qu'il est très-mécontent, & sans doute il le fera plus que jamais si l'armée est changée dans sa constitution, sans qu'on ait daigné prendre l'avis du seul feld-maréchal qu'elle ait.

Je mets en fait qu'avec mille louis on pourroit au besoin connoître parfaitement tous les secrets du cabinet de Berlin. Les papiers, toujours étalés sur les tables du Roi, peuvent être lus & copiés par deux écrivains, quatre valets de chambre, six ou huit laquais, & deux pages, sans compter les femmes; aussi l'Empereur a-t-il un journal fidèle de toutes les démarches du Roi, jour par jour, & fauroit-il tout ce qu'il projette, s'il projettoit quelque chose.

Jamais royaume n'annonça une plus prompte décadence. On le fappe par tous les endroits à la fois. On diminue les moyens de recette; on multiplie les dépenses; on tourne le dos aux prin-

cipes ; on gaspille l'opinion ; on affoiblit l'armée ; on décourage le très-petit nombre de gens qu'on pourroit employer ; on mécontente ceux-là même pour lesquels on a mécontenté tout le monde ; on éloigne tous les étrangers gens de mérite : on s'entoure de canaille pour avoir l'air de regner seul ; cette funeste manie est la cause la plus féconde de tout le mal qui se fait, & de tout celui qui se prépare.

Je resterois dix ans ici maintenant, que je pourrois vous donner des détails neufs, mais pas un résultat nouveau. L'homme est jugé ; ses entours sont jugés ; le système est jugé ; nul changement, nulle amélioration possible, tant qu'il n'y aura pas un ministre principal ; quand je dis nul changement, ce n'est pas que je prétende que personne ne sera déplacé. Le fable succédera au fable ; mais tout ne sera que fable, tant que les pilotis ne seront pas enfoncés pour asseoir une base. Que ferais-je donc ici désormais ? Rien d'utile : or l'utilité, & une grande utilité
très-

très-directe, très-immédiate, très-pro-
 chaine, pourroit seule me faire dévorer
 l'extrême indécence dont feroit pour moi
 l'existence amphibie qu'on m'a conférée,
 si elle se prolongeoit plus long-temps.
 Encore une fois, ce que je puis, ce que
 je mérite, ce que je vaux doit être décidé
 maintenant dans l'esprit du Roi & de ses
 ministres. Si je ne mérite & ne puis
 rien, je coûte beaucoup trop cher ; si je
 mérite & puis quelque chose, si neuf
 mois, car ils seront écoulés avant que je
 sois de retour ; si neuf mois d'une subal-
 ternité très-pénible & dans laquelle j'ai
 rencontré mille & mille obstacles & pas
 un secours, m'ont mis à même de déve-
 lopper quelques connoissances des hommes,
 quelques lumières, quelque sagacité, sans
 compter les choses précieuses que je rap-
 porte dans mon porte-feuille, je me dois
 à moi-même de demander & d'obtenir
 une place, ou de rentrer dans mon mé-
 tier de citoyen du monde, qui sera moins
 fatigant pour mon corps & mon esprit,
 & moins stérile pour ma gloire. Je le
 S 2 déclare

déclare donc nettement, ou plutôt je le répète, je ne puis plus rester ici, & je demande à être formellement autorisé à mon retour, soit qu'on ait des desseins ultérieurs sur moi, soit qu'on veuille me rendre à moi-même. Assurément je ne récalcitrerai jamais à aucune espèce d'occupation utile. Mon cœur n'est pas vieilli, & si mon enthousiasme est amorti, il n'est pas éteint. Je l'ai bien éprouvé aujourd'hui ; je regarde comme un des plus beaux jours de ma vie celui où vous m'apprenez la convocation des notables, qui sans doute précédera de peu celle de l'assemblée nationale. J'y vois un nouvel ordre de choses qui peut régénérer la monarchie. Je me croirois mille fois honoré d'être le dernier secrétaire de cette assemblée, dont j'ai eu le bonheur de donner l'idée, & qui a grand besoin que vous lui apparteniez, ou plutôt que vous en deveniez l'ame. . . Mais rester ici, condamné au supplice des bêtes, à fonder & remuer les sinuosités fangeuses d'une administration qui signale chacune de ses journées

journées par un nouveau trait de pusillanimité & d'impéritie, c'est ce dont je n'ai plus la force, parce que cela ne me paroît bon à rien. Faites-moi donc revenir, & dites-moi si je dois passer par la Hollande.

Là, par exemple, j'accepterois une commission secrète, parce qu'une pacification y demande pour préliminaire indispensable un agent secret qui sache voir & dire la vérité, et sur-tout capter la confiance. Je ne crois pas qu'il y ait dans la politique extérieure un plus grand service à rendre à la France. J'ai peur, s'il faut que je l'avoue, que nous ne fassions trop de fond sur l'ascendant qu'a pris dans ces derniers temps l'aristocratie sur le stathoudérat. Je crois voir que le système des patriotes n'a encore une supériorité décidée que dans la province de Hollande qui inquiète ses Co-Etats, au moins autant qu'elle les échauffe ; et là même, à Amsterdam, dans le foyer des sentimens anti-stathoudériens, ce grand conseil, qui a été le premier à se soulever

contre la concession de la brigade Ecoſſiſe à l'Angleterre, à inſiſter en faveur des convois militaires, et à demander l'éloignement du Duc de Brunſwick, n'a-t-il pas été auſſi le premier à voter pour une paix particulière avec l'Angleterre, pour l'acceptation de la médiation de la Ruſſie ? Son amirauté, dont pluſieurs membres tiennent à ſa régence, n'eſt-elle pas fortement impliquée dans le complot qui a fait avorter l'expédition pour Breſt ? ... Comment en ſeroit-il autrement ? Le conſeil ſouverain n'a plus qu'une autorité imaginaire. C'eſt des bourgmèſtres qui changent tous les ans, ou même du préſident bourgmèſtre, qui change tous les trois mois, ou plutôt enfin de celui des bourgmèſtres qui a quelque aſcendant de tête ou de caractère ſur les autres, que portent les ordres qui dirigent la voix ſi importante de la ville d'Amſterdam, dans l'aſſemblée des Etats. Et quand on penſe que le college des échevins anciens et nouveaux, dont ſont tirés les bourgmèſtres, contient un grand nombre

bre de partisans des Anglois, & dépend en partie du Stathouder, qui élit ces échevins, je ne fais comment on peut se rassurer sur le systême à venir de cette ville.

Je ne saurois donc comprendre comment il se pourroit que nous n'eussions pas d'intérêt à finir, si nous ne voulons pas briser le stathoudérat, qui ne fera point anéanti sans donner lieu à des convulsions intérieures & extérieures. Et pouvons-nous vouloir la guerre? Sans doute nous ne devons pas souffrir que la maison stathoudérienne reste maîtresse de la puissance législative dans les trois provinces de Gueldre, d'Utrecht & d'Over-Iffel, parce qu'on appelle les *réglemens de la régence*; ce qui, joint à ces prérogatives dans les provinces de Zélande & de Groningue, fait excessivement pencher la balance en sa faveur. Sans doute le pouvoir du Stathouder doit être soumis à la puissance législative des états; & ce qui n'est pas moins important pour notre systême, ou plutôt pour tout systême régulier de politique extérieure, la puissance

législative des Etats doit être dirigée et soutenue par une influence régulière du peuple ; car les prétentions & les passions particulières & les intérêts privés des aristocrates, ont en tout pays été trop souvent pris pour l'intérêt public, & cela est plus vrai encore ici, où l'union des Sept Provinces s'étant formée, dans un temps de trouble & par le hazard, puisqu'on ne pensa à ériger un gouvernement républicain qu'après le refus que firent la France & l'Angleterre d'en accepter la souveraineté, il en est résulté qu'il n'y a jamais eu d'accord entre les régens & le peuple, pour fixer les droits & les devoirs réciproques. Les régens ont sans cesse travaillé à se rendre indépendans du peuple, & le peuple se croyant le maître, puisqu'il n'a pas transporté la souveraineté à ses régens, & n'ayant aucun intérêt à les soutenir, a pris parti contr'eux dans toutes les crises : de-là le parti stathoudérien ; de-là cette fluctuation entre les volontés despotiques d'un seul, les tergiversations perfides des colleges d'aristocrates, vacil-

lans

lans & foibles, & la fougue d'une populace effrénée. S'il existe jamais un lien d'union entre la bourgeoisie & les régens, c'en est fait du despotisme stathoudérien, & des caprices oligarchiques; tant que cette union n'existera pas, aussi long-temps que la manière dont le peuple doit influer dans le gouvernement ne sera pas déterminée, le système de la France ne sera jamais assuré.

Conserver la constitution fédérative entre les provinces, & républicaine dans chacune d'entr'elles, ou pour réduire la question à ces termes les plus simples, *substituer aux recommandations odieuses & illégales du Stathouder ou d'un bourgmestre les recommandations régulières & salutaires de la bourgeoisie*, tel doit donc être le palladium de cette république & le but de notre politique.

Mais fera-ce, ou par les violences qu'on nous attribue, lors même qu'elles ne sont pas nôtres, ou en exaltant toujours la fermentation d'un côté & la méfiance de l'autre, que nous parviendrons à cette

recon-

reconstruction qui demande moins de chocs que de combinaisons? N'avons nous pas assez fait sentir notre influence, notre pouvoir? Ne seroit-il pas temps de montrer que nous ne voulons que l'abolition des réglemens stathoudériens, & non celle du stathoudérat? & finirons-nous sans une catastrophe dont il n'est pas donné à la sagesse humaine de calculer toutes les suites, si l'on ne vient pas à bout de persuader à Nimègue que tel est réellement notre unique système?

Voilà en ébauche ma profession de foi sur les affaires de la Hollande. On peut juger si, dans ces principes, que je développerai si l'on veut par un mémoire détaillé, je puis ou je ne puis pas être utile dans ce pays, en me supposant d'ailleurs les connoissances locales que j'y acquerrois facilement.

L E T-

LETTRE LXV.

Du 16 Janvier 1787.

AUX yeux de qui fait que les révolutions à main armée sont rarement celles qui bouleversent le plus les Etats, c'est une véritable révolution pour la monarchie Prussienne, que le premier exemple d'une maîtresse en titre, qui va sequestrer le Roi, former une cour à part, susciter des intrigues qui s'étendront du palais aux légions, & modifier d'une manière absolument inconnue dans ces froides & flegmatiques contrées les affaires, les choix, l'administration, les faveurs. Le moment de la chute & de l'élévation de Mademoiselle de Voss approche : de-là les intrigues, les sarcasmes, les opinions, les conjectures, ou plutôt les augures . . . Du

milieu de cet amas de propos vrais ou faux, voici ce qu'on peut recueillir de moins invraisemblable. Ma version est fondée sur les épanchemens de confiance de Mademoiselle de Voss avec une de ses anciennes amies.

On a persuadé à cette nouvelle Jeanne, à qui la dévotion faisoit invoquer la bénédiction nuptiale, qu'elle devoit, en y renonçant, s'immoler à la patrie d'abord, ensuite à la gloire de son amant, enfin à l'avantage de sa famille. La patrie y gagnera, lui a-t-on dit, une protectrice qui éloignera les conseillers avides ou pervers; la gloire du Monarque ne sera point flétrie par un double mariage; votre famille ne sera point exposée à vous voir appelée un instant Princesse, & bientôt reléguée dans un vieux château avec une pension médiocre; le moment de votre faveur d'autant plus exaltée que l'hymen n'aura pas fait votre sort, versera sur vos parens l'or, les dignités, les graces de toute espèce. On a mêlé les considérations de la religion même à ces convenances. On a montré qu'il y
avoit

avoit moins de mal aux condescendances de la foiblesse, qu'à contracter un prétendu mariage, sans que l'autre fût dissous. Enfin il a été décidé que la victime de la patrie seroit portée à Potsdam, & immolée à Sans-Souci où l'on a préparé une maison somptueusement meublée, disent les uns, simplement, disent les autres, & tout l'attrail d'une favorite.

Une nouvelle vraiment inconcevable, qui demande confirmation, & que je répugne à croire encore, c'est que le Roi prostitue sa fille la Princesse Frédérique, à être la compagne de sa maîtresse.

Mademoiselle de Voss a une forte d'esprit naturel, quelque instruction, des manies plutôt que des volontés, une gaucherie très-faillante qu'elle s'efforce de fau-
ver par les apparences de la naïveté ; elle est laide & même à un haut degré ; pour toute grace, elle n'a que le teint du pays, encore le trouvai-je plus blaffard que blanc ; une gorge assez belle, qu'aussi cou-
vroit-elle l'autre jour au sortir de la comédie du Prince Henri, d'un double mou-
chir

choir pour traverser les appartemens, en disant à la Princesse Frédérique : *Soignons-les bien, car c'est après eux qu'il court.* Jugez du ton des Princesses qu'un tel mot fait rire ; c'est ce mélange de licence unique (qu'elle unit aux airs de l'ignorance innocente) & de sévérité de vestale, qui dit-on a séduit le Roi. Mademoiselle de Vofs qui trouve ridicule d'être Allemande, & qui fait passablement l'Anglois, joue l'Anglo-mane jusqu'à la pamoison, et croit qu'il est du bon ton de ne pas aimer les François. Son amour-propre qui s'est vu à la gêne avec quelques gens aimables de cette nation, hait ceux qu'elle ne peut imiter, & d'autant que ses sarcasmes reçoivent quelquefois un juste salaire. Je n'ai pu tenir, par exemple, l'autre jour, à une exclamation faite à côté de moi : *O mon Dieu ! quand verrai-je donc, quand y aura-t-il ici un spectacle anglois ? Ah ! j'en mourrois de joie ! Je désire, Mademoiselle, lui dis-je assez séchement, que vous n'ayez besoin plutôt que vous ne croyez d'un spectacle françois ! . . .* Et tous ceux que
ses

ses grands airs commencent à choquer, de sourire ; & le Prince Henri, qui avoit feint de ne pas l'entendre, de rire aux éclats ; elle rougit jusqu'au blanc des yeux, & ne dit plus mot ; mais on punit & ne corrige pas.

Jusqu'ici elle déclare hautement la guerre aux visionnaires, & déteste les filles du premier favori, dames d'honneur de la Reine. Comme elle transporte au milieu de ses foiblesses une dévotion même superstitieuse, on ne peut parier avec avantage pour l'avenir. Mais si l'ambition succède aux premières sensations, il est à présumer que sa famille gouvernera l'Etat. A la tête de cette famille est le Comte Finck, dont la chute de l'Empire n'ébranleroit pas la tranquillité, mais qui verroit avec une joie inexprimable ses enfans jouer un rôle. Vient ensuite le Comte Schulembourg, nouvellement porté au ministère, homme actif, autrefois même trop vif, mais qui paroît sentir que c'est en se montrant peu que l'on fait beaucoup. Cette famille conserve une haine
invé

invétérée à Welner, qui jadis enleva ou séduisit une de leurs parentes, aujourd'hui sa femme. Ajoutez aux Finck le Président de Vofs, frère de la belle, qui du moins a cet esprit de calcul & cette avidité très-allemande avec lesquels on profite de ce que présente la fortune. Pour peu que Mademoiselle de Vofs tire parti de cette situation, elle doit préparer à Potsdam le renvoi de Bishopswerder & de Welner, ou du moins leur nullité ; car en Allemagne on dispense, on ne renvoie pas. Il est possible qu'elle même soit mal dirigée, qu'elle se confie au premier venu, parce qu'elle est indiscrete ; qu'elle compte sur la constance de son amant, parce qu'elle est sans expérience sur la reconnoissance ; parce que n'ayant obligé personne, elle n'a point encore fait d'ingrats : alors tout restera comme il est, ou plutôt tout s'aggravera ; le Roi renfermé à Potsdam, d'où il fera cependant des courses très-fréquentes à Berlin, parce qu'il a contracté l'habitude de courir, & que son sérail favori sera toujours aux mauvais lieux ; le Roi ne fera plus rien

1

du

du tout, tolérera l'usage d'une griffe, & précipitera autant qu'il est en lui le royaume à sa ruine, vers laquelle il tend aussi rapidement que le comportent & les circonstances & la force d'inertie prise dans le caractère allemand, qui ne permet aux fous que des sottises, & préserve des délires trop destructeurs des passions. Ajoutez que l'Empereur n'ose rien, ne suit rien, n'acheve rien, qu'il s'éteint, qu'il n'a que des frères pacifiques. . . . Je ne serois pas étonné que le porc d'Epicure, qui du moins n'aime pas le faste, & par conséquent ne se ruinera pas de lui-même, n'attrape, grace aux circonstances & aux intérêts, une espèce de regne glorieux.

On est revenu sur le règlement militaire; les régimens de ligne ne seront point dénaturés. Mais il paroît que l'on formera un certain nombre de bataillons de chasseurs, ce qui avec de bons arrangements peut devenir utile, & est même une idée de Frédéric II. On ne peut rien dire encore à cet égard, si ce n'est qu'il

est fort étrange que Frédéric-Guillaume II croie pouvoir refaire quelque chose (la partie économique exceptée) au système militaire & à l'armée de Frédéric II. Le Prince Henri aura probablement quelque activité dans l'armée ; il a été conservé le premier sur les listes, malgré la nomination d'un feld-maréchal ; le Roi les a envoyées chez lui hier par M. de Goltz lui-même, pour l'en assurer. C'est un joujou donné à l'enfant. Les détails de son existence militaire sont au reste un secret qui ne se divulguera qu'à l'apparition des nouveaux réglemens. Les aides-de-camp-généraux viennent souvent chez lui. Il est douteux que ce soit à l'insu du Roi, & si ce n'est pas à son insu, il est clair que c'est pour le tromper, ce qui au reste est une peine inutile. Il n'a point de plan contraire à la politique du pays (je ne dis pas du cabinet, puisqu'il n'en existe pas), & même il n'en a aucun.

Le Comte de Goertz est rappelé, & M. de Hertzberg l'ignoroit encore aujourd'hui ; il n'y a point de meilleures
preuves

preuves qu'on ne veut plus se mêler des affaires de la Hollande, du moins directement, & que l'on n'aura pas la bonhomie de s'exposer à une guerre pour les intérêts du Stathouder. Malheureusement la maison d'Orange n'en est pas persuadée ; elle l'est du contraire, du moins autant que j'en puis juger par la lettre de la Princesse, arrivée par le courrier de ce matin, & dont j'ai lu une partie sur le déchiffré nud. C'est sur-tout sous ce rapport que mon voyage à Nimègue, sous un nom emprunté, & avec une simple autorisation secrète entr'elle & moi, pourroit être utile. J'ai lu dans cette même lettre que les patriotes cherchent un emprunt de seize millions de florins, ou de plus de trente-deux millions de nos livres à trois pour cent, quoique la province de Hollande n'ait jamais donné que le deux & demi pour cent, & qu'ils sont fort embarrassés pour les trouver.

Il y a ici trois évêques ; celui de Warmie, celui de Culm (qui est de la maison Hohenzollern), & celui de Paphos. Le

premier, dont je vous ai parlé en vous rendant compte du voyage du Roi en Prusse, est le même que Frédéric II réduisit à vingt-quatre mille des cent mille écus que rapportoit son évêché, avant le partage de la Pologne. Le Monarque lui disoit un jour : *Je n'ai pas pour mon compte de grands titres au Paradis ; faites-m'y entrer, je vous prie, sous votre manteau.* A la bonne heure, lui répondit le prélat, *si Votre Majesté ne l'eût pas tant rogné.* C'est un homme du monde & de plaisir, qui se connoit uniquement en beaux arts, & n'a ni vues, ni projets, soit religieux, soit politiques. Le second a été au service de France ; il a la rage de prêcher, d'être éloquent, & le goût de faire du bien. Mais comme il a aussi la manie de faire des dettes & des enfans, ses sermons sont sans fruit & sa charité sans effet. Le dernier est suffragant de Breslaw, jadis fort libertin & un peu athée, aujourd'hui impuissant & radoteur. Ces trois prélats, qui vont être renforcés par celui de Lujavie, & le nouveau co-adjuteur, le Prince de Hohenloe,

henloe, chanoine de Strasbourg, ne tiendront point de concile, & ne justifieront pas les craintes que les Luthériens orthodoxes, & la Saxe entière, qui voit ici la pierre angulaire de la religion protestante, ont conçues sur le penchant du Roi au catholicisme. L'un vouloit l'aigle noir, qu'il a obtenu ; l'autre un bénéfice vacant par la mort de l'Abbé Bathiani ; le Prince de Warmie une somme (à deux pour cent) assez considérable pour appaiser ses créanciers.

Le Prince Henri, après avoir donné un spectacle & un grand souper, a terminé le tout par un bal qui a commencé assez tristement & continué de même. Pendant qu'on dansoit dans une salle, on jouoit au lotto dans une autre. Le Roi n'a ni dansé ni joué. Sa soirée a été partagée entre Mademoiselle de Vofs & la Princesse de Brunswick. Il a dit un mot à M. de Grotthaus, & rien à aucun autre ; aussi la plupart des acteurs & spectateurs sont partis avant lui. L'évêque de Warmie, le Marquis de Lucchefini n'ont pas

même été remarqués. J'aurois défié l'observateur le plus pénétrant de deviner qu'il y avoit un Roi dans cette assemblée. On étoit ennuyé, gêné, mais ni flatté, ni empressé. Il s'est retiré à minuit & demi, après que Mademoiselle de Vofs a été partie. On voit trop quelle est l'ame de son ame, & que cette ame, investie d'une si lourde enveloppe, est bien peu de chose. Il faut vous attendre à cette continuelle répétition ; le lieu de la scene change, mais jamais la scene.

P. S. La nouvelle du rappel de M. de Goertz est fautive, & de la manière dont elle m'est venue, c'est M. d'Est * * qui a voulu me tendre un piège, ou on lui en tend un. Je fais même des circonstances qui me feroient croire à la possibilité d'une reprise de négociation. Je n'ai pas le temps d'en dire davantage.

Le Duc de Brunswick est mandé, & il arrive sous peu de jours.

Le

Le Comte Wartenleben oublié pendant cinq mois, a eu hier matin un présent de cinq à six cens écus de rente, & le commandement du régiment de Rœmer à Brandebourg.

LE T T R E L X V I.

*Du 19 Janvier, jour de mon départ. Ceci ne partira
que demain, mais doit arriver avant moi.*

LE Comte Schmettau, gentilhomme complaisant de la Princesse Ferdinand, père indubitable de deux de ses enfans, avoit quitté l'armée depuis huit années ; il l'avoit quittée au milieu de la guerre, aigri par un mot dédaigneux de Frédéric, & dans le grade de capitaine. Il vient d'être nommé colonel avec quinze cens écus de traitement. Cette nomination a déplu à l'armée, & singulièrement à l'aide-de-camp-général de Goltz qui porte le harnois depuis vingt-cinq ans, & n'est que Lieutenant-colonel. Au reste le Comte Schmettau, qui a bien servi, & reçu force blessures, ne manque pas d'intelligence ; il a sur-tout beaucoup de connoissances d'ingénieur. Il a levé un grand nombre

bre de cartes fort estimées. On parle aussi avec éloge d'une espèce de manuel militaire où il enseigne ce qu'il faut faire depuis la formation d'un recrue jusqu'au métier de feld-maréchal ; enfin on auroit supporté ce passe-droit ; mais un autre a mis le comble au mécontentement.

On a antidaté la patente d'un Major de Schenkendorff, gouverneur du second fils du Roi, qui se retire, & on lui a fait gagner trente-fix rangs. Cette dangereuse méthode que Frédéric II n'employa jamais que dans des occasions solennelles, & pour des sujets distingués, & que son successeur avoit déjà pratiquée pour le Comte de Wartenleben, ne tend pas moins qu'à répandre sur l'existence des grades militaires une sorte d'incertitude destructive de toute émulation : elle est d'ailleurs infiniment dangereuse sous un prince foible, bien bizarre lorsqu'elle anticipe le regne ; & dans tous les cas elle peut finir par ôter au Roi même une de ses plus grandes ressources, le point d'honneur.

Il a déposé cinq cens mille écus à la caisse du pays, & en a remis le billet au porteur à Mademoiselle de Vofs. Ainsi, quoiqu'il arrive, elle aura toujours au moins quatre-vingt mille livres de rente, outre les diamans, la vaisselle, les bijoux, les ameublemens, & la maison qu'on lui achete à Berlin : maison de retraite, car elle ne l'habitera pas. Son royal amant a imaginé lui-même toutes ces délicatesses ; & le résultat est que la fille la plus désintéressée a mieux arrangé ses affaires, que n'eût fait la plus habile coquette. Le temps nous apprendra si son esprit se montera au rang de sultane favorite.

Les nouveaux impôts portent sur les cartes, les vins de France, le taffetas étranger, les huîtres, le café, le sucre. . . . Pitoyables ressources ! Comme on va à l'aveugle sur tous ces objets, on les tient dans une espèce d'obscurité ; il semble qu'on essaie plutôt qu'on exécute.

Aujourd'hui, anniversaire du Prince Henri, le Roi lui a fait présent d'une
superbe

superbe boîte évaluée douze mille écus ; a étalé la vaisselle d'or & fait en un mot tout ce que faisoit Frédéric II, si vous en exceptez un grand concert répété la veille dans sa chambre ; car il a du temps pour tout, si ce n'est pour les affaires. . . . *Des bordels aux ailes, & je le battrai facilement au centre.* Gare que ce mot de l'Empereur ne soit une prophétie. Heureusement le prophète n'est pas redoutable. Je ne ferois pas étonné cependant que tant de torpeur & de vileté ne l'animassent ; mais s'il n'attend pas deux années, au défaut de l'énergie du Roi, il trouvera celle de l'armée.

P. S. Le Duc de Weimar est à Mayence pour la nomination d'un coadjuteur, à ce qu'on prétend ; mais, comme il visite toutes les cours du Haut & Bas-Rhin, il me semble qu'il feroit bon de le surveiller.

FIN DE L'HISTOIRE SECRÉTTE.

L E T T R E

REMISE A

FRÉDÉRIC-GUILLAUME II,
ROI REGNANT DE PRUSSE,
LE JOUR DE SON AVENEMENT AU TRONE,

PAR

LE COMTE DE MIRABEAU.

Arcus & statuas demolitur & obscurat oblivio, negligit carpitque posteritas. Contra contemptor ambitionis & infinitæ potestatis domitor animus ipsâ vetustate florescit; nec ab ullis magis laudatur quàm quibus minimè necesse est.

PLIN. Panegy.

J. E. T. R. E.

1850

THE DEAN OF CHURCH

OF THE CITY OF LONDON

IN THE COURT OF COMMONS

1850

IN THE COURT OF COMMONS

THE DEAN OF CHURCH
OF THE CITY OF LONDON
IN THE COURT OF COMMONS
1850

AVERTISSEMENT.

IL est des imputations toutes à la fois si odieuses & si absurdes, qu'un homme de sens n'est pas même tenté d'y répondre ; & le silence est le seul parti qui convienne à un honnête homme, lorsque ceux qui le calomnient ne se nomment pas.

Mais parmi les horreurs qu'on a vomies contre moi dans ces derniers tems, & que j'ai plutôt comptées au nombre des récompenses de mes travaux, que dans celui de mes malheurs, il en est une qui ne m'a pas laissé insensible.

On m'a accusé d'avoir remis au Roi de Prusse régnañt une satire contre l'immortel Frédéric II.

Frédéric II m'a appelé près de lui de son propre mouvement, quand j'hésitois à importuner ses derniers momens du desir bien naturel de voir un si grand homme, & d'échapper au regret d'avoir été son contemporain sans l'avoir connu. Il a daigné m'accueillir, me distinguer : aucun étranger, depuis moi, n'a été admis à sa conversation. La dernière fois qu'il me manda, il venoit de se refuser au juste empressement de ceux de mes compatriotes qu'avoient attirés à Berlin ses manœuvres militaires ; . . . & pour prix de cette honorable bonté, j'aurois fait une satire contre lui !

Certes, Frédéric est trop grand, pour que je tente jamais de faire son éloge ! Ce mot *éloge* me paroît fort au-dessous d'un grand Roi ; il suppose des exagérations peu sincères ; forcer les faits ou les dissimuler ; n'envisager un sujet que sous
ses

ses aspects favorables ; tout louer, en un mot, c'est-à-dire, déguiser ou trahir la vérité, font les inconvéniens presque inévitables de ce genre ; & jamais éloge auquel la critique ne vint pas se mêler, ne fut ni vrai ni honorable. Je n'ai donc pas fait, je ne ferai pas l'éloge de Frédéric II. Mais j'en m'efforce depuis deux ans d'élever à sa mémoire un monument qui ne soit pas tout-à-fait indigne des travaux dont son règne a été illustré, des grandes leçons que ses succès & ses fautes ont également donnés : j'ai entrepris cet ouvrage considérable, qui verra le jour dans le cours de cet année, & je n'en ai pas fait mystère.

Le mémoire que j'ai remis à Frédéric-Guillaume II le jour de son avènement au trône, étoit tout-à-fait étranger à ce projet. Il s'agissoit seulement de mettre sous ses yeux les espérances des honnêtes gens, qui depuis long-tems rendoient hommage à ses intentions, & le vœu des hommes instruits, qui savoient combien

de choses plus grandes qu'éclatantes, pouvoient éclore en Prusse, sous un règne nouveau, & sous un Prince dans la force de l'âge & de l'activité.

Le voici ce mémoire, dont on a voulu me faire un crime. Je présente le corps de délit à l'Europe ; c'est à elle d'en juger. Je n'ai pas changé une ligne à cet écrit, quoique mon opinion ait varié considérablement sur quelques points de détail, comme on le verra dans mon ouvrage sur la Prusse. Mais je me ferois reproché d'altérer, même légèrement, un mémoire que l'on s'est efforcé d'empoisonner.

On a beaucoup demandé quel droit j'avois eu de présenter ce mémoire ?

Outre les remerciemens que le Roi régnant de Prusse a bien voulu consigner dans une lettre, il n'a pas dédaigné de m'en adresser encore de vivevoix, dans une assemblée nombreuse, chez S. A. R. le Prince Henri son oncle, huit jours avant mon départ de Berlin. J'ai cru devoir

voir apprendre ce fait au public, non pas pour répondre à des contes, qui n'ont jamais pu tromper personne, mais parce que le courage d'aimer la vérité est plus honorable pour un Roi, que celui de la dire ne peut l'être pour un simple citoyen du monde.

est approuvé de fait au public, non par
son répertoire : des contes qui n'ont pas
été pu trouver personne, mais par
le courage d'aimer la vérité est plus
honnête pour un Roi, que celui de la
dire ne peut l'être pour un simple citoyen
du monde.

Il y a une autre chose qui est
aussi importante, c'est de ne pas
se laisser aller à la mode du jour
et de rester fidèle à ses principes.
C'est ce qui a fait de Voltaire un
homme de bien, et non un homme
de mode. Il a su résister à toutes
les tentations du monde, de la
chair et du malin. C'est pourquoi
il est encore lu et aimé aujourd'hui.
C'est la véritable gloire d'un
homme de lettres.

LETTRE

REMISE A
FRÉDÉRIC-GUILLAUME II.

SIRE,

VOUS êtes Roi! Le jour est arrivé où Dieu a voulu vous confier le sort de plusieurs millions d'hommes, & le pouvoir de faire de grands biens ou de grands maux sur la terre. Le sceptre vous est remis à l'âge où l'on est capable d'en porter le fardeau; vous devez être rassasié de jouissances vulgaires, vous avez usé de tous les plaisirs, un seul excepté; mais aussi c'est le plus grand, le seul inépuisable. Il

vous étoit interdit ; il est en votre pouvoir : vous allez veiller sur le bonheur des humains.

Vous parvenez au trône dans une heureuse époque ; le siècle s'éclaire de jour en jour, il a travaillé, il travaille pour vous, il vous amasse des idées saines ; il étend son influence sur votre nation que tant de circonstances ont retardée. Une logique sévère juge de tout aujourd'hui ; les hommes qui ne voient que leur semblable sous le manteau royal, & qui en exigent des vertus, sont plus nombreux que jamais ; on ne peut plus se passer de leur suffrage, & il ne reste à leurs yeux qu'un genre de gloire : tous les autres sont épuisés. Les succès militaires, les talens politiques, les prodiges des ARTS, les progrès des sciences, tout a paru & brillé tour-à-tour d'une extrémité de l'Europe à l'autre ; la bienfaisance éclairée, qui organise & vivifie les empires, ne s'est point encore montrée sur le trône pure & sans mélange : c'est à vous à l'y faire asseoir ; cette gloire sublime vous est réservée.

Votre

Votre prédécesseur a gagné sans doute assez, & peut-être trop de batailles ; il a trop fatigué les cents voix de la renommée : il a, pour plusieurs règnes, pour plusieurs siècles, à-peu-près tari la gloire militaire. Si les circonstances vous forçoient à l'imiter, il faudroit se montrer digne de lui, & Votre Majesté n'y manqueroit pas ; mais il n'y a pour Elle aucune raison de chercher avec peine & par des sentiers battus une gloire où l'on ne peut plus arriver qu'à la seconde place ; tandis qu'avec plus de facilité vous pouvez vous créer une gloire plus pure, non moins brillante, & qui soit la vôtre uniquement. Frédéric a conquis l'admiration des humains ; jamais Frédéric n'obtint leur amour, il peut vous appartenir tout entier.

SIRE, votre taille, votre figure rappellent les héros de l'antiquité ; c'est beaucoup pour les soldats, c'est beaucoup pour le peuple, dont le sens droit & simple associe les belles qualités de l'ame à la beauté

U 4 du

du corps ; & telle fut la première intention de la nature. Aussi ces formes héroïques font-elles embellies chez vous d'une teinte très-remarquable de douceur, de calme, de bonté, & ceci n'est pas peu, même pour les philosophes. Votre cœur est sensible ; & la nécessité d'une longue circonspection doit avoir tempéré ce que votre bonté naturelle vous auroit donné de trop en facilité. Votre esprit est juste, j'en ai souvent été frappé ; votre élocution est forte & précise : vous avez montré plusieurs fois que vous possédiez l'empire de vous-même ; vous n'avez point été élevé, mais vous n'avez pas été gâté ; & les hommes qui ont de l'énergie, savent bien se passer d'éducation : ils reçoivent à chaque instant celle des choses ; c'est la bonne, elle ne se défapprend pas. Vos moyens sont grands : vous êtes le seul souverain de l'Europe qui, loin d'avoir des dettes, ayiez des trésors. Vos troupes sont excellentes ; votre nation est docile, fidelle, & bien plus douée d'esprit public, qu'on ne devroit l'attendre de sa constitution servile. Quelques parties de
l'admi-

l'administration, la comptabilité, par exemple, & toute la manutention, purement militaire, méritent dans vos états de grands éloges. Un de vos oncles, chargé de gloire & de succès, a la confiance de l'Europe, les talens d'un héros, & l'ame d'un sage. C'est un conseil, un co-opérateur, un ami que la nature & le sort vous envoient au moment où vous en avez le plus de besoin, au moment où votre déférence pour lui vous acquérera d'autant plus infailliblement tous les suffrages, qu'elle sera plus volontaire. Vous avez des rivaux de puissance, & pas un voisin qui soit vraiment à craindre. Celui qui paroïssoit s'annoncer pour redoutable, a menacé trop long-tems pour frapper ; il apprit à vous connoître ; il entreprit avec précipitation ; il renonça de même à ce qu'il avoit entrepris. Il renoncera encore à ses nouveaux projets ; il convoitera tout, il n'obtiendra rien, & ne fera jamais qu'un aventurier irréfolu, à charge aux autres & à lui-même. Pour se préserver de lui, il ne faudra que le laisser s'agiter

de ses conceptions qui s'opposent entr'elles.

Enfin, SIRE, vous êtes le seul Prince qui foyiez dans la nécessité indispensable de faire de grandes choses, le seul dont on en attende ; & cette nécessité, cette attente, doivent être comptés au nombre de vos plus grands moyens. . . . Quelle admirable situation est la vôtre ! que d'ineestimables avantages vous apportez sur ce trône où vous trouvez le pouvoir de tout faire ! . . . Il est redoutable ce pouvoir, même pour celui qui le possède ! mais aussi les grandes institutions, les réformes importantes, la régénération des empires n'appartiennent qu'à des monarques absolus. . . . Veuillez, ah ! veuillez recueillir les trésors qu'étale sur vos pas la Providence ; méritez les bénédictions du pauvre, l'amour du peuple, le respect de l'Europe, les vœux des sages. Soyez juste, soyez bon, & vous serez heureux, vous ferez grand.

Grand ! SIRE, vous voudrez ce titre ; mais vous le voudrez de la bouche de l'histoire & de celle des siècles futurs. Vous
le

le dédaigneriez dans celle de vos courtisans que vous avez entendus, que vous entendrez désormais bien davantage prodiguer même la louange grossière. Si vous faites ce que le fils de votre esclave aura fait, dix fois par jour mieux que vous, ils diront que VOUS AVEZ FAIT UNE ACTION EXTRAORDINAIRE : si vous obéissez à vos passions, ils diront que VOUS FAITES BIEN : si vous prodiguez le sang de vos sujets comme l'eau des fleuves, ils diront que VOUS FAITES BIEN : si vous affermez l'air, ils diront que VOUS FAITES BIEN : si vous vous vengez, vous si puissant ! ils diront que VOUS FAITES BIEN. . . Ils l'ont dit quand Alexandre dans l'ivresse déchira d'un coup de poignard le sein de son ami ; ils l'ont dit quand Néron assassina sa mère.

Mais vous, SIRE, c'est du sentiment intérieur de votre propre justice, c'est de la conviction éclairée de votre bienfaisance que vous avez besoin. Votre conscience fera votre premier juge ; & votre peuple, l'Europe & la postérité confirmeront ses décrets.

décrets. Il vous faut nécessairement leur estime, eh ! combien il vous sera facile de l'obtenir ! Si vous remplissez infatigablement vos devoirs sans jamais remettre au lendemain le fardeau du jour précédent ; si, par des principes grands & féconds, vous savez les simplifier & les mettre au niveau des forces d'un homme ; si vous donnez à vos sujets toute la liberté qu'ils peuvent porter ; si vous protégez toutes les propriétés ; si vous facilitez les travaux utiles ; si vous effrayez les petits oppresseurs qui sous votre nom voudroient empêcher les hommes de faire pour leur avantage, ce qui leur convient sans nuire à autrui ; un cri unanime bénira votre autorité, la rendra plus sacrée, plus puissante, & tout vous deviendra aisé ; car toutes les volontés & toutes les forces se réuniront à votre force & à votre volonté ; votre travail acquiérera chaque jour une nouvelle douceur. La nature a rendu le travail nécessaire à l'homme ; elle lui a donné aussi ce précieux avantage que le changement de travail est tout-à-la-fois pour
lui

lui un délassement & une source de plaisir. Qui plus aisément qu'un Roi peut vivre selon cet ordre de la nature ? un philosophe a dit : *qu'aucun homme n'étoit aussi ennuyé qu'un Roi* ; il devoit dire QU'UN ROI FAINEANT ; eh ! comment l'ennui pourroit-il attendre le souverain qui veut faire son métier ? Entretiendra-t-il jamais mieux la vigueur de son esprit & sa santé même qu'en se préservant, par le travail, du dégoût que doit éprouver tout homme de sens au milieu de ces diseurs de rien, de ces artisans de fastidieuses louanges, qui n'étudient le Prince que pour le corrompre, l'endormir & le filouter ? Leur seul art est de le rendre apathique & foible, ou impatient, brusque & inappliqué. . . . Votre peuple jouira de vos vertus ; car il n'y a qu'elles qui puissent conserver, améliorer son patrimoine. Vos courtisans cultiveront vos défauts ; car c'est sur eux seuls que peuvent porter leur crédit & leurs espérances.

SIRE, l'habitude non moins que les circonstances influe sur les hommes ; & le
com-

commencement détermine l'habitude. Voilà pourquoi les premiers momens d'un règne font si précieux ; on en espère tout, & le plus léger effort qui seconde cette espérance, la confirme, la double, la centuple ; on s'affermit dans l'amour du bien par le plaisir de l'avoir fait, & celui que l'on veut faire devient plus aisé par celui qu'on a déjà effectué.

Or le commencement, SIRE, dépend absolument de vous ; ne prenez que de bonnes habitudes ; n'en laissez point établir de frivoles autour de votre majesté. Qu'on voie en vous un homme appliqué & véritablement amoureux du bien public. Tous vos ministres, tous vos courtisans travailleront aussi-tôt. L'émulation des idées utiles naîtra & produira infailliblement quelques fruits. Elle vous servira du moins à juger la portée de l'esprit de ceux qui vous approchent ; elle peut quelquefois réveiller ou même faire éclore une pensée heureuse, & vous aurez tourné au bien de votre peuple jusqu'à ce

pen-

penchant à la flatterie qu'on ne peut entièrement bannir des cours.

Vous pouvez dès le commencement vous assurer la liberté d'esprit que demandent les grandes affaires, en classant celles qui appartiennent à l'autorité souveraine, & laissant à la magistrature & à l'administration toutes celles qui peuvent & doivent finir sur le lieu.

Plus d'un souverain estimable s'est rendu incapable de régner avec gloire en se laissant écraser du soin des affaires privées. Pour vous, SIRE, comme il vous convient de *gouverner toujours bien, il est digne de vous de ne pas trop gouverner.* Pourquoi dans le gouvernement civil montrer le pouvoir du Roi, lorsque les affaires peuvent aller sans lui? L'autorité une fois établie, la sûreté au-dehors assurée, la justice civile & criminelle distribuée sur des principes d'égalité entre toutes les classes des citoyens, & par conséquent les propriétés de tout genre suffisamment calculées, les contributions judicieusement assises, les travaux publics, les chemins,

ces canaux sagement dirigés, que restait-il à faire au gouvernement? Rien, qu'à jouir du travail des citoyens, qui en faisant leurs affaires sous votre protection pour leur plus grand intérêt, font celles de l'état & les vôtres.

Le prince qui examinera s'il ne vaudroit pas mieux laisser aller seules la plupart des choses humaines, un tel prince est encore à paroître, & c'est celui-là cependant qui gouvernera, comme Dieu, par le ministère de la raison & de l'intérêt de chacun, en assurant seulement à tous le fruit de leur intelligence & de leur travail. Où les hommes seront les plus libres, là fera le plus grand nombre, & là aussi ils auront le plus de soumission & d'attachement pour l'autorité; car l'autorité est essentiellement l'amie de la liberté quelle protège. Personne ne lui demande autre chose, sinon: FAITES EN SORTE QU'ON ME LAISSE LIBRE ET EN PAIX.

Vous n'êtes sûrement pas à reconnoître, SIRE, que la fureur des réglemens est

est le caractère des petits esprits, des hommes incapables de généraliser, nourris d'idées timides, d'appréhensions ridicules. Cette importante vérité vous indiquera les réformes que vous aurez à faire, & combien vous gouvernerez mieux que vos prédécesseurs & vos émules, en gouvernant moins.

Il est sans doute une foule de choses bonnes, utiles, nécessaires, urgentes même, qu'il vous est impossible d'exécuter à l'instant. Non-seulement il faut, que vous les appreniez, que vous les combiniez, que vous les mûrissiez ; car, pourquoi croiriez-vous d'après l'opinion d'un autre ? c'est une des plus grandes erreurs dont vous deviez vous défendre, comme aussi d'être obligé de revenir sur vos pas. Le manque de suite qu'a montré celui de vos émules qui a tenté le plus de choses, a plus nui à sa considération politique, que ses plus lourdes fautes. Non-seulement donc il faut que vous appreniez quelles sont les choses à faire ; mais, ce qui est plus diffi-

cile, il faut que vous les enseigniez à vos ministres peut-être, à votre peuple certainement. C'est en préparant les actes législatifs par la persuasion, que vous arriverez, SIRE, sans secousses & presque sans obstacles, aux opérations qui exigent des tems plus calmes, & moins surchargés que les premiers momens d'un nouveau règne. Mais il est des choses que vous pouvez exécuter à l'instant même ; & qui, donnant de vous la plus haute opinion, vous feront recueillir les fruits de la confiance, & vous faciliteront les grandes réformes dont votre règne doit être rempli.

Souffrez qu'un homme qui vous aime, pardonnez cette expression libre, mais profonde ; souffrez qu'un homme qui vous aime pour le bien que vous pouvez faire, pour le grand exemple que vous allez donner du mal que l'on peut épargner, vous indique quelques-unes de ces choses qu'un seul acte de votre volonté peut opérer, qui ne produiront que du bien sans nul mélange d'inconvéniens, & feront, des premiers momens de votre administration, l'aurore du règne

règne le plus paternel qui ait jamais embelli la terre.

Au nombre de ces choses, SIRE, & la première au premier rang, je compte l'abolition de l'esclavage militaire, c'est-à-dire, de l'obligation imposée dans vos états à tout homme de servir depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à celui de soixante & plus s'il le peut pour huit gros tous les cinq jours. Cette affreuse loi, née des nécessités d'un siècle de fer & d'un pays à demi barbare, cette loi qui dépeuple & dessèche votre royaume, qui déshonore la partie la plus nombreuse & la plus utile d'une nation, sans laquelle vous & vos ancêtres n'auriez été que des esclaves plus ou moins décorés ; cette loi que vos officiers aggravent encore en levant plus d'hommes que la conscription militaire ne le permet, ne vous vaut pas un soldat de plus que ceux que vous auriez sans elle par une augmentation de paie, dont vous trouverez facilement l'économie dans la juste réduction des ruineux enrôleurs que Frédéric II entretenoit dans les pays étrangers, & par

un arrangement sage pour recruter l'armée Prussienne d'une manière qui élève les âmes, qui ajoute à l'esprit public, qui ait les formes de la liberté au lieu de celles de l'abrutissement & de l'esclavage.

Dans toute l'Europe, SIRE, & chez vous plus qu'ailleurs, on a eu la stupidité de laisser perdre un des plus utiles instincts sur lequel puisse être fondé l'amour de la patrie. On a exigé des hommes d'aller à la guerre comme de vils troupeaux à la boucherie, lorsqu'il n'y avoit rien de plus facile que de faire pour eux du service public un objet d'émulation & de gloire.

Vos sujets sont obligés de servir depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à celui de soixante, & regardent avec raison cette assujettissement comme une très-dure servitude. Il en est de même des milices en France, qui moins cruelles y sont très-odieuses. Eh bien ! les Suisses ont une obligation semblable qui commence deux ans plutôt (dès l'âge de seize ans), & ils se croient des hommes libres.

En

En effet la confédération naturelle qui engage les citoyens d'un même état à repousser l'ennemi, à défendre leur héritage & celui de leurs voisins est si manifeste, & son exercice présente un tel attrait aux jeunes gens, qu'il est inconcevable que la tyrannie ait pu être assez imbécille pour en faire un fardeau.

Donnez, SIRE, à cette obligation une forme libre & glorieuse en la liant à l'exercice de quelque volonté, à la nécessité de mériter quelque estime, à un point d'honneur, & votre armée sera encore mieux composée, & vos sujets se croiront & seront réellement foulagés d'un grand joug.

D'abord faites grace de dix dernières années de service. Les vieillards n'affaibliront pas votre armée.

Que vos paysans ensuite forment dans leurs paroisses des compagnies nationales qui s'exerceront le Dimanche.

Que les compagnies nationales nomment entr'elles des grenadiers, & que ce soit parmi ceux-ci qu'on prenne les recruts de vos

régimens. Ne les faites pas choisir par vos officiers, ni par le magistrat, mais à la pluralité des voix de leurs camarades ; tout arbitraire se trouvera banni, tout choix deviendra une distinction, & les paroisses répondant des soldats qu'elles vous auront fournis, & devant remplacer leurs grenadiers, lorsque ceux-ci seront partis pour l'armée, vos troupes seront toujours au complet, sans effort, sans tyrannie & sans murmure.

Les rois créateurs d'une puissance, impatiens de jouir, ne se fient pas aux principes généreux ; ils craignent que les hommes qu'ils appellent ne soient rebutés par les rigueurs des commencemens. De là ces disciplines tyranniques par lesquelles ils pensent fixer sur leur sol les infortunés qui s'y trouvent. Il n'y a plus de prétexte à cette erreur dans l'état actuel de votre royaume. Il est tems de lui ôter ces formes repoussantes qui en éloignent les bons sujets, ou qui leur donnent envie d'en sortir ; bannissez donc toute contrainte qui n'est pas nécessaire ; & com-

bien peu le font ! celle-là du moins, la plus odieuse de toutes ne l'est certainement plus. Au reste & avant de vous décider à l'exécution d'un plan pour recruter l'armée, il faut considérer avec toute l'attention qu'il mérite celui du plus estimable de vos ministres, du Baron de Hertzberg, qui a de vastes connoissances sur les plaies profondes de votre pays, & ses moyens de salut & de prospérité, joint au plus haut degré l'esprit public & l'amour de la gloire Prussienne ; il prétend pouvoir recruter votre armée par elle-même, de manière, dit-il, à pourvoir aux besoins les plus exagérés de la politique la plus inquiète ; peut-être, & probablement, ce plan peut se combiner avec mes idées : il est incontestablement un de ceux qu'on peut exécuter dès les premiers instans de votre règne. Mais faites-le précéder d'une loi d'affranchissement qui appellera sur vos opérations le concours de tous les suffrages & de tous les efforts.

Ce n'est pas à un aussi honnête homme que vous, SIRE, (eh ! quel plus grand

éloge à faire d'un Roi ?) qu'il est nécessaire de recommander, à l'égard des enrôlemens, l'observation religieuse de toutes les capitulations, si indignement violées sous vos prédécesseurs, & la pieuse rémunération des militaires distingués par de longs & fidèles services. Hélas ! SIRE, j'ai vu donner, sous les fenêtres de votre palais, l'aumône à des hommes qui versaient leur sang pour votre maison, quand vous suciez encore le lait de votre nourrice ! Sans doute votre généreuse équité améliorera leur sort. Mais songez aussi au devoir, à la nécessité d'élever les enfans des soldats, qui périssent aujourd'hui, de la manière la plus déplorable, dans la maison des orphelins de Potzdam, où plus de quatre mille sont entassés : l'humanité vous implore pour ces tristes victimes, & la politique prévoyante, qui dit trop que de long-temps les états Prussiens ne seront affranchi de la nécessité d'avoir une grande armée, vous montre assez le prix que ces enfans doivent avoir à vos yeux,

On

On doit être heureux dans vos états, SIRE ; donnez la liberté de s'expatrier à quiconque n'est pas retenu d'une manière légale par des obligations particulières : donnez par un édit formel cette liberté ! C'est encore-là, SIRE, une de ces loix d'éternelle équité, que la force des choses appelle, qui vous fera un honneur infini, & ne vous coûtera pas la privation la plus légère ; car votre peuple ne pourroit aller chercher ailleurs un meilleur sort que celui qu'il dépend de vous de lui donner ; & s'il pouvoit être mieux ailleurs, vos prohibitions de sortie ne l'arrêteroient pas. Laissez ces loix à ces puissances qui ont voulu faire de leurs états une prison, comme si ce n'étoit pas le moyen d'en rendre le séjour odieux ! Les loix les plus tyranniques sur les émigrations, n'ont jamais eu d'aure effet que de pousser le peuple à émigrer, contre le vœu de la nature, le plus impérieux de tous, peut-être, qui l'attache à son pays. Le Lapon chérit le climat sauvage où il est né.

Com-

Comment l'habitant des provinces qu'éclaire un ciel plus doux, penseroit-il à les quitter, si une administration tyrannique ne lui rendoit pas inutiles ou odieux les bienfaits de la nature ? Une loi d'affranchissement, loin de disperser les hommes, les retiendra dans ce qu'ils appelleront alors leur BONNE PATRIE, & qu'ils préféreront aux pays les plus fertiles ; car l'homme endure tout de la part de la providence : il n'endure rien d'injuste de son semblable ; & s'il se soumet, ce n'est qu'avec un cœur révolté. L'homme ne tient pas par des racines à la terre ; ainsi il n'appartient pas au sol. L'homme n'est pas un champ, un pré, un bétail ; ainsi il ne sauroit être une propriété. L'homme a le sentiment intérieur de ces vérités simples ; ainsi l'on ne sauroit lui persuader que ses chefs aient le droit de l'enchaîner à la glèbe. Tous les pouvoirs se réuniroient en vain pour lui inculquer cette infâme doctrine. Le tems n'est plus où les maîtres de la terre pouvoient parler au nom de Dieu, si même ce tems a jamais

mais existé. Le langage de la justice & de la raison est la seule qui puisse avoir un succès durable aujourd'hui ; & les Princes ne sauroient trop penser, que l'Amérique Angloise ordonne à tous les gouvernemens d'être justes & sages, s'ils n'ont pas résolu de ne dominer bientôt sur des déserts.

Abolissez, SIRE, les traites foraines, les droits d'aubaine envers toutes les nations. Que vous rapportent ces restes de la barbarie féodale ? N'attendez pas, pour les anéantir, un système de réciprocité, qui n'a jamais d'autre effet que de retenir les peuples dans un plus long état de déraison & de guerre. Ce qui est bon à faire pour la prospérité d'un pays, n'a pas besoin de réciprocité : les objections de ce genre sont les argumens d'une sotte vanité. Si un état perd à ce que dans un autre on tyrannise les hommes & les propriétés ; c'est à son gouvernement à se hâter de mettre fin chez lui à ces funestes mécomptes ; puisque ce sont eux qui ont forcé ses sujets à chercher fortune ailleurs, & que

que ce sont eux encore qui les font hésiter à venir déposer les fruits de leur industrie sur le sol qui reçut leur berceau. Ne faut-il pas que quelqu'un commence ? Combien n'est-il pas noble & digne d'un Roi de commencer le premier dans une chose juste & honnête ? Eh ! qui plus que vous, SIRE, dont les sujets commerçans un peu aisés n'ont pu faire fortune qu'en pays étrangers, a intérêt de donner l'exemple de l'abolition d'une exaction si atroce ? L'Angleterre & la Hollande ont-elles attendu pour y renoncer envers vous, que vous y renonçassiez envers elles ?

Une des plus urgentes opérations qui appelle vos regards, & qu'un seul mot peut encore exécuter, c'est une loi pour rendre aux bourgeois la liberté d'acquérir les terres nobles avec tous les droits qui y sont attachés. On a poussé l'observation de l'étrange décret qui la leur ravit, jusqu'à cette inique démente que, si une terre noble vient à être vendue pour dettes, & qu'un bourgeois veuille satisfaire à tous les créanciers en abandonnant en outre
une

une certaine somme au débiteur, on ne peut le lui permettre sans un ordre exprès du Roi ; le plus souvent cet ordre a été refusé par votre prédécesseur : & le noble qui faisoit perdre les créanciers & laissoit sans ressource le débiteur, avoit la préférence. Qu'est-il résulté de cet absurde régime ? Avilissement du prix des terres, c'est-à-dire, de la première richesse de l'état, au très-grand désavantage des nobles qui les possèdent ; dépérissement de la culture, déjà découragée par tant d'autres causes ; manque de crédit pour les gentilshommes ; aggravation du terrible préjugé qui mutile la bourgeoisie & qui hébête la noblesse, en faisant de ses droits honorifiques une source de considération exclusive qui la dispense d'en acquérir une autre ; enfin, nécessité absolue de s'expatrier pour les roturiers qui ont acquis quelques capitaux, & qui ne peuvent les employer ni dans le commerce, qu'étouffent les monopoles, ni dans l'agriculture, qui ne les admet point à l'espérance de devenir propriétaires. Et en effet, le

Mecklenbourg n'est-il pas rempli de marchands de Stettin, de Kœnigsberg, &c. qui ont employé les profits que leur a valus la dernière guerre maritime, à l'achat des terres de la noblesse ruinée de ce pays ? Ce seroit là, SIRE, une très-grande perte pour vous, si le Mecklenbourg devoit vous être toujours étranger ; c'en seroit une incalculable, qu'un tel ordre de choses subsistât. Une observation, qui n'a pu échapper aux voyageurs attentifs, c'est que les commerçans heureux aiment à se délasser dans les soins de l'agriculture. La terre la plus aride se fertilise entre leurs mains ; ils y prodiguent les avances, ils y portent cet esprit d'ordre, de détail & de prévoyance qui les enrichit dans leur commerce. Par-tout où la bourgeoisie peut acquérir, par-tout où le commerce est en honneur, le pays devient riant ; il offre l'aspect de l'abondance & de la prospérité. L'industrie commerçante éveille toutes les autres ; & la terre aussi demande ces procédés ingénieux qui animent la végétation

tion

tion & l'étendent sur le sol le plus ingrat. SIRE, veuillez l'observer; ces procédés n'ont jamais été inventés dans les pays à noblesse. Nous les devons aux constitutions où la naissance illustre dispaçoit devant le mérite & les talens.

Abolissez, SIRE, ces prérogatives insensées, qui remplissent de grandes places d'hommes médiocres, pour ne pas dire pis, & désintéressent le plus grand nombre de vos sujets sur un pays où ils ne trouvent qu'entraves & humiliations. Méfiez-vous, ah ! méfiez-vous de cette aristocratie universelle, fléau des états monarchiques, encore plus que des états républicains, & qui, d'une extrémité du globe à l'autre, opprime l'espèce humaine : l'intérêt du monarque le plus absolu, est tout entier dans les maximes populaires. Ce ne sont pas les rois que ces peuples appréhendent & repoussent, ce sont leurs ministres, leurs courtisans, leurs nobles, l'aristocratie en un mot : SI LE ROI SAVOIT, disent-ils. Ils invoquent toujours l'autorité royale, & sont toujours prêts à lui donner main-
forte

forte contre l'aristocratie. Eh ! d'où vient la force du Prince, si ce n'est du peuple ? la sûreté personnelle, si ce n'est du peuple ? sa richesse, sa splendeur, si ce n'est du peuple ? les bénédictions, qui seules peuvent lui faire sentir la présence, si ce n'est du peuple ? Et qui sont les ennemis du Prince, si ce ne sont les grands, les aristocrates, qui voudroient que le Roi ne fût parmi eux que LE PREMIER ENTRE EGaux, & qui par-tout où ils l'ont pu, ne lui ont laissé de pré-éminence que celle du rang, se réservant celle du pouvoir ? Par quelle étrange erreur faut-il que les rois avilissent leurs amis & les livrent à leurs ennemis ? Le peuple a l'intérêt, il a la volonté qu'on ne trompe jamais le Prince. Les grands ont l'intérêt & la volonté contraires. Le peuple est aisé à contenter ; il donne, & ne demande point ; empêchez que les oisifs titrés ne pèsent sur lui ; laissez ouverte la carrière que lui montra l'Etre suprême en le créant, il ne murmurera point. Eh ! quel Prince parviendrait à contenter le noble, le riche,

le

le grand ? Cessent-ils de demander ? Cesseront-ils jamais ? SIRE, l'égalité de droits entre ceux qui soutiennent le trône, en est le plus ferme appui. Les changemens à faire en ce genre ne peuvent être prompts ; mais il en est un qu'on ne sauroit trop hâter, que dans la hiérarchie du gouvernement, sur les degrés qui approchent du trône, les grands ne puissent arrêter personne par leurs prérogatives ; qu'ils sentent la nécessité du mérite égal, pour obtenir la préférence ; vous les élevez au niveau de leur rang.

Faites ouvertement la guerre au préjugé qui met une si grande distance entre les fonctions militaires & les fonctions civiles. Ce préjugé, sous un Prince foible, que votre maison, comme toute autre, peut produire enfin, exposeroit le pays, le trône même, à toutes les convulsions de l'anarchie prétorienne. C'est devant l'ennemie, SIRE, que l'officier, que le soldat doivent montrer de l'orgueil ; mais ils ne sont que les frères du bourgeois ; & s'ils

font les frères défenseurs, ils font aussi les frères stipendiés. Dans un état tel que le vôtre, il est possible que le militaire doive avoir la première considération ; mais il ne faut pas qu'il en ait une exclusive ; où vous aurez une armée, vous n'aurez jamais un royaume. Que les officiers civils soient plus considérés qu'ils ne l'ont été sous votre prédécesseur. Rien n'est plus juste & plus facile. Le Prince qui tient le sceptre des opinions, peut les diriger par les attentions les plus simples. FREDERIC II a eu la manie de ne jamais quitter l'uniforme, comme s'il n'étoit le Roi que des soldats ! Et ce costume légionnaire n'a pas peu contribué à décréditer les officiers civils. Comment n'a-t-il pas senti qu'il est à jamais impossible au gouvernement de rendre estimables des hommes auxquels il ne veut point montrer d'estime ? Il ne réussira pas mieux à rendre incorruptibles ceux auxquels il n'assurera pas une indépendance pécuniaire. Que les officiers civils soient mieux payés, & n'oubliez jamais, SIRE, que

que mal payer est une mauvaise économie. J'en atteste entre mille exemples les énormes péculats qu'ont commis chez vous, depuis quelques années, les administrateurs des caisses publiques. Par une inconséquence très-importante, on a montré trop de mépris pour la classe des gens de finances, & l'on a puni trop légèrement ceux qui ont été convaincus des friponneries les plus insignes. Cette partialité ne peut qu'indigner le pauvre & encourager la mauvaise foi, qui fait bientôt qu'elle n'a pour diminuer ses risques, qu'à soudoyer des complices.

Faire rendre une justice prompte & gratuite, est évidemment le premier devoir des souverains. La justice gratuite, si le juge n'a aucun intérêt à éluder la loi de ne recevoir que ses gages, est bientôt rendue, elle le fera équitablement si votre surveillance est active, est sévère, si vous n'oubliez jamais que la sévérité est le premier devoir des rois. Cette grande réforme d'une justice purement gratuite, ne fera heureusement pas dans vos états une charge bien oné-

reuse ; car votre peuple est bon, & n'est pas processif. Mais onéreuse ou non, ce qui est d'étroite équité, est toujours nécessaire. La justice, SIRE, est avant l'utilité même ; ou plutôt, il n'y a point d'utilité sans la justice. Les juges doivent être payés du revenu public, & non des épices : le nier feroit absurde ; car enfin les juges ne devroient-ils donc pas exister & subsister, quand bien même, durant une année entière, il n'y auroit pas un procès ?

Soyez le premier, SIRE, à établir une justice vraiment gratuite.

Soyez aussi le premier souverain dans les états duquel tout homme qui veut travailler, trouve du travail. Tout ce qui respire doit être nourri en travaillant. C'est la première loi de la nature, loi antérieure à toute convention humaine ; c'est le lien de toute société. Le gouvernement qui négligeroit de multiplier les subsistances, & qui ne laisseroit pas à chaque individu le libre usage & le profit de son industrie, feroit le complice & l'auteur de tous les crimes des hommes ; il ne puniroit

roit pas un coupable qu'il ne commit un assassinat. Car tout homme qui ne trouve que refus à l'offre de son travail, en échange de sa subsistance, est l'ennemi naturel & légitime des autres hommes ; il a le droit de guerre privée contre la société.

Que par-tout, au sein des campagnes, comme autour des villes, des ateliers soient ouverts à vos frais. Que tous les hommes, de quelque pays qu'ils soient, y trouvent leur subsistance au prix du travail ; que vos sujets y apprennent ce que valent le tems & l'activité.

Ces travaux, SIRE, ne vous coûteront rien, car ils se paieront d'eux-mêmes ; ils ouvriront des débouchés au commerce ; ils faciliteront le débit des productions de l'agriculture ; ils enrichiront le territoire de votre état, & les finances de votre Majesté.

Voilà, SIRE, les institutions qui conviennent à un grand Roi, & non des manufactures armées de privilèges exclusifs, qu'on ne peut soutenir que par des injustices & des monceaux d'or, & qui n'enrichissent qu'un très-petit nombre

d'hommes ; ou des hôpitaux qui feroient naître des pauvres, si les pauvres n'existoient pas.

Sans doute, hélas ! il y a trop de pauvres chez vous, sur-tout à BERLIN ; & ces malheureux demandent des soins. Dans votre capitale, on ne peut le dire sans une émotion bien triste, le dixième des habitans reçoit des aumônes publiques, & ce nombre augmente annuellement. Sans doute encore il faut limiter l'étendue des villes où il se crée, par l'excessive population, un ordre de choses qui corrompt tout. C'est de leur sein que sort non-seulement la misère, mais la plus affreuse de toutes les misères, parce qu'on ne fait comment la secourir. Les misérables des villes sont des êtres qui ont tout perdu au moral comme au physique. Mais en général ce qu'on doit opposer à cette misère, toujours croissante, ce sont des ateliers de travail utile & fort, pour lequel tout homme qui a des bras est propre, & non pas des fabriques misérables dans leur faste, uniquement bonnes à encourager le luxe
de

de décoration qui déjà dévore votre pays ; ou ces hôpitaux, source féconde de déprédations, utiles à leurs seuls directeurs, & qui absorbent des fonds considérables tandis que vos écoles, sur-tout celles du plat-pays, sont si négligées, si misérables, que quelques-uns de leurs chefs ont à peine annuellement quinze écus d'honoraires. Que votre MAJESTÉ rende ses sujets propres au travail par une bonne instruction, & ils n'auront pas besoin d'hôpitaux.

L'instruction, SIRE, vous ne l'ignorez pas, est un des plus importans devoirs du souverain, & c'est aussi l'un de ses plus riches trésors. Le plus habile des hommes ne peut rien qu'en formant ceux qui l'entourent, & dont il est obligé de se servir, qu'en leur apprenant sa langue, qu'en les familiarisant avec ses idées, avec ses principes ; la liberté de la presse la plus entière doit donc être au nombre de vos premières opérations : non pas seulement, parce que restreindre cette liberté, c'est gêner l'exercice des droits naturels, mais parce

Y 4

que

que tout obstacle aux progrès des lumières est un mal, un grand mal, sur-tout pour vous qui ne pouvez tenir que de l'imprimerie la jouissance de la vérité & de l'opinion, ce premier ministre des bons rois. On vous dira, SIRE, qu'en fait de liberté de la presse, on ne peut rien ajouter à ce qui existe à Berlin. Mais l'abolition de la censure, de cette censure si inutile & toujours si arbitraire, fera beaucoup. Que tout imprimeur se nomme à la tête du livre qu'il imprime, c'est assez ; c'est trop peut-être. La seule objection spécieuse contre la liberté illimitée de la presse, c'est la licence des libelles. On ne voit pas que la liberté de la presse leur ôte leur danger, parce que, sous son régime, la vérité seule reste. Les libelles les plus calomnieux n'ont d'empire que dans les pays où l'on n'est pas libre de faire imprimer. C'est une contrebande qu'on ne sauroit extirper ; les gênes ne retiennent que les honnêtes gens. Qu'on ne voie donc plus chez vous ce contraste absurde d'envoi de librairie étrangère, qu'il est absolument défendu d'inspecter,

d'inspecter, & de librairie nationale soumise à une inquisition féroce. Que tout circule. Lisez, SIRE, & qu'on lise dans vos états ; les lumières veulent monter de toutes parts jusqu'à votre trône ; appelleriez-vous la nuit ? Oh ! non, votre grande ame ne le voudra pas, & vous le voudriez en vain, vous y perdriez trop, sans obtenir même le fatal succès de les étouffer. Vous lirez, SIRE, vous commencerez une noble association avec les livres. Ils ont détruit des préjugés honteux & cruels ; ils vous ont aplani la route ; ils vous ont servi avant votre naissance ; vous ne ferez point ingrat envers les travaux accumulés des génies bienfaiteurs ; vous lirez, & vous protégerez ceux qui écrivent ; car sans eux que seroit l'espèce humaine & que deviendrait-elle ? Ils vous instruiront, ils vous aideront, ils vous parleront sans vous voir, sans approcher de votre trône, ils y introduiront l'auguste vérité, elle entrera chez vous, seule, sans escorte, sans dignité ; elle n'aura ni titres ni cordons ; elle sera invisible & désintéressée. Vous lirez,

mais vous voudrez aussi que votre peuple sache lire ; vous ne croirez pas avoir tout fait en recrutant chez les étrangers vos académies ; vous fonderez des écoles, vous les multiplierez sur-tout dans les campagnes, vous les doterez, vous ne voudrez pas régner dans les ténèbres ; vous direz *que la lumière se fasse*, & la lumière naîtra à votre voix, & son aureole divine ornera mieux votre tête que tous les lauriers des conquérans.

Il est dans vos états, SIRE, un fléau dévorant que vous ne sauriez trop subitement étouffer (& sans doute un tel bienfait signaleroit dignement la première journée de votre avènement au trône) : c'est le LOTTO, qui n'en feroit que plus odieux & plus redoutable quand il vous procureroit des trésors, & qui, pour un pitoyable profit de cinquante mille écus, précipite dans toutes les calamités du vice & de la misère les classes industrieuses de votre peuple.

On vous répétera, SIRE, ce que de prétendus hommes d'état n'ont pas rougi d'écrire & d'im-

d'imprimer ; que la loterie peut être regardée comme un impôt libre & volontaire ! . . . un impôt ! . . . Quel impôt ! qui fonde ses plus grands produits sur le délire ou sur le désespoir ! quel impôt, que le plus riche propriétaire est dispensé de payer, & que les hommes sages, les meilleurs citoyens ne paieront jamais ! . . . un impôt libre ! . . . étrange liberté ! chaque jour, à chaque instant du jour on crie au peuple qu'il ne tient qu'à lui de s'enrichir avec un peu d'argent ! on propose un million pour vingt sols au malheureux qui ne fait pas compter, qui manque du nécessaire ; & le sacrifice qu'il fait à ce fol espoir du seul argent qui lui reste, de cet argent qui appaiseroit les cris de sa famille, est un don libre & volontaire ! c'est un impôt qu'il paie à son souverain !

On vous dira encore, on osera vous dire que cette horrible invention qui empoisonne tout jusqu'à l'espoir, le dernier bien des humains, est un mal, mais qu'il vaut mieux que vous recueilliez vous même la

moisson de votre Lotte que si vous l'abandonniez aux loteries étrangères. . . . Ah ! SIRE, rejetez avec horreur cette arithmétique corrompue, ces sophismes détestables. Certes, il est des moyens de s'opposer aux loteries étrangères ; on ne doit point appréhender les collecteurs secrets, ils ne peuvent pas pénétrer fort avant lorsque la peine est sévère, & c'est bien-là seulement qu'un prix pour la délation est sans inconvénient, car c'est la peste circulante qu'on dénonce. La peine naturelle contre ceux qui favoriseroient les mises aux loteries étrangères est l'infamie, l'exclusion des places municipales, des corporations de marchands, du droit d'assister à la Bourse. Cette peine est très-sévère & suffit sans doute. Mais s'il falloit des remèdes extrêmes pour arrêter un tel délit, la peine de mort, cette peine qui révolte mon esprit & glace d'effroi mon ame, cette peine prodiguée pour tant de crimes, & qu'aucun crime ne mérite peut-être ; seroit plus excusée par l'horrible liste des malheurs & des défordres

fordres qui naissent des loteries que par les conséquences mêmes exagérées d'un vol domestique.

Mais, SIRE, une grande, première & subite opération que je demande à VOTRE MAJESTE au nom de son intérêt le plus prochain & de sa gloire, c'est une déclaration prompte & formelle, revêtue des caractères les plus imposans de la souveraineté, qu'une tolérance illimitée fera dans vos états à jamais ouverte à toutes les religions. Vous avez une occasion très-naturelle & non moins précieuse de faire une telle déclaration. Consignez-là dans l'édit qui accordera toute liberté civile aux Juifs. Ce bienfait qui, dès les premiers momens de votre règne, vous fera surpasser en tolérance religieuse votre illustre prédécesseur, c'est-à-dire, le prince le plus tolérant qui fut jamais ; ce bienfait ne fera pas sans récompense. Outre le surcroît nombreux de population & de capitaux qu'il vous attirera infailliblement aux dépens des autres pays, dès la seconde génération les Juifs deviendront de
bons

moisson de votre Lotte que si vous l'abandonniez aux loteries étrangères. . . . Ah ! SIRE, rejetez avec horreur cette arithmétique corrompue, ces sophismes détestables. Certes, il est des moyens de s'opposer aux loteries étrangères ; on ne doit point appréhender les collecteurs secrets, ils ne peuvent pas pénétrer fort avant lorsque la peine est sévère, & c'est bien-là seulement qu'un prix pour la délation est sans inconvénient, car c'est la peste circulante qu'on dénonce. La peine naturelle contre ceux qui favoriseroient les mises aux loteries étrangères est l'infamie, l'exclusion des places municipales, des corporations de marchands, du droit d'assister à la Bourse. Cette peine est très-sévère & suffit sans doute. Mais s'il falloit des remèdes extrêmes pour arrêter un tel délit, la peine de mort, cette peine qui révolte mon esprit & glace d'effroi mon ame, cette peine prodiguée pour tant de crimes, & qu'aucun crime ne mérite peut-être ; seroit plus excusée par l'horrible liste des malheurs & des défordres

fordres qui naissent des loteries que par les conséquences mêmes exagérées d'un vol domestique.

Mais, SIRE, une grande, première & subite opération que je demande à VOTRE MAJESTE au nom de son intérêt le plus prochain & de sa gloire, c'est une déclaration prompte & formelle, revêtue des caractères les plus imposans de la souveraineté, qu'une tolérance illimitée fera dans vos états à jamais ouverte à toutes les religions. Vous avez une occasion très-naturelle & non moins précieuse de faire une telle déclaration. Consignez-la dans l'édit qui accordera toute liberté civile aux Juifs. Ce bienfait qui, dès les premiers momens de votre règne, vous fera surpasser en tolérance religieuse votre illustre prédécesseur, c'est-à-dire, le prince le plus tolérant qui fut jamais ; ce bienfait ne sera pas sans récompense. Outre le surcroît nombreux de population & de capitaux qu'il vous attirera infailliblement aux dépens des autres pays, dès la seconde génération les Juifs deviendront de
bons

bons & d'utiles citoyens ; il ne faut pour cela que les encourager aux arts mécaniques & à l'agriculture qui leur sont interdits ; les affranchir des taxes particulières qui les furchargent ; les faire ressor-tir comme vos autres fujets des tribunaux ordinaires, en ôtant à leurs rabbins toute autorité civile, SIRE, je vous en conjure, gardez-vous de suspendre la déclaration de la tolérance la plus universelle. On craint dans vos états de perdre en ce genre plutôt qu'on n'espère de gagner. On redoute ce qu'on appelle vos préjugés, vos préventions, votre doctrine. C'est le seul côté, peut-être, par lequel la calomnie vous ait sérieusement attaqué ! donnez un démenti solennel à ceux qui vous ont annoncé comme intolérant ; montrez-leur que votre respect pour les opinions religieuses remonte à votre respect pour le grand Etre, & que vous êtes loin de vouloir prescrire la manière de l'adorer ; montrez que quelles que soient vos opinions philosophiques ou religieuses, vous ne pré-

prétendrez jamais au droit absurde & tyrannique d'y ranger les autres mortels.

Après ces opérations préliminaires, qui, je ne saurois trop le répéter, sont bonnes dans une heure, comme dans un an, & qui par conséquent feroient meilleures aujourd'hui; un coup-d'œil plus particulier sur le système d'économie politique, qui régit vos états, vous conduira à d'autres considérations.

C'est une chose très-remarquable qu'un homme tel que votre prédécesseur, distingué par l'extrême justesse de son esprit, ait embrassé un système d'économie politique si profondément vicieux. . . . Impositions indirectes; prohibitions extravagantes; réglemens de tout genre; privilèges exclusifs; monopoles sans nombre. . . . Tel a été l'esprit de son gouvernement intérieur, à un degré qui, s'il n'étoit pas odieux, feroit fort ridicule.

Et, par exemple, comment ne pas s'étonner qu'un Frédéric II ait consumé du temps à fixer dans une ville comme Berlin, LES PRIX D'AUBERGE, LA SOLDE DES

LA-

LAQUAIS DE LOUAGE, LA VALEUR DE
TOUTES LES CHOSSES NECESSAIRES A LA
VIE ? Qu'il lui soit venu dans l'esprit de
défendre les POMMES DE FRANCE dans la
Marche de Brandebourg, qui ne produit
que du bois & des fables ; comme si les
pommes de ses états craignoient la con-
currence des autres. LES OEUFs DE SAXE,
en disant pour toute raison EST-CE QUE
MES POULES NE PONDENT PAS ? comme
si tous les œufs de poules de Berlin ne
font pas consommés avant qu'on en fasse
venir de Dresde : LES SOURICIERES de
BRUNSWICK, comme si l'on avoit jamais
vu un homme fonder l'espoir de sa for-
tune sur une spéculation en fouricières.
... On ne finiroit pas, si l'on vouloit
rassembler toutes les singularités de ce
genre. Et qui pourroit penser, sans dou-
leur & sans pitié, que quatre cents-douze
monopoles se partagent votre royaume,
tant ce système, non moins absurde qu'ini-
que, étoit enraciné dans l'esprit du gou-
vernement de Frédéric II ? Qu'un assez
grand nombre de ces monopoles a survécu,
du

du moins par l'ordonnance prohibitive qui les a créés à leur exercice qu'ont abandonné les privilégiés ruinés, banqueroutiers ou proscrits. Qu'enfin la liste des choses prohibées dans vos états, excède de beaucoup celle des choses permises, & paroît incroyable aux hommes même les plus accoutumés aux délires de l'esprit réglementaire & fiscal. Voilà, cependant, à quel point peut se rappetifier même un grand homme, lorsqu'il veut trop gouverner !

Comment aussi ne pas s'étonner qu'un Prince vigilant, si actif, si appliqué à son métier de Roi, ait laissé le système des impositions directes exactement tel qu'il étoit sous Frédéric I, où le clergé étoit censé payer le cinquantième de ses biens, la noblesse le trente-troisième, & le peuple le dix-septième ; surcharge alors excessive, mais qui, par les différences survenues dans les valeurs & dans leurs signes, est presque réduite à rien ; de sorte que c'est l'industrie & le commerce que votre

prédécesseur pressuroit impitoyablement, tandis qu'il fondoit à grands frais des manufactures & des fabriques ?

Comment ce même Roi, si conséquent & si fidèle à ce qu'il s'étoit ordonné, a-t-il tout à la fois établi tant de colonies nouvelles en leur accordant des franchises & des propriétés, dont il connoissoit par conséquent la nécessité pour l'agriculture, & laissé subsister le régime absurde qui exclut dans la plus grande partie de son royaume toute propriété ? Comment n'a-t-il pas senti qu'au lieu de fonder à grands frais ces colonies il augmenteroit bien plus rapidement ses revenus & la population de ses provinces, en affranchissant les malheureuses bêtes de somme à figures humaines qui les cultivent, & leur distribuant en propriétés, sous cens héréditaires en fruits, ces vastes landes appelées domaines, qui absorbent presque la moitié de vos états.

Toutes ces choses, & mille autres de ce genre, sont bizarres, sans doute ; mais il n'est pas tout-à-fait impossible d'expliquer ces

ces aberrations de l'esprit d'un grand homme. Sans entrer ici dans un examen particulier de la trempe de cette esprit, d'où il résulteroit que Frédéric II a été beaucoup plutôt un exemple presque unique du développement d'un grand caractère mis à sa place, que celui d'un génie très-élevé par la nature au-dessus des autres hommes; il est aisé de voir, qu'ayant tourné toutes les forces de son talent à former une grande puissance militaire avec des états désunis, morcelés, pour la plupart inféconds, & voulant pour cela devancer la marche lente de la nature, il a songé principalement à l'argent, parce que l'argent étoit l'unique moyen de hâter. De là lui est venu le culte de l'argent, le goût d'amasser, de réaliser, de thésauriser; & les systèmes de fiscalité qui arrachoient le mieux ce métal des mains de son peuple, sont ceux qu'il a le mieux accueillis. Toutes les ruses, toutes les extorsions fiscales nées dans les royaumes plus avancés, qui malheureusement en ce genre,

comme en tout autre, donnoient le ton à l'Europe, se sont tour-à-tour naturalisés dans ses états. Frédéric II fut d'autant plus aisément entraîné vers ce but, que la situation de quelques-unes de ses provinces, débouché presque nécessaire de la Saxe, de la Pologne, &c. a rendu chez lui la multiplicité & la sévérité des droits moins rapidement nuisibles au produit des péages. D'ailleurs sa nation peu active, & peut-être entachée encore aujourd'hui de l'imprévoyance germanique qui néglige ou dédaigne les réserves, ne lui laissant pour le moment d'autre ressource que celle de son propre trésor; il a cru que les Prussiens avoient besoin d'être aiguillonnés par les surcharges, qui pourtant ne sont propres qu'à ralentir; il a cru qu'ils devoient être enseignés par les monopoles, comme si les monopoles ne retardoient pas toutes les lumières. Les premiers pas faits, le prodigieux esprit de suite, qui a été son caractère distinctif; la multitude de ses affaires qui l'a forcé à laisser tout ce qui n'étoit pas système mi-

1

litaire,

titaire, ou institutions actuelles sur les bases qu'il avoit trouvées ; l'habitude de ne souffrir aucune contradiction, & de ne point discuter ; son extrême mépris pour les hommes, qui explique peut-être tous ses succès, toutes ses fautes, toute sa conduite ; la confiance de sa supériorité qui l'a confirmé dans la fatale résolution de tout voir, de tout régler, de tout ordonner, de se mêler de tout ; ces diverses causes combinées, ont rendu dans ses états le brigandage fiscal, le système des monopoles, une loi irréfragable & sacrée, que son humeur absolue, & la morosité de sa vieillesse aggravoient, arbitrairement chaque jour.

Tant, & de si grand maux, ont eu à la vérité quelques compensations. Frédéric II a joint à d'énormes impôts une rigoureuse économie. Il a levé de grandes contributions chez ses ennemis ; ses premières guerres ont été payées de leur argent ; il a conquis une superbe province, où une grande & riche industrie, formée sans doute par un gouvernement plus sage

que le sien, s'est trouvée établie. Il a retiré des subfides de ses alliés, & la folie d'en donner n'est plus de mode. Il a joui d'à-peu-près vingt-quatre années de paix, & d'une considération qui ressembloit plus encore à un culte qu'à de la crainte. Il a réservé continuellement dans ses états quelques parties de l'argent qu'il extorquoit. Sa nouvelle discipline militaire, genre d'industrie dont il a été créateur, n'a pas peu contribué à sa puissance, & son trésor au milieu de l'Europe obérée, lui auroit presque suffi; car si sa verve ambitieuse eût duré plus long-tems, il auroit acheté ce qu'il n'auroit pu conquérir. Qui fait enfin si Frédéric II n'a pas dû une grande partie de ses succès intérieurs à l'état déplorable de l'espèce humaine dans l'Allemagne où presque par-tout, si ce n'est en Saxe, on étoit plus mal que chez lui?

Cependant, SIRE, qu'a fait comme roi ce grand homme au prix de tant d'efforts? Vous a-t-il laissé des états riches, puissans, heureux? Otez leur la réputation militaire & les ressources du trésor qui peuvent se
diffi-

diffiper ; le reste est bien foible. Supposez que les provinces qui composent votre royaume eussent été soumises à un gouvernement paternel, & peuplées par des hommes libres, l'acquisition de la Silésie auroit peut-être été plus lente ; mais quelle différence on remarqueroit aujourd'hui dans toutes les autres provinces & dans la richesse nationale !

SIRE, vous êtes dans une position tout-à-fait différente de celle où s'est trouvé votre prédécesseur. Les meurtrières ressources du régime fiscal sont épuisées ; il est donc indispensable de changer de système. Une armée ne pourra pas toujours, elle ne pourra pas long-temps faire le fonds de la puissance Prussienne. Il faut donc étayer votre armée de toutes les ressources intérieures qu'une bonne administration fait asseoir sur des bases solides & permanentes. Il vous faut animer véritablement l'industrie de votre nation, en profitant avec habileté de ce que votre prédécesseur vous a transmis par des moyens extraor-

dinaires & périssables. Vous pouvez & devez jouir long-temps ; il n'est donc pas absurde de vous proposer de semer pour recueillir. Des sacrifices momentanés, même de grands sacrifices, fussent-ils nécessaires aujourd'hui pour parvenir à faire des états Prussiens, qui ne sont, jusqu'ici, qu'un camp vaste & formidable, une monarchie stable & prospère, fondée sur la liberté & la propriété, votre immense trésor vous rendant ces sacrifices infiniment moins onéreux qu'à tout autre souverain ; l'échange dont il vous offre le moyen, sera un marché excellent pour vous, même en n'y faisant entrer pour rien la jouissance de faire des heureux.

La base du système que vous devez vous former, SIRE, c'est une idée juste des métaux précieux qui ne sont qu'une foible partie des richesses d'une nation, & beaucoup moins importante que celles qui renaissent annuellement sur le territoire. L'incorruptibilité & la rareté de l'or en ont fait un gage, un moyen d'échange entre les hommes. C'est la généralité de son usage

usage qui a principalement trompé sur l'opinion qu'on doit se faire de sa valeur; la facilité de l'emporter, lorsqu'on est obligé de fuir, sur-tout dans les lieux où la tyrannie s'est fait craindre, a donné à tous les individus l'envie d'amasser de l'or, & les fausses opinions sur ce métal se font encore renforcées de ce desir universel.

Il n'est pas moins vrai que l'or étant un agent d'affaires, & la multiplicité des agens multipliant les affaires, et la quantité des affaires formant la prospérité des nations, c'est une folie d'emprisonner l'or, ou de faire en sorte qu'on l'emprisonne. Que diriez-vous d'un Prince qui voudroit être un conquérant, & tiendrait son armée renfermée dans des casernes? Voilà précisément ce que font les Rois qui thésaurisent; ils réduisent à l'inaction, ce qui n'a de valeur que par l'action.

Mais une idée juste de l'or se lie nécessairement à celle d'un gouvernement qui respecta la propriété, & qui, suivi des principes de justice très-rigoureux, tels
 enfin

enfin qu'une confiance inébranlable, donne à chacun la plus parfaite sécurité ; fans quoi le véritable usage de l'or est traversé d'accidens fans nombre, qui lui ôtent son utilité pour la fécondation de l'industrie nationale.

Vous ferez tout pour la confiance, SIRE ; mais il vous restera à observer que les nations sont liées entr'elles par le commerce, & que l'or, à raison de sa nécessité pour les opérations du commerce, en est lui-même un des objets. Il faut qu'il afflue ici & là, selon les combinaisons infinies des commerçans. Delà vient qu'aucune nation ne peut allier avec les idées saines du commerce les gênes de l'exportation de l'or ; car il faut bien que chacun finisse par payer ses dettes, & personne ne donne ni ne reçoit l'or sur lequel il y a peu à gagner, que lorsqu'on a épuisé les moyens de solder en marchandises qui donnent du profit au vendeur & à l'acheteur. Que penseriez-vous, SIRE, d'un Prince qui encourageroit les négocians de ses états à établir beaucoup de manufactures,

tures, beaucoup de commis par conséquent, & défendrait que ces commis allassent au dehors de ses états acheter les matières nécessaires à ces manufactures ? Telle est l'image du Prince qui gêne ou empêche la sortie de l'or : telle est sa folie. Mais d'où vient cette folie ? c'est qu'il craint que l'or ne rentre pas ; & pourquoi ? parce qu'il a le sentiment secret, que ses sujets ne sont pas tranquilles sur leur propriété. . . . Vous le voyez, SIRE, JUSTICE, PROPRIÉTÉ, RESPECT DES HOMMES, GUERRE A LA TYRANNIE DES UNS SUR LES AUTRES, sont les conditions indispensables de toute vue de propriété.

Quand vos sujets seront tranquilles sur ces conditions, ne craignez pas de voir sortir votre or ; il ne sortira que pour en aller chercher, & pour en rapporter davantage. Ne l'oubliez jamais, SIRE, la valeur de l'or s'enfuit sans retour avec lui, lorsqu'on ne le laisse pas absolument soumis aux volontés du commerce, qui est son seul monarque. J'entends ici par commerce le mouvement général de toute industrie

industrie productive, depuis l'agriculteur jusqu'à l'artisan.

Mais que fait-on dans les états où la sécurité du citoyen est parfaite, & où l'on a senti que l'or ne peut jamais être ni fixé, ni acquis en quantité suffisante pour les échanges? On a imaginé des caisses d'es-compte, des banques de secours. Les billets qu'elles mettent dans la circulation deviennent, par la confiance où l'on est de pouvoir toujours les réaliser à l'instant même, une monnoie qui, n'étant pas universelle, remplace l'or au-dedans, & fait qu'on ne s'inquiète pas de ses excursions au-dehors.

Voilà, SIRE, les établissemens que vous devez ambitionner. Heureux l'état où le Souverain qui, ayant habitué ses sujets à l'opinion d'une grande sécurité intérieure, pourroit faire sortir de son trésor de quoi fonder de tels établissemens à son profit! Que d'inventions fiscales produites par la filouterie, sous la protection de l'ignorance & du gouvernement, que d'impôts absurdes & tyranniques il éteindroit, en gagnant

gnant l'intérêt de l'argent représenté par cette monnoie de confiance ! Eh, quel impôt plus doux, plus naturel, plus fécond, percevra jamais un Prince, que l'intérêt de l'argent, lorsqu'il peut le gagner par une monnoie qui ne lui coûte rien ? Un tel impôt se paie avec joie ; car l'industrie est emprunteuse, & partout où elle appartient à son maître, chacun voudroit être industriel.

L'aperçu que je viens de vous tracer, SIRE, & que vous pouvez appuyer de tant de détails que j'ignore, & de tant d'autres qu'il seroit trop long de vous rappeler ici, vous conduira naturellement :

1° A la distribution de vos immenses domaines entre des cultivateurs auxquels vous fournirez les avances qui leur sont nécessaires, & qui deviendront de vrais propriétaires, moyennant un cens perpétuel, & payable en productions de la terre, afin que vos revenus augmentent avec la progression du numéraire.

2° A une modération convenable (en attendant le bonheur de pouvoir les abolir)
des

des impôts indirects, des droits d'accises & de douane, &c. dont le produit croîtra toujours en raison inverse de la quotité du droit & de la rigueur de la perception ; car la contrebande excitée par un plus grand appât fait trouver des protecteurs parmi les hommes dont le devoir est de la réprimer, & des agens parmi ceux dont le métier est de les poursuivre. On peut remplacer d'ailleurs en grande partie ces impôts désastreux par l'augmentation naturelle & très-juste de l'impôt direct, de l'impôt sur la terre, dont aucune terre ne doit être franche ; sur la terre qui porte en dernière analyse tous les impôts & d'une manière d'autant plus onéreuse qu'ils sont plus détournés. Que de chicanes, que d'entraves, que d'inquisitions, que de gênes, que de désordres s'évanouiront alors ! . . . Fléaux plus odieux, plus oppresseurs que le fardeau même de l'impôt, toujours plus terrible par sa mauvaise affi-ette que par sa quotité ! Alors disparaîtra ce vice artificiel, inconnu dans vos états

avant

avant le dernier règne ; le vice de la contrebande qui donne la mauvaise foi pour base au commerce, qui déprave les mœurs & fait naître le mépris général des loix. Alors sera relégué dans les enfers, ce droit épouvantable attribué par votre prédécesseur à l'administration des accises & péages d'aggraver arbitrairement la punition des contrebandiers & de multiplier leurs amendes.

3° Vous arriverez à la ferme résolution, au système invariable de favoriser de toutes les manières possibles le commerce de TRANSIT qui va se dérouter si l'on vexe plus long-tems les étrangers, ou plutôt qui s'est déjà sensiblement dérouté ! Les tracasseries & les détails causés par les formes de la perception des droits sur ce commerce, la fatale vigilance à ne pas laisser introduire de contrebande par la foire de Francfort-sur-l'Oder, ont produit cet effet funeste, que les Polonois, qui faisoient autrefois un commerce très-important dans cette ville & à Breslau, les évitent entièrement aujourd'hui, & se condamnent à un

détour de près de cent milles d'Allemagne, par une grande partie de la Pologne, de la Moravie & de la Bohême pour arriver à Leipzig. Aussi cette ville, bien moins favorablement située que Francfort-sur-l'Oder qui possède un grand fleuve, est elle depuis quinze ans devenue florissante, en raison de ce que l'autre a déchu. Cette décadence va toujours en augmentant, & cela au moment où la révolution de l'Amérique menace le Nord d'une si puissante concurrence. Profitez, SIRE, du dernier période peut-être où le commerce de TRANSIT sera pour vous un objet de quelque importance ; favorisez-le par l'allègement de la plus grande partie des droits qui le repoussent ; favorisez-le par la simplicité de la perception ; par la confiance qu'inspireront votre candeur & votre bienveillance généreuse. Ah ! quel moment plus heureux pour manifester vos intentions en ce genre, que celui où quelques-uns de vos voisins se signalent par tant de folies prohibitives !

4° Vous

4° Vous aurez l'honneur vraiment unique & réservé pour vous, SIRE, d'abolir les monopoles qui ne heurtent pas moins le bon sens que l'équité, & sont dans vos états une source si féconde de malédictions & de haines. Les commerçans Prussiens, aiguillonnés par le spectacle des compagnies monopoles (la nature veut conserver l'espèce humaine; elle fait toujours sortir du mal quelque bien) & grâces à l'excellente position de vos états, ont fait quelques progrès malgré tous les efforts prodigués pour étouffer leur industrie, au premier rayon d'espoir de voir disparaître les monopoles; ils remplaceront, par des contributions volontaires, une bonne partie du déficit qu'un nouveau système peut opérer d'abord dans vos revenus.

5° Vous arriverez enfin au plus grand des bienfaits, à la plus utile des spéculations politiques & financières. Vous affranchirez l'industrie, les arts, les métiers, le commerce. Le commerce, qui ne peut vivre qu'à l'ombre de la liberté: le com-

merce, qui ne demande aux rois que de ne lui pas faire de mal. Quand vous examinerez sérieusement si ces manufactures puériles, qui ne peuvent jamais soutenir la concurrence des étrangers, valent la peine d'être encouragées si chèrement, les prohibitions auront bientôt disparu de vos états. On n'a favorisé les toiles de Silésie qu'en exemptant les fabricans de la conscription militaire ; & ces toiles sont l'objet le plus important de votre commerce. Dans aucune de vos provinces on ne trouve de fabriques plus florissantes que dans celle de Westphalie, nommément dans le comté de Marck, & jamais le gouvernement n'a rien fait pour encourager cette industrie, que de ne pas la tourmenter au-dedans. Je dis AU-DE-DANS ; car toute production de l'industrie des sujets Prussiens au-delà du Wéser est réputée étrangère, & contrebande dans les autres provinces, & cela aussi est une iniquité odieuse & absurde, que vous ne laisserez pas subsister. Vous affranchirez tout, SIRE, & ne donnerez point de privilèges.

vilèges. Ceux qui les demandent sont presque tous des ignorans ou des fripons; & il n'est pas un moyen plus sûr de tuer l'industrie que d'en accorder; s'ils sont connus en Angleterre, c'est que la forme qu'ils y ont reçue les rend presque nuls. Les Irlandois n'en admettent plus; le gouvernement & la société de Dublin donnent des encouragemens, des secours; mais à condition qu'on ne demande pas de privilège. SIRE, le plus beau, le plus sûr moyen d'avoir tout ce que la nature ne défend pas, c'est la liberté; c'est la prodigalité de tout ce qui attire l'homme par les sentimens moraux, & le bien-être physique; tout privilège blesse les premiers, isole le second.

Je vous supplie d'observer, SIRE, que je ne vous propose point de couper tout-à-coup, & sans précautions, toutes ces branches parasites qui défigurent & achèvent d'épuiser le trône que vous devez embellir & fortifier. Mais je vous conjure aussi de ne pas vous arrêter à la crainte des vides de perception que vos

fermiers, uniquement occupés de leur existence, ne manqueront pas d'exagérer. Le seul d'entr'eux qui ait véritablement une grande connoissance des rapports généraux du commerce, & dont vous puissiez attendre des opérations vraiment habiles, le jour où votre système sera invariablement dirigé vers un autre ordre de choses que celui auquel on a prostitué ses talens : STRUENSEE signeroit tous mes principes ; il indiqueroit à votre MAJESTÉ vingt moyens de suppléer aux extorsions de la fiscalité. Et, par exemple, les commutations de droits sont un art nouveau qui, dans les mains d'un homme aussi éclairé, pourroit accroître vos revenus en allégeant le fardeau public.

L'Angleterre, faite pour donner des leçons à tout l'univers, faite sur-tout pour étonner l'esprit humain, en lui dévoilant les ressources infinies d'une confiance au maintien de laquelle on fait tout concourir ; l'Angleterre vient de tenter une belle & heureuse expérience en ce genre ; elle a commuté les droits sur le thé en un droit
sur

sur les fenêtres, & le succès est prodigieux. Faites-vous rendre compte, SIRE, de cette opération ; elle est consignée avec tous ses effets dans un ouvrage qui vous ouvrira de grandes vues. Votre esprit généralisateur prendra confiance dans l'industrie de l'honnête homme, & dans les ressources de sa sensibilité, aidée d'expérience & de talent, lorsque le malheur des impositions exagérées doit durer encore, & que leur assiette est vicieuse. Mais, SIRE, quand vous seriez obligé, pour remplacer des droits incommutables, & cependant destructeurs, d'aller chercher les gros intérêts que payent les puissances emprunteuses, où feroit le malheur ? quel avantage ne résulteroit-il pas pour un pays qui a des trésors, de les employer à pomper ces mêmes intérêts qui affoiblissent des états redoutables ? Pourquoi ne pas saisir les moyens qu'ils fournissent ainsi à leurs dépens de ne pas les craindre ? Ne voyez-vous pas, SIRE, que ce feroit-là vous faire payer un tribut, & sans danger ?

car les gouvernemens même qui feroient assez infensés pour vouloir voler leurs créanciers, ne le peuvent plus, graces à l'arrangement général du commerce.

Il reste à favoir à qui vous confierez des travaux si délicats & si intéreffans. Ce n'est pas à un étranger qu'il convient d'apprécier vos fujets : cependant, SIRE, il en est un dont les talens sont très-estimés en France, en Angleterre, & qu'ainfi je puis ofer vous nommer : c'est le Baron DE KNYPHAUSEN, qui connoît bien les hommes & les choses des pays où il a servi, & principalement la théorie des fonds publics. Mais, SIRE, appelez surtout des négocians ; c'est chez eux que se trouvent le plus communément les talens, la probité : c'est d'eux qu'est venue la théorie de l'ordre : & que feroit-on sans ordre ? Au reste, ils sont en général modérés ; ils ne sont point fastueux, & sous ce rapport, ils méritent encore la préférence. Croyez, SIRE, que les plus éclairés, les plus sages & les plus humains, s'éloigneroient de vous, si leur récompense devoit

devoit être dans les décorations de la vanité. On ne peut les accepter sans fouler aux pieds les principes auxquels on doit la gloire d'avoir mérité des récompenses, sans payer de mépris la classe qu'on honore ; & le négociant digne de votre confiance, craindrait de devenir coupable d'une telle ingratitude envers ses semblables. C'est-là même un des caractères auquel vous pourrez le reconnoître. Le grand PITT mourut dans le Lord-Chatam ; & celui-ci ne s'est jamais consolé d'avoir ainsi trahi sa gloire. Les services des négocians que vous emploierez, loin de multiplier les inégalités monstrueuses qui déforment vos états, doivent les détruire. Voilà la récompense de tels hommes, & non de vains titres de noblesse, ou de plus vaines décorations.

Mais, SIRE, c'est trop long-temps abuser des momens précieux où le sceptre vient de tomber dans vos mains. Qu'ajouterois-je à cet écrit, que vos propres réflexions, pourries de faits qui vont frapper journallement

nellement vos regards, ne vous diront pas mille fois mieux que moi ? J'ai cru qu'il pouvoit n'être pas inutile d'éveiller ces idées au moment où une existence si nouvelle, une si grande variété d'affaires, & la multitude des intérêts & des intrigues qui vont se croiser & se heurter autour de votre Trône, pourroient vous ravir le calme d'esprit nécessaire pour resumer & choisir. J'ose espérer que ma franchise ne vous déplaira pas, si elle vous touche. O FREDERIC ! méditez sur ces lignes libres & sincères mais respectueuses, & dites, daignez dire—

“ Voici ce qu'on ne m'avouera pas, &
 “ peut-être le contraire de ce qu'on me dira
 “ tous les jours. Les plus courageux n'of-
 “ frent aux rois que des vérités voilées : ici
 “ je vois la vérité toute nue. . . . Ah !
 “ cela me vaut mieux que l'encens vénal
 “ dont me suffoquent les faiseurs de vers, &
 “ les panégyriques d'académie qui m'ont
 “ saisi au berceau, & qui me laisseront à
 “ peine au cercueil. Je suis homme avant
 “ d'être roi. Pourquoi m'offenserois-je
 “ parce

“ parce qu’on me traite en homme ? parce
 “ qu’un étranger, qui ne me demande rien,
 “ qui bientôt quittera ma cour pour ne me
 “ revoir jamais, me parle sans fard ? Il
 “ m’apporte ce que ses yeux, son expéri-
 “ ence, ses études, son entendement ont
 “ recueilli ; il me donne gratuitement ces
 “ vrais & libres avis, dont nulle condition
 “ d’homme n’a si grand besoin, que ceux
 “ qui soutiennent une vie publique ; il n’a
 “ aucun intérêt à me tromper ; il ne peut
 “ avoir que de bonnes intentions.
 “ Examinons attentivement ce qu’il nous
 “ propose ; car le simple bon sens, la
 “ candeur naïve d’un homme qui n’a
 “ d’autre métier que de cultiver sa raison
 “ & sa pensée, pourroit bien valoir & la
 “ veille routine, & les ruses, & les for-
 “ mules, & les chimères diplomatiques, &
 “ les dogmes ridicules des hommes d’état
 “ par métier.”

QUE L’ÉTERNEL moteur des destinées
 humaines veille sur vos jours ! qu’il vous
 les accorde doux & actifs, c’est-à-dire,
 rem-

remplis par le travail consolateur qui élève
& fortifie l'ame ! Et puissiez-vous goûter,
jusqu'à la dernière vieillesse, la pure félicité
d'avoir tout fait pour la prospérité d'un
peuple, du bonheur duquel vous êtes re-
sponsable, puisqu'il vous est confié !

F I N.

